

« Arts et Spectacles » : la transformation du Musée Guimet

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

JEUDI 3 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Un large accord s'étant dégagé au Conseil de sécurité

Des unités américaines s'apprêtent à intervenir en Somalie

Le courage d'agir

UNE fois de plus, c'est des États-Unis que sera venue l'initiative. Les premiers éléments du corps expéditionnaire américain approchent déjà des côtes somaliennes avant même que le Conseil de sécurité des Nations Unies n'entérine cette opération. Tout le monde l'approuve, tant il est évident qu'on ne peut plus laisser se perpétuer le scandale de la Somalie, ni plus longtemps se défier sur la courageuse opiniâtreté d'organisations humanitaires livrées aux attaques et au racket des bandes armées.

Encore fallait-il le dire et prendre les dispositions conséquentes, c'est à dire violer les règles traditionnelles de fonctionnement de l'ONU, ce que seuls les Américains ont osé. L'intervention en Somalie nécessite le vieux principe consistant de non intervention dans les affaires intérieures d'un pays. Ce n'est pas la première fois, mais les précédentes transgressions de ce principe, notamment dans l'ex-Yougoslavie et en Somalie même, étaient beaucoup plus timorées puisqu'elles n'entraînaient d'intervention de l'ONU qu'en accord avec toutes les parties belligères.

C'EST une opération de police, une intervention militaire qui ne craint pas de dire son nom, que lancent aujourd'hui les États-Unis, comme il y a deux ans en Irak, mais pour la première fois à des fins humanitaires.

Voilà restaurée dans sa vraie dimension l'idée d'ingérence humanitaire que Bernard Kouchner, le premier, était allé proposer à New-York et qui a depuis été largement détournée de son sens par l'usage qu'en ont fait, dans l'ex-Yougoslavie en particulier, les gouvernements européens dont celui de la France.

LES organisations humanitaires ont abondamment rapés ces dernières semaines que leur action ne saurait servir de masque à l'impuissance politique des gouvernements à résoudre les crises, ni d'alibi à leur refus d'intervenir militairement. Les militaires, de leur côté, se plaignent de plus en plus ouvertement du caractère flou et ambigu de la mission de ces « casques bleus » chargés de protéger l'acheminement de l'aide humanitaire, en accord avec les assesseurs. L'ONU, qui n'a jamais été engagée dans autant d'opérations - du Cambodge à l'Angola, en passant par le nord Irakien, la Yougoslavie, le Somalie - est tout bonnement en brèche. L'est du même coup la politique menée par la France, pays qui par ailleurs contribue le plus généreusement aux contingents de « casques bleus ».

Si l'on regrette que les États-Unis tirent seuls le bénéfice, en termes d'influence, de l'intervention en Somalie, il faut reconnaître les règles d'engagement de la communauté internationale au lieu de s'abriter derrière les vieux principes de l'ONU devenus inadéquats. Tout reste à faire : pourquoi la Somalie et pas la Libérie, où il n'y a plus non plus d'État ? Pourquoi pas le Soudan ? Et pourquoi pas la Bosnie où la perte, militairement et politiquement, est beaucoup plus risquée, mais les horreurs perpétrées au nez et à la barbe de la communauté internationale non moins graves ? Bref il faut avoir le courage de passer outre d'un simple devoir d'assistance humanitaire à un véritable droit d'ingérence.

M0147 - 1203 0 - 7.00 F



Un très large accord s'est dégagé mardi 1^{er} décembre au sein du Conseil de sécurité pour approuver le projet d'une « action de police » internationale sous commandement américain destinée à permettre la distribution d'une aide alimentaire aux populations affamées de Somalie. Une résolution en ce sens devrait être votée jeudi ou vendredi. Une unité amphibie d'avant-garde est en route vers les côtes somaliennes afin de préparer l'arrivée d'un corps expéditionnaire qui devrait comprendre entre vingt mille et trente-cinq mille hommes.



Line page 4 Article
PARISIANE BASSIR POUR et d'ALAIN FRACHON

La fin progressive d'un tabou

Le gouvernement israélien s'achemine vers un dialogue officiel avec l'OLP

Le Parlement israélien devait commencer à examiner, mercredi 2 décembre, la proposition soumise par le gouvernement de M. Itzhak Rabin pour abroger la loi qui interdit aux habitants d'Israël et des territoires occupés tout contact avec des représentants de l'OLP.

Depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes, ce texte n'était plus guère respecté, et l'on ne

pouvait plus ignorer que les négociateurs palestiniens de l'intérieur sont en rapports constants avec la centrale palestinienne. Mais au-delà de cette mesure, il semble que M. Rabin est en train de préparer l'opinion israélienne à la remise en cause, partielle, d'un tabou en s'acheminant à petits pas vers un dialogue officiel avec l'OLP, dont M. Arafat resterait exclu.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Confidences encourageantes de ministres en exercice, « lapsus » plus ou moins révélateur de M. Itzhak Rabin, le chef du gouvernement, qui a osé comparer dimanche le rôle futur de l'OLP à celui, dépassé, du Congrès sioniste mondial, et un geste législatif hautement symbolique en direction de la centrale palestinienne.

Paradoxalement, tandis que la répression militaire s'accroît dangereusement sur le terrain - à Gaza et en Cisjordanie, 14 Palestiniens ont été tués par l'armée depuis le 1^{er} novembre, 46 depuis la formation du gouvernement travailliste à la mi-juillet - c'est un fait qu'à la veille du cinquantième anniversaire de l'intifada jamais le climat politique, dans les allées du pouvoir israélien, n'a paru aussi pén-

D'ailleurs, les « faucons » nationalistes de la droite, qui fustigent régulièrement les « renoncements répétés » du nouveau pouvoir et qui dénoncent par avance la « scandaleuse reconnaissance des terroristes de l'OLP par Israël », ne s'y trompent pas : en proposant mercredi à la Knesset de lever l'interdit sur les contacts entre Israéliens et Palestiniens membres de l'OLP, c'est-à-dire en légalisant le dialogue entre les citoyens de l'État juif et les militants en exil de l'indépendance palestinienne, c'est bien vers une reconnaissance à petits pas du rôle prépondérant joué par la centrale de M. Arafat que le gouvernement de M. Itzhak Rabin s'achemine.

Certes, comme devait le préciser le ministre de la justice, M. David Libai, la loi qui bannit les « contacts avec l'ennemi », sous peine de quinze années de prison, restera dans le code pénal israélien.

Mais, comme c'était le cas avant que le Likoud de M. Itzhak Shamir accente, en 1986, la sévérité des textes existants, seuls les citoyens qui auront sciemment cherché à « nuire à la sécurité de l'État » par ce type de rencontres pourront être poursuivis.

Finies les peines de prison pour ceux qui, à l'instar du célèbre activiste pacifiste Abbie Nathan, plusieurs fois condamné, rencontreront M. Arafat dans le but de faire avancer la cause de la paix.

Cette politique peu coûteuse - le texte actuel étant presque quotidiennement bafoué depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes - ou bien tournant capital dans la recherche d'une solution pacifique au Proche-Orient ?

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6

Les trois cercles de l'Europe monétaire

Alors que les tensions persistent sur le marché des changes

le conseil franco-allemand et le sommet d'Edimbourg devraient réfléchir à une réforme du SME

par Erik Izraelowicz

« Le système monétaire européen (SME) ressemble de plus en plus à une fin de party dans un roman d'Agatha Christie. Les uns après les autres, les invités disparaissent sans que l'on ne sache la raison de leur départ ni la date de leur éventuel retour. » Roté par la presse anglo-saxonne après la sortie de la livre britannique du SME, puis celle de la lire italienne, le parallèle est tentant. Quelques fins limiers à la recherche de l'assassin tournent autour de la Bundesbank, la banque centrale allemande.

Mais à la veille du conseil franco-allemand de Bonn (les 3 et

4 décembre) et du sommet européen d'Edimbourg (les 11 et 12 décembre), la quête en responsabilité doit aussi conduire à une réflexion sur l'avenir du SME. Le temps est peut-être venu d'envisager de nouvelles initiatives. Face à la désintégration du système, pourquoi, par exemple, ne pas impulser une Europe monétaire composée de trois cercles : un noyau dur, un club des candidats et un groupe d'associés ? Un projet d'une Europe monétaire concentrique qui s'inspirerait de celui, plus politique, évoqué par M. François Mitterrand en 1990.

Mort pour certains - c'est l'opinion dominante sur les marchés des changes - le SME, largement amputé après les trois crises successives de cet automne, vit toujours. Engagés sur la voie de la monnaie unique définie par le traité de Maastricht, les autorités monétaires française et allemande le rappelleront à Bonn. Même si les uns et les autres savent que les semaines à venir vont être à cet égard décisives.

La polémique autour du GATT et les débats électoraux en France, autour de la politique de change notamment, risquent d'agiter le couple franco-allemand. Paris et Bonn se pourrissent cependant d'épargner une analyse, même secrète, des conséquences de la tourmente, sans doute in-

chevée, qui vient d'affecter cette « zone de stabilité monétaire » que devait être l'Europe.

Pour beaucoup d'experts, la perspective de la monnaie unique à l'horizon 1997, voire 1999, est aujourd'hui bien compromise. Le SME lui-même traverse sa plus grave crise depuis sa création, en 1979. La livre sterling est sortie du mécanisme de change, le 16 septembre. Le départ de la lire italienne devait être très provisoire. Il se prolonge. Le 22 novembre, l'Espagne et le Portugal ont fortement dévalué leur monnaie. Celles de l'Irlande et du Danemark restent sous pression.

Lire la suite page 19

La réforme constitutionnelle

M. Georges Vedel présidera le comité consultatif.

pages 8, 9 et 27

Les développements de l'affaire Botton

Les enquêteurs ont découvert que l'homme d'affaires lyonnais recevait des sommes importantes de grandes entreprises.

page 11

« Le Monde » et l'affaire du sang contaminé

« Rumeurs et clarification », par BRUNO FRAPPAT

page 12

La fronde paysanne

Contre le compromis agricole du GATT, le gouvernement français se déclare renforcé par la manifestation de Strasbourg

Lire page 18 l'article de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Le Grand Stade reste à Sénart

M. Bérégovoy a confirmé le choix du site de Seine-et-Marne en prévision de la Coupe du monde de football de 1998.

page 18

ARTS • SPECTACLES

■ Musée : les beaux habits de M. Guimet. ■ Théâtre : les instruments de la mémoire. ■ Musique : Tania Motown : histoire d'un label. ■ Photographie : Walker Evans et Dan Graham.

pages 29 à 38

Le sommaire complet se trouve page 27

ÉDUCATION • CAMPUS

Un plan d'urgence pour les étudiants africains dans l'ex-URSS

L'UNESCO tente actuellement de mettre en place un plan d'urgence pour venir en aide aux étudiants africains bloqués dans les pays d'Europe centrale et orientale, notamment dans les Républiques de l'ex-URSS. Ces étudiants - une vingtaine de milliers, selon les autorités des pays d'accueil - délaissés par leurs pays d'origine, n'ont pas de solution de rapatriement.

Lire pages 14 et 15

les articles de MICHÈLE AULAGNON et MARIE JÉGO

En dernière page,
un kit complet
pour fêter Noël!

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 8 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Espagne, 190 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FR; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FR; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Crise

Relancer, aménager

par Jérôme Monod

La crise que nous traversons est-elle profonde, sera-t-elle durable ? Nul n'est prophète en économie. Une chose est sûre : cette crise, on n'en parlait pas il y a trois ans, peu l'année dernière, on ne parle que d'elle maintenant ; chacun en perçoit des signes, des effets douloureux ; tout le monde s'en effraie. Faut-il s'y résigner ?

J'écris cet article parce que je suis persuadé du contraire. On peut agir pour encourager la croissance et l'emploi en France et en Europe. Les réflexions que mène la Table ronde des industriels européens (1) l'ont conduite à proposer à la Communauté européenne et aux États membres un programme d'action dans trois domaines : innovation, formation, infrastructures de transports. Certaines actions, naturellement, sont des actions à long terme. Il en est une qui a des effets directs et immédiats sur l'économie, c'est la réalisation de nouvelles voies de communication.

A l'heure actuelle, les liaisons autoroutières et ferroviaires trans-européennes sont insuffisantes. La congestion des réseaux de transport en Europe constitue une entrave au principe primordial du traité de Rome : la libre circulation des biens et des personnes. A quel bon un tunnel sous la Manche et un train à grande vitesse s'ils ne sont pas reliés à un ensemble cohérent de voies de communication de qualité équivalente ? Aujourd'hui, le seul mode de régulation de l'usage des infrastructures, c'est la régulation par la congestion. Une telle situation résulte de vingt années de sous-investissements : depuis 1975, moins de 1 % du revenu communautaire a été consacré chaque année à la construction ou à la modernisation des réseaux de transports, alors même que le trafic ne cessait d'augmenter.

Bien sûr, lancer un programme de nouvelles infrastructures de trans-

port en Europe - en France - est un choix politique qui risque de susciter des débats doctrinaires houleux. Or, aujourd'hui, la doctrine doit céder le pas à l'intuition et à la volonté d'agir. Trois questions, toutefois, seront certainement soulevées :

1. - Construire n'aura-t-il pas pour seul résultat d'accroître encore la congestion du trafic, donc la congestion des réseaux ? Poser la question en ces termes, c'est adopter une approche malthusienne. Il n'y a pas trop de voitures dans les villes, trop de camions sur les routes, trop d'avions dans le ciel, trop de trains sur les voies ferrées, mais des infrastructures insuffisantes pour accueillir les utilisateurs. Par ailleurs, la croissance des flux de marchandises et de personnes ne sera pas illimitée. On sait très bien, par exemple, que le gros du développement du parc automobile est chose faite aujourd'hui dans la Communauté. Avec environ cinquante véhicules pour cent habitants, on est proche de la limite qui s'établit à soixante véhicules pour cent habitants, car, à ce stade, chaque habitant en âge ou en état physique ou psychologique de conduire possède son véhicule. De même, les compagnies aériennes ne remplissent plus aussi facilement leurs avions qu'il y a dix ans.

2. - Construire : l'environnement ne va-t-il pas en faire les frais, encore une fois ? C'est vrai, de graves erreurs architecturales ont parfois été commises et le seront encore si l'on n'y prend garde. C'est vrai, comme toutes les activités humaines, les industries des transports génèrent des pollutions, des nuisances. Mais, de plus en plus, dans les pays industrialisés, des solutions sont trouvées : moteurs plus propres, économies en énergie, moins bruyants, carburants mieux raffinés, ouvrages plus discrets, mieux intégrés dans le paysage, mieux adaptés aux sites. Dans les années 70, on soute-

naient l'idée qu'il fallait adapter la ville à l'automobile. C'était une erreur. Une erreur qu'on ne ne commet plus désormais en France. C'est la voiture, c'est la circulation qu'on s'efforce d'adapter à la ville sans qu'elle ait à en souffrir. Des solutions entièrement nouvelles ont vu le jour, par le concept de la voirie souterraine qui contribue à résoudre le problème de la saturation des artères de circulation, à réduire le nombre de véhicules circulant dans les rues et, donc, à améliorer le cadre de vie sans modifier le paysage. Certains vont maintenant jusqu'à penser que la voiture telle que nous l'utilisons aujourd'hui sera bannie des villes au siècle prochain. Bien sûr, pour tout ce qui concerne l'environnement, il n'y aura jamais de remède miracle.

Fonds publics
fonds privés

Mais je ferai trois observations. Premièrement, c'est dans les pays les plus développés sur le plan économique que sont trouvées les solutions les plus performantes de lutte contre les pollutions et de protection de l'environnement. Il n'est qu'à voir l'état dans lequel se trouvent les pays d'Europe orientale ou les grandes villes du tiers-monde. Ce n'est pas la croissance qui nuit le plus à l'environnement : c'est la misère. Deuxièmement : qui dit congestion des transports dit mauvaise utilisation de l'espace et pollution. La pollution par gaz d'échappement atteint un seuil critique tous les soirs aux portes de Paris, de Londres, de Barcelone, de Francfort - sans parler de Milan ni de Rome où la circulation doit être strictement réglementée et limitée. Troisièmement : la Commission européenne a calculé que, pour décongestionner les réseaux existants, il faudrait construire d'ici vingt à trente ans 5 000 kilomètres d'axes nouveaux (TGV + autoroutes). Cela représenterait environ 2 500 kilomè-

tres carrés de terrain, soit un millième de l'Europe des Douze. Il faut avoir cet ordre de grandeur présent à l'esprit pour ne pas susciter la hantise d'une abominable toile d'araignée de béton.

3. - En période de difficultés économiques, lancer un vaste programme d'infrastructures de transports est-il réaliste ? Il faut d'abord le chiffrer : ce qu'a fait la Commission de Bruxelles. Le volume total de dépenses à réaliser est compris entre 1 000 et 1 500 milliards d'euros, soit entre 1 % et 1,5 % du PIB communautaire. Encore ce total comprend-il l'entretien courant des infrastructures existantes. Les constructions d'ouvrages nouveaux reviendraient à 425 milliards d'euros. Etalées sur dix ans, elles nécessiteraient 40 milliards d'euros par an. Les dépenses en infrastructures sont celles qui pèsent le moins sur les importations et sur les prix. Sur tout, 40 à 50 milliards d'euros, c'est un million et demi de salaires supplémentaires au travail dans une Communauté qui compte plus de dix millions de chômeurs.

En outre, tout ne doit pas être pris en charge par les finances publiques : le recours au financement privé, la concession d'ouvrages à des entreprises privées, le système du péage, bien connu des pays latins, permettent d'alléger les contributions directes des États membres de la Communauté. Naturellement, les sommes en jeu exigent un financement par les seuls promoteurs privés, et la meilleure façon de procéder consistera en un mixage, qu'il appartiendra aux pouvoirs publics de déterminer, entre fonds publics et fonds privés. Pour les projets les plus urgents de liaisons routières et autoroutières, des circuits de financement privilégiés ont déjà été étudiés et pourraient être mis à profit immédiatement : je pense aux prêts de la BERD pour l'Europe centrale et orientale, aux prêts de la Banque

européenne d'investissement (BEI) pour la Communauté. Mais ces circuits de financement sont insuffisants. On n'échappera pas à des instruments budgétaires nouveaux, par exemple, la création d'un fonds européen de grands travaux, qui aurait pour objet de lever des fonds sur les marchés financiers, de recevoir les contributions financières des États membres et de gérer les différents programmes. Il faut faire preuve d'innovation dans tous les domaines, y compris financier.

Un gros retard
à rattraper

Doter l'Europe des chaînons de communications qui lui manquent, ce n'est pas renouveler une vieille politique de relance keynésienne par la consommation, ce n'est pas prendre un risque inflationniste et tourner le dos à la stabilité monétaire nécessaire à la constitution d'une monnaie unique. C'est au contraire, sans se montrer ni déflationniste ni inflationniste, agir efficacement pour parer la concurrence et accroître la compétitivité de l'Europe.

Pour la France, l'enjeu est d'une importance vitale : elle joue là son avenir. La fortune future du réseau de transports européens décidera de la position de notre pays sur le Vieux Continent. Il suffit, pour s'en persuader, d'ouvrir une carte. A l'heure où le centre de gravité se déplace vers l'est avec l'Allemagne unie, la France risque de devenir la Finistère de l'Europe, d'être reléguée au second plan derrière les pays du centre qui rassemblent la plus forte densité de population, c'est-à-dire les consommateurs et les travailleurs de demain. Il ne faut pas laisser notre pays sur le bord de la route.

La France a des atouts : le dynamisme de son économie, sa force d'attraction, son rayonnement culturel, son génie inventif qui la place au premier plan dans les technologies d'avenir en matière de techni-

ques de construction, de télécommunication, de réseaux informatiques et d'aéronautique. Mais dans une Europe unie, elle ne tiendra son rang que si elle reste un centre convoité de commerce, d'investissements, d'échanges et de rencontres. La Commission européenne prévoit que sur les 12 000 kilomètres d'autoroutes nouvelles à réaliser, le quart devrait être construit en France. C'est dire que notre pays a un gros retard à rattraper. C'est dire qu'il doit souscrire au programme d'infrastructures trans-européennes, qu'il doit l'encourager, en hâter le démarrage, qu'il doit tout mettre en œuvre pour édifier ces « chaînons manquants » qui relieront le nord et le sud de l'Europe, Bordeaux à l'Allemagne, Lyon à Turin.

Ce qui est en jeu, aujourd'hui, ce n'est plus l'aménagement du territoire français auquel ont travaillé les gouvernements depuis Napoléon, c'est la place de la France dans l'Europe du vingt et unième siècle, c'est l'aménagement du territoire européen, de l'Atlantique à l'Oural. Car il est clair que c'est au moment où les pays d'Europe orientale s'ouvrent à l'économie de marché et désirent ardemment s'intégrer à la Communauté que nous devons concevoir et entreprendre l'édification d'un réseau de communication cohérent reliant tous les pays de notre Vieux Continent. Y aurait-il, au prochain sommet d'Edimbourg, objet de décision plus porteur et plus européen, plus vital que dans son exposé, repoussé plus fort que deux obsessions de notre époque : l'emploi et la croissance ?

(1) La Table ronde des industriels européens rassemble quarante-cinq chefs de grandes entreprises de la CEE et de l'ALE. Jérôme Monod en est actuellement le président.

► Jérôme Monod est président de Lyonnaises des Hauts-Du-

Une économie socialiste de marché ?

par Maurice Duverger

Les socialistes vont-ils une seconde fois laisser une dictature communiste usurper leur identité, comme l'a fait si longtemps l'Union soviétique en proclamant pays du « socialisme réalisé » ? On peut le craindre quand ils gardent le silence sur la formule sans cesse répétée dans les congrès chinois du mois dernier, qui a inauguré une nouvelle révolution culturelle en décidant d'instaurer une « économie socialiste de marché ».

Elle s'inspire, en réalité, du système dont le totalitarisme hitlérien a fourni un premier modèle en dissociant la démocratie du libéralisme économique : celui-ci n'est fait que d'accommoder du nazisme, qu'il avait d'ailleurs contribué à installer au pouvoir.

S'accommodera-t-il d'un néo-maoïsme où son rapport de forces avec le pouvoir politique serait tout à fait différent ? La dissolution du parti unique - colonne vertébrale de l'Union soviétique - rend très difficile la construction d'entreprises concurrentielles. Le despotisme éclairé de Deng Xiaoping pourrait être une voie plus rapide et moins pénible de la transition du collectivisme centralisé à l'économie de marché, celle-ci trouvant dans une dictature solide la stabilité favorable aux initiatives nationales et aux investissements étrangers. Ainsi, Lénine avait-il réussi, au NEP de 1921, où l'ouverture aux entreprises privées coïncidait avec le monopole accordé au Parti bolchevique.

Mais Pékin entrerait alors dans une « économie communiste de marché ». Peut-être retrouvera-t-il un jour son véritable sens, le beau vocabulaire de communisme, qui a la même racine que communion et communauté. Pour longtemps, il reste liées inséparables de la tyrannie qui l'a incarné depuis 1917. Le socialisme est consubstantiel à la démocratie, au contraire. Il n'en constitue pas le préliminaire, comme l'a cru Marx, mais l'aboutissement suprême. Bapstiser de son nom un totalitarisme d'extrême gauche ouvert aux entreprises privées, c'est prolonger le message qui cimentait les dictatures de l'Est.

Redonnons grâce à la Chine, cependant, d'avoir inventé une formule qui signale la route où les socialistes devraient s'engager. Elle prolonge en effet l'économie socialiste de marché lancée voici près d'un

demi-siècle par le SPD pour symboliser l'orientation de son congrès de Bad-Godesberg de 1959, qui donnait pour objectif au socialisme « l'union sociale et économique » en se bornant « pour l'essentiel aux méthodes d'action indirectes sur l'économie », ce qui rejetait ainsi la collectivisation des instruments de production. En dehors des services publics, l'État devait assurer la régulation du marché par « une politique anticyclique à long terme » et corriger les inégalités engendrées par la concurrence au moyen d'une redistribution des revenus. En s'alignant sur cette stratégie, les partis socialistes ont établi en Europe, dans la seconde moitié du siècle, des meilleurs régimes de l'histoire.

Double
échec

Sa supériorité sur les autres est soulignée par le double échec du socialisme dictatorial à l'Est et de l'intégrisme du marché à l'Ouest. En vain la droite a-t-elle tenté de compromettre le socialisme dans l'effondrement des tyrannies qui usurpaient son nom. Malgré quelques succès initiaux, l'entreprise a tourné court. Mais ses promoteurs se trouvent eux-mêmes enlisés dans la déconstruction de l'ultra-libéralisme économique à la mode dans les années 80. Après douze ans de résurgence des services publics, l'aggravation des inégalités, la stagnation de la production ont fait le succès de Clinton, qui rappelle celui de Roosevelt en 1932. Onze années de thatcherisme ont eu des effets analogues en Grande-Bretagne, atténués par l'absence partielle de l'économie sociale de marché dans les décennies précédentes. Sur le continent, celle-ci a perdu son dynamisme dans les pays où elle s'est fortement implantée, mais elle le conserve dans les autres.

Elle doit être cependant approfondie et développée pour faire face à l'avènement d'une ère post-industrielle qui bouleversera la structure du capitalisme aussi profondément que l'entrée dans l'industrialisation l'avait fait au début du dix-neuvième siècle. Une telle rénovation serait bien exprimée par les termes « économie socialiste de marché ». Cette dernière implique d'abord qu'on développe au niveau supérieur à la nation un pouvoir politique assurant la régulation de la

concurrence et la correction des inégalités sociales qu'elle engendre. La création d'un espace économique européen (EEE) par l'union de la Communauté et de l'ALE était indispensable pour répondre à la mondialisation de la production et des échanges. L'Europe occidentale devait faire front pour ne pas être subjuguée par des États-Unis qui rêvent d'un leadership universel depuis l'abaissement de l'Union soviétique - et par une Asie du Sud-Est où le Japon se voit peu à peu rejoint par Taiwan et la Corée. Mais l'EEE serait submergé s'il évoluait vers une zone de libre-échange ouverte à leurs invasions, au lieu de devenir un marché organisé dont la structure équilibrée et efficace devrait être l'un des éléments fondamentaux du socialisme du XXI^e siècle.

Cette structure sera constituée d'abord par la transposition des moyens d'intervention publique de l'économie sociale de marché au plan européen, pour les compétences transférées à la Communauté ou partagées entre elle et les États membres en vertu du principe de subsidiarité. Des moyens nouveaux devraient ensuite les rejoindre. La crise de septembre a montré que la spéculation sur les monnaies n'est désormais maîtrisable qu'en disposant d'une masse considérable de devises, ce qui pousse à accélérer la création d'une Banque centrale européenne, mais aussi à développer une véritable autorité communautaire de politique économique. La stabilité monétaire ne peut reposer sur le seul maintien des taux d'intérêt. Un débat sérieux sur la rénovation des idées de Keynes, sur l'usage de la relance en certaines circonstances, sur le chômage et le plein emploi paraît indispensable à l'élaboration d'un nouveau socialisme.

Il ne pourra pas éluder non plus le problème de la dimension des investissements dans l'économie moderne, où les capitaux disponibles deviennent une denrée rare. Cela ne conduit-il pas à reconnaître que ceux réunis par les impôts et les emprunts publics ne sont pas moins légitimes que ceux provenant de prêteurs ou d'actionnaires directs ? Le coût et la durée des recherches nécessaires à une nouvelle technique ne permettent plus, par ailleurs, de les développer sur la seule base de la rentabilité. Ainsi les entreprises publiques et les entre-

prises privées tendent à se rapprocher. Les premières devraient être admises au marché dans les mêmes conditions que les secondes, ce qui conduit à repenser leur doctrine et leur structure. Pourquoi le volontarisme étatique serait-il pénalisé par rapport au volontarisme du profit ?

Bien entendu, un socialisme européen ne limitera pas sa dimension internationale à la prospérité des vieilles démocraties de notre continent et à sa concurrence avec les autres pôles du monde industriel. Réduire l'inégalité entre le nord et le sud de la planète, entre l'ouest et l'est de l'Europe sera l'un de ses objectifs fondamentaux. A cet égard, le droit d'ingérence devient un devoir d'humanité. Il implique de modifier la pratique actuelle du FMI, dont les conditions de prêt favorisent les dictatures et les inégalités. Les accords du GATT ne devraient-ils pas aussi limiter l'exploitation des travailleurs du tiers-monde ? Les bas salaires sont un facteur de décalage économique. Mais ne faudrait-il pas imaginer un plancher social ?

Pour un accord
PS-Verts

Le développement d'une telle écologie humaine n'est pas séparé de l'écologie générale, qui fait partie d'un socialisme renoué puisqu'elle aussi substitue la solidarité au chacun pour soi. Les écologistes gagneraient beaucoup en insérant ainsi leurs propositions dans un projet global de vie collective. Mais les socialistes auraient donc tort de chercher à les dominer ou à les marginaliser dans les pays où ils commencent à se libérer d'un intégrisme gauchiste et à développer une organisation réaliste. En France, où ils sont aujourd'hui près de 15 % des intentions de vote, pourquoi ne pas négocier avec eux un programme commun analogue à celui de 1972 ? Le parti d'extrême gauche des Verts rejointrait l'attente des socialistes dans l'avènement d'une cité future où régnerait la justice et la liberté parmi les hommes. L'épanouissement de la nature renforcerait cet idéal au lieu de l'affaiblir. L'utopie orientale et stimule le progrès réel quand elle n'obscurcit pas la conscience des limites et des distances.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé
au « Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-80-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie aéro-mal-CEX
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 133 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

221 MO 02 PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Peuillent avoir l'abstinence d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

ÉTRANGER

RUSSIE : accueilli tièdement par les députés du Congrès

M. Eltsine s'efforce de consolider son pouvoir

Intervenant lors du deuxième jour du Congrès des députés, le premier ministre russe en exercice, M. Egor Gaidar, a vigoureusement défendu, mercredi 2 décembre à Moscou, les premiers résultats de ses réformes et critiqué le Parlement, auquel il a reproché de lui refuser les moyens financiers de sa politique sociale. M. Gaidar a fustigé l'idée de «réforme économique à l'orientation sociale» de M. Khasboulatov, le président du Parlement, qui a demandé que la Russie suive une voie entre «les modèles scandinave et américain».

Le premier ministre a toutefois reconnu l'échec de sa politique monétaire pour stabiliser le rouble et contrôler l'inflation, estimant que «la situation est effectivement très, très délicate et même critique» et que la première tâche du gouvernement était d'arrêter l'inflation.

MOSCOU

de notre correspondant

Il y a compromis et compromis. La première journée du Congrès des députés du peuple de Russie a été marquée, mardi 1^{er} décembre, par deux plaidoyers parallèles mais contradictoires en faveur d'une

coopération harmonieuse entre le pouvoir exécutif et le Parlement. «Le refus de trouver des compromis est un puissant frein aux réformes», a affirmé M. Boris Eltsine. «Nous sommes condamnés à l'unité», a répondu en écho le président du Parlement, M. Rousslan Khasboulatov. Mais chacun avait autre chose en tête : le président russe a proposé une sorte de marché, offrant des concessions économiques aux députés représentant les grandes entreprises en échange d'une consolidation des pouvoirs de l'exécutif, nécessaire selon lui pour «défendre la Russie contre l'hygiène politique, pendant un an ou un an demi». M. Khasboulatov a répondu par un éloquent plaidoyer en faveur de la démocratie, une démocratie lourde de «compromis», mais avec laquelle il faut apprendre à vivre, au lieu de toujours s'abriter derrière les nécessités d'une situation d'exception.

M. Khasboulatov a été applaudi à tout rompre, alors que le discours, à vrai dire assez terre, de Boris Eltsine, avait reçu un accueil à peine tiède. Cela ne suffit pas à préjuger du résultat de l'affrontement tendu auquel se livrent les deux hommes : le président du Parlement est dans son élément, alors que les partisans déclarés de Boris Eltsine ne représentent guère qu'un cinquième des membres du Congrès. Mais le jeu s'est tâté. M. Khasboulatov ne peut que fléchir à faire discrètement en sorte que le «compromis» que tout le monde juge inévitable penche en sa faveur.

Les revendications avancées mardi par M. Eltsine avaient pourtant les apparences de la modestie : il s'agit d'abord, pour une période de «stabilisation» dont la durée n'est pas clairement précisée, de limiter strictement les compétences du Congrès, qui ne pourrait s'occuper que des questions constitutionnelles. D'autre part, le pouvoir exécutif est du ressort du gouvernement, soumis à la fois au président et au Congrès : si le Parlement souhaite contester les décisions de l'exécutif, il doit en appeler soit au tribunal constitutionnel, soit au président, qui examine sa demande «dans les trois jours» (sans qu'on comprenne clairement qui doit finalement avoir le dernier mot). Par ailleurs, c'est le président qui est responsable des décisions prises en matière économique, et c'est aussi lui qui dispose du droit de présenter prioritairement des propositions que le Parlement ne peut qu'accepter ou rejeter, sans avoir le droit de les modifier.

Si ce dispositif est accepté, a expliqué M. Eltsine, le président renoncera à demander une prolongation des pouvoirs extraordinaires dont il bénéficie depuis un an. Ce qui a été salué par un franc éclat de rire de la salle, les députés considérant apparemment que la ficelle était un peu grosse.

Enfin, M. Eltsine souhaite garder le privilège de désigner le chef du gouvernement, un choix en principe soumis à l'approbation du Parlement, qui n'a en revanche pas le droit de contester la nomination des ministres. Dans la pratique, M. Eltsine

s'est jusqu'à présent dispensé de demander l'aval des députés, évitant de nommer M. Egor Gaidar premier ministre en titre (il ne fait «qu'exercer les fonctions» de premier ministre). Mais un bon nombre de députés semblent cette fois décidés à mettre fin à ce petit jeu, d'autant que M. Gaidar, économiste coupable de connaître trop bien l'anglais et pas assez la Russie, leur donne des boutons depuis longtemps. L'une des nombreuses rumeurs de couloir veut que l'intéressé cède la place, fût-ce le temps du Congrès, éventuellement pour réapparaître ensuite. Que M. Eltsine soit disposé ou non à sacrifier, même provisoirement, le symbole de la réforme économique première manière donnera en tous cas une bonne indication de l'étendue des concessions qu'il est disposé à faire au «marais», qui seul peut lui donner les voix dont il a besoin.

Un premier ministre grinçant

Dès mardi, le président russe a en tous cas confirmé qu'il n'était pas venu les mains vides. Appelant à «la coopération entre les réformateurs et les industriels et entrepreneurs expérimentés», il a satisfait certaines des revendications de l'Union civique, il a entre autres promis que les grandes entreprises continueraient à bénéficier de commandes d'Etat pour «une partie de leur production», et qu'elles continueraient à recevoir des crédits, «mais seulement pour des projets d'investissement concrets». Il a aussi souligné que ce qu'il appelle «le

business russe» avait besoin d'être soutenu, fait miroiter diverses faveurs fiscales aux entreprises qui développent leur production, plaidé pour un «protectionnisme raisonnable», et affirmé qu'il fallait donner la préférence aux entreprises à capital majoritairement russe. Dans le même esprit de nationalisme économique, il a expliqué que la Russie ne devait plus accepter de crédits occidentaux liés à des contrats d'achat, car ce type de crédits crée des emplois à l'étranger au lieu d'en créer en Russie.

M. Eltsine a consacré une bonne partie de son discours à une sombre évocation des difficultés du pays, sans être pourtant aussi sévère que M. Khasboulatov, pour lequel la Russie est dans un tel état qu'il n'est plus question de réformer, mais de reconstruire. Le président russe s'est voulu rassurant, mais, lorsqu'il a annoncé qu'il convenait de «rembourser d'ici trois à cinq ans» les épargnants spoliés par l'inflation galopante, ses propos ont été accueillis par des ricanements.

A l'inverse, c'est sur ce thème social que M. Khasboulatov a axé son discours, plaidant pour «une économie sociale de marché» et dénonçant le modèle «américain» choisi selon lui par M. Gaidar. Mercredi, le premier ministre lui répondait sur un mode grinçant, en expliquant qu'on pouvait certes choisir entre le modèle américain et le modèle scandinave, mais qu'à la Russie n'en était pas encore là.

JAN KRAUZE

ALLEMAGNE : les violences xénophobes

Les auteurs de l'attentat de Mölln ont avoué

BONN

de notre correspondant

L'affaire de l'attentat de Mölln, qui avait coûté la vie, il y a dix jours dans le Schleswig-Holstein, à trois Turques, a été élucidée. Le parquet fédéral a annoncé, mardi 1^{er} décembre, que deux jeunes skin-heads de la région, Michael Peters, vingt-cinq ans, et Lars Christiansen, dix-neuf ans, étaient passés aux aveux. Ils ont été inculpés d'assassinat.

Les deux jeunes faisaient partie d'une bande d'extrême droite dont Michael Peters était le chef. Mis en cause dans deux attaques précédentes contre des foyers d'immigrés de la région, ils avaient été arrêtés peu après l'attentat avec huit autres membres de leur bande. Christiansen, apprenti dans un supermarché, n'appartenait que depuis peu au groupe. Il avait d'abord été relâché. C'est avec sa voiture que les deux jeunes gens, qui s'étaient retrouvés à Mölln peu avant minuit, ont mené leur équipée meurtrière.

La rapidité de l'enquête marque un tournant dans la manière dont les autorités semblent désormais vouloir traiter la vague de violences contre les étrangers. Jusqu'à présent, la police et la justice avaient été accusées de lâcheté. L'affaire de Mölln a soulevé une émotion considérable et confirmé que la vague de violences n'était plus seulement, comme on avait pudiquement voulu le croire, le résultat de l'exaspération contre l'afflux des demandeurs d'asile politique : sous l'influence de l'extrême droite, la flamme de racisme et d'antisémitisme devenait une véritable menace. Pour la première fois depuis le début de cette vague de violence, le parquet fédéral, qui ne peut intervenir que lorsqu'il y a atteinte aux intérêts d'Etat, avait été saisi de l'affaire.

Cette célérité nouvelle montre qu'au moins à l'Ouest, la police manque beaucoup moins d'informations qu'on veut bien le dire. Les auteurs de plusieurs autres attaques ont été retrouvés ces derniers jours. A-Wissem, en Basse-Saxe, deux hommes de vingt-cinq et trente-cinq ans ont été arrêtés pour l'une d'entre elles. Ils étaient apparemment ivres au moment des faits et aucun des deux n'appartenait à un groupe organisé. A Hagen a commencé, mardi, le procès de cinq jeunes accusés d'avoir lancé des engins incendiaires contre un foyer occupé par des Tziganes en septembre 1991. L'un d'eux, un apprenti menuisier de vingt ans, a déclaré qu'il voulait «seulement faire peur».

HENRI DE BRESSON

La Démission d'un cadre de Deutsche Aerospace accusé de sympathies nazies. - M. Karl Dorsch, directeur du marketing de la société allemande Deutsche Aerospace, a démissionné, mardi 1^{er} décembre, après avoir été vivement critiqué pour avoir hissé dans son jardin le drapeau impérial allemand, adopté par les groupes néonazis. Ce drapeau lui avait été offert en souvenir par des amis de la marine et à quinze ans. L'opposition sociale-démocrate (SPD) avait réclamé l'éviction de M. Karl Dorsch non seulement du directoire de Deutsche Aerospace, mais aussi du conseil de la Fédération allemande de l'industrie, où il avait été élu lundi soir. - (Reuters.)

Le «nettoyage ethnique» en Bosnie-Herzégovine

La Commission des droits de l'homme de l'ONU condamne les dirigeants serbes

GENÈVE

de notre envoyé spécial

La Commission des droits de l'homme de l'ONU a fermement condamné, mardi 1^{er} décembre, le «nettoyage ethnique» pratiqué par les dirigeants serbes en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. Dans une résolution adoptée par 45 voix contre 1 (celle du représentant de l'ex-Yougoslavie), la Commission a, pour la première fois, expressément employé le terme de «génocide» en se référant aux exactions commises. Seul Cuba s'est abstenue.

Se fondant sur les enquêtes menées par le rapporteur sur la situation des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, M. Tadeusz Mazowiecki, la Commission tient «les diri-

gents serbes des territoires qu'ils contrôlent en Bosnie-Herzégovine, l'armée ex-yougoslave et les dirigeants politiques de la République de Serbie pour principaux responsables de la pratique condamnable de nettoyage ethnique». La résolution réaffirme également «la responsabilité personnelle de tous ceux qui ont commis ou autorisé des crimes contre l'humanité ou d'autres graves violations du droit humanitaire. La communauté internationale fera tout son possible pour les traduire en justice».

D'autre part, la Commission rappelle que «les Etats doivent être tenus pour responsables des violations des droits de l'homme commis par leurs agents sur le territoire d'un autre Etat». De plus, la résolution «appelle tous les Etats à considérer dans quelle mesure les actes commis en Bosnie-Herzégovine et en Croatie constituent

un génocide» au sens du droit international. Comme le recommandait M. Mazowiecki, la Commission réclame la fermeture des centres de détention non autorisés par les conventions de Genève, ainsi que la libération immédiate de toutes les personnes arbitrairement détenues. Elle demande la mise en place de zones de sécurité pour les populations menacées et l'ouverture de couloirs humanitaires afin d'empêcher «la mort imminente de dizaines de milliers de personnes» dans les villes assiégées.

La résolution ne va sans doute pas aussi loin que le souhaitent plusieurs pays islamiques, qui exigent une condamnation plus dure de la Serbie. Pourtant, elle semble donner satisfaction à l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Morris Abram, qui n'a pas ménagé ses efforts pour parvenir à ce résultat. «Je n'ai jamais vu une résolution d'une telle force, bénéficiant d'un aussi large appui. Plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas», a-t-il déclaré.

Lors des laborieuses tractations qui ont précédé la rédaction du texte final, la Russie s'est, elle, efforcée de prévenir une mise en cause trop directe du gouvernement de Belgrade. Les travaux de la Commission des droits de l'homme devraient maintenant servir à la commission d'enquête sur les crimes de guerre, créée par le Conseil de sécurité.

JEAN-CLAUDE BUHRER

L'Arabie saoudite demande que la Bosnie-Herzégovine puisse recevoir des armes

Ouvrant une réunion extraordinaire de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) consacrée à la Bosnie-Herzégovine, le roi Fahd d'Arabie saoudite a insisté, mardi 1^{er} décembre à Djeddah, sur «la nécessité de faire entendre raison aux forces serbes d'agression» et demandé que la Bosnie puisse «acquiescer des armes pour sa défense». L'OCI doit notamment étudier les moyens d'obtenir du Conseil de sécurité une intervention militaire en Bosnie sous l'égide de l'ONU et une levée de l'embargo sur les armes imposé à ce pays.

Les présidents bosniaque Alija Izetbegovic et albanais Sali Berisha ont également dénoncé le comportement de la Serbie. «Vous n'avez pas le droit d'être neutres et encore moins d'être indifférents», a souligné M. Izetbegovic à l'adresse des participants à la réunion de Djeddah et de la communauté internationale. «Nous demandons une quantité limitée d'armes défensives : c'est la question de vie ou de mort», a-t-il clamé, en suppliant le monde entier d'«arrêter le génocide». - (AFP.)

La sagesse à tâtons

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Ici, le Congrès ne s'amuse pas. Il rit parfois, grande de temps en temps, applaudit rarement. Le reste du temps, les neuf cents députés présents écoutent les discours en silence, comme si le cadre majestueux du grand palais du Kremlin les incitait au respect. Et puis, pour un premier jour et devant les caméras de télévision, sans doute faut-il faire bonne impression.

Dès l'ouverture de la séance, Boris Eltsine est là, assis tout en haut de la tribune. L'air encore plus bougon que d'habitude, il assiste aux premières escarmouches sur l'ordre du jour. Un député, soucieux des derniers publics, se prononce contre les votes nominatifs : «Cela coûte à chaque fois 700 roubles !» Un autre critique la manière dont la télévision couvre les séances : «Mes électeurs m'écrivent et se plaignent de voir toujours les mêmes têtes !» Mais allez savoir pourquoi une majorité de députés s'est d'accord pour écouter le rapport du premier ministre et qu'une autre est contre l'ouverture d'un débat à l'issue du discours de M. Eltsine.

Cette confusion, les députés de base en sont bien conscients. «Notre travail n'est pas simple», explique M. Iouri Petrovitch, député de Kalouga, «il n'y a pas vraiment de blocs politiques bien définis, et

encore moins de discipline de groupe». Certains n'hésitent pas à changer de formation. Député de la petite République de Bouniatie, Alexandre Ermolan a été élu sur une liste communautaire. «Et je n'ai pas de mandat», précise-t-il, sans même qu'on lui pose la question. Pour... à l'ouverture du Congrès, l'an passé, il a rejoint le groupe des réformateurs. Aujourd'hui, il votera plutôt avec l'Union civique. Et, qui sait ? si un jour un nouveau Parti communiste réformateur voit le jour, peut-être y adhérerait-il.

Représentant Saint-Petersbourg, Iouri Louchinski ne briguera pas un second mandat. «Ici», explique-t-il, «nous sommes tous des kamikazes» : les députés, les ministres, le président lui-même. Même si les réformes réussissent, les gens nous rendront tous responsables des difficultés actuelles.

La première journée d'un Congrès qu'on disait «historique» se termine. Il fait - 20 degrés à Moscou. Les quelques centaines de manifestants - moitié démocrates, moitié nationalistes - qui, ce matin, s'étaient réunis aux alentours du Kremlin, sont partis depuis longtemps. Engoncés dans leur grand manteau, la chapka bien vissée sur la tête, les congressistes regagnent furtivement leurs hôtels. Seges. Comme la démocratie ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

LES ANTILLES 2435 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières. On ne vit que mille fois.

Et après la moiteur des sentiers tropicaux, siroter un lait de coco, face à la mer, sur la terrasse de votre Paladien, vous coûtera à peine plus cher que votre séminaire d'ikebana.*

* Les Antilles avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 3 625 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

NOUVELLES FRONTIERES

iste de marché

DIPLOMATIE

En ex-Yugoslavie comme au Cambodge

Un rapport du Sénat condamne la « légèreté » de la France face aux missions de maintien de la paix confiées à l'ONU

Dans un rapport approuvé par la commission des finances du Sénat, M. François Trucy, sénateur UDF-PR du Var et maire de Toulon, dresse un réquisitoire contre « les carences onusiennes » et « les incohérences françaises » à propos des missions de paix attribuées notamment aux « casques bleus » français. En particulier, M. Trucy s'en prend à « la légèreté » de la France qui se targue d'être en première ligne, par le nombre de ses « casques bleus », et qui, dans le même temps, n'a aucune influence sur les actions décidées « dans la quinzaine du siège new-yorkais » de l'ONU.

Le ministère de la défense, constate le rapporteur, a fourni 6 000 hommes sur les 40 000 qui portent le drapeau bleu. « Nous sommes le premier contributeur sur le terrain, le plus présent, le plus disponible, le plus actif. Mais nous sommes les derniers représentés en experts et en conseillers dans les instances de l'ONU. Notre souci d'efficacité sur les théâtres d'intervention paraît même gêner, au point de nous faire taxer d'activisme ».

En 1992, l'ONU n'est subventionnée qu'à hauteur de 45 % des dépenses occasionnées par ses missions de maintien de la paix et son déficit est déjà supérieur à 2 milliards de dollars. Résultat : la France, constat des avancées qui — lorsqu'elles le sont — lui sont remboursées très tardivement, au point

que le « surcoût » des opérations pour le budget national est de 2,5 milliards de francs en 1992, en plus des 430 millions de francs qui représentent sa contribution annuelle aux Nations unies.

« Peut-on accepter, demande M. Trucy, que l'ONU ne fasse pas les diligences voulues et ne paie pas le prix requis par la sécurité de nos soldats ? N'est-ce déjà pas tout un bataillon, avec chars et canons, qui a dû être envoyé en Bosnie aux frais du contribuable français et peut-on admettre, en début d'hiver, que des approvisionnements essentiels en ex-Yugoslavie restent suspendus à des décisions qui attendent plusieurs mois à l'ONU ? »

Une organisation lourde et lente

Le sénateur du Var dresse ensuite l'inventaire des « carences » des Nations unies dans le domaine opérationnel. Le comité des chefs d'état-major, compétent pour l'emploi et l'armement des forces, n'a jamais fonctionné. « Les structures existantes sont tournées vers la gestion, la négociation et le compromis beaucoup plus que vers la décision, l'action et l'intervention », note-t-il. L'organisation actuelle est, de son point de vue, lourde et lente.

« Le dispositif de l'ONU est cloisonné », écrit M. Trucy. Il n'existe aucune liaison organique entre le secrétariat général adjoint, chargé des opérations, et la division des opérations, chargée du soutien logistique et administratif. La planification et la conduite des opérations reposent sur une équipe restreinte (six officiers seulement) et n'appartiennent pas à des pays de

grande tradition ou pratique militaires (un général canadien et cinq officiers : argentin, canadien, indien, finlandais et malaisien). La structure lourde et bureaucratique du secrétariat général privilégie l'approche administrative, procédurale et financière au détriment des nécessités opérationnelles. Les ordres qui parviennent sur place sont souvent imprécis, la plupart même ne sont pas écrits, notamment pour ce qui concerne la « légitime défense » du « casque bleu », qui est « une notion extrêmement floue ».

« La sécurité de nos contingents, nos huit soldats tués dans les opérations de maintien de la paix depuis le début de l'année (ces pertes sont d'ores et déjà supérieures à celles de la guerre du Golfe) nous mettent dans l'obligation d'exiger des directives fermes et précises pour garantir, dans tous les cas, la sécurité de nos contingents », estime le sénateur.

M. Trucy relève qu'il n'y a aucun officier français au sein de l'équipe du conseiller militaire auprès de M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, et un seul sur les onze affectés au soutien logistique des opérations. Les membres permanents du Conseil de sécurité — à l'exception de la France — et dix autres pays ont des conseillers militaires dans les missions auprès de l'ONU. « L'Argentine, la Malaisie et l'Australie sont mieux représentées que nous dans ces organismes », écrit le rapporteur, qui s'en prend au fait que la France n'a pas su limiter « l'imprégnation anglo-saxonne et tiers-mondiste de l'ONU ».

Impuissance et imprévision

par Jacques Isnard

NOMBRE des 4 750 Français qui servent en ex-Yugoslavie et des 1 440 autres déployés au Cambodge sous l'égide de l'ONU retrouvent dans l'analyse de M. Trucy l'essentiel de leurs préoccupations sur le terrain. C'est-à-dire le sentiment d'une grande impuissance de l'arbitrage « onusien » face à des guerres civiles dans lesquelles il faudrait rester neutre, en dépit des exactions constatées ou du refus de coopérer opposé par chaque camp, et pour la maîtrise desquelles « la méthode » — selon l'expression d'un « casque bleu » français — des Nations unies, qui consiste à se laisser acculer dans une impasse, est inadéquate en dernier ressort. A ce sentiment d'impui-

sance, qui n'épargne fondamentalement aucun « casque bleu » soucieux de réussir sa mission, il faut en ajouter un autre.

Celui d'une incapacité, propre à l'ONU, de « prévisibilité » — pour citer le jugement d'un diplomate qui sert aux côtés de ces mêmes « casques bleus » français — devant les événements à venir. « On ne sait pas ce qui va se passer », constate ce diplomate français en fusillant la passivité des Nations unies, « et, de surcroît, personne n'y a été préparé ».

Dilecté partage des tâches

C'est la compétence même, face à chaque crise, des autorités onusiennes qui est ici mise en cause, en particulier celle des États-majors de l'ONU à New-York et sur place. Au Cambodge comme dans l'ex-Yugoslavie, les critiques fusent chez les « casques bleus » français, notamment à l'encontre du général australien et du général indien désignés par les Nations unies pour gérer la situation dans les deux pays. Dans les deux cas, on n'hésite pas à s'en prendre également au secrétaire général adjoint de l'ONU, un diplomate britannique, M. Mark Gooding, qui est chargé des opérations de maintien de la paix auprès de M. Boutros-Ghali.

Simple rivalité professionnelle ? Méfiance de fond sur la nature de la mission et sur les moyens de la remplir, entre, d'une part, des chefs « onusiens » jugés trop timorés et, de l'autre, des subordonnés français accusés d'excès de zèle ? Divergences de techniciens sur la tactique opérationnelle à suivre ? Ambition des uns et des autres à occuper des fonctions de décision, comme pour ces officiers américains en ex-Yugoslavie, alors même que les États-Unis n'ont engagé aucun homme sur le terrain ? Toutes ces considérations sont vraies et, sans doute, quelques autres aussi, à commencer par le souvenir de l'anathème jeté contre l'ONU — traitée de « machine » — par le général de Gaulle.

Il faut croire néanmoins qu'on a été sensible, à l'ONU même, à ces interrogations. Des études y sont en cours depuis l'été pour réformer le système actuel de comman-

dement « onusien » — c'est-à-dire ses structures, son financement et ses mécanismes de prise de décisions — et d'application de ces décisions — en distinguant mieux, désormais, entre deux catégories de missions. D'abord, les opérations de maintien de la paix, celles qui sont aujourd'hui couramment pratiquées et qui ne donnent pas toujours satisfaction aux exécutants. Ensuite, les opérations d'« imposition » de la paix, qui ne pourront plus être conduites autrement que par des contingents « musclés » et plus lourdement armés. Le partage des tâches est délicat. Mais l'innovation est, aussi, périlleuse lorsqu'elle s'appuie à la complexité.

EN BREF

Les Douze en désaccord sur le site d'Europe. — Les douze pays de la CEE ne sont pas parvenus, mardi 1^{er} décembre, à Londres, à se mettre d'accord sur le lieu d'implantation du futur siège d'Europe. La France, l'Italie et les Pays-Bas restent candidats à l'accueil de cet organisme qui doit centraliser, à terme, l'ensemble des actions communales dans le domaine politique. Le Conseil européen d'Edimbourg (11 et 12 décembre) devra arrêter une décision. — (AFP).

GRANDE-BRETAGNE : le coût de la guerre du Golfe. — La participation de l'armée britannique à la guerre du Golfe a été évaluée à 615 millions de livres sterling (environ 5 milliards de francs), après déduction de l'ensemble des contributions versées par différents pays à la Grande-Bretagne, soit 2,15 milliards de livres (17,5 milliards de francs). Parmi ces pays figurent le Koweït (660 millions de livres), l'Arabie saoudite (582 millions), les Émirats arabes unis (278 millions), l'Allemagne (274 millions) et le Japon (192 millions). La somme totale des dépenses britanniques s'élève cependant à 1,4 milliard de livres, si l'on ajoute quelque 850 millions de livres de crédits publics remboursés par le Trésor aux entreprises qui ont subi des pertes financières en liaison avec le conflit. — (Comex).

IRLANDE DU NORD : vingt-sept blessés dans un attentat à Belfast. — Un attentat à la bombe de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) a fait vingt-sept blessés, dont

AFRIQUE

SOMALIE : l'arrivée imminente du corps expéditionnaire américain

Première mise en œuvre du devoir d'ingérence humanitaire

WASHINGTON et NEW-YORK

de nos correspondants

Alors qu'une unité de « marines » devait approcher, mercredi 2 décembre, les côtes de la Somalie, les États-Unis prennent la mesure du précédent en passe d'être établi : pour la première fois depuis la création de l'ONU, ils s'apprêtent, sous son mandat, à effectuer une mission de police dans un des États membres, qui ne l'a aucunement sollicitée, afin de porter secours à sa population.

Cela ressemble fort à la première mise en pratique (par les Américains) d'un droit d'ingérence humanitaire (prôné par la France) qui ne figure encore nulle part dans les conventions internationales. « Même si un pays veut se suicider, il est de notre devoir de l'en empêcher », dit-il y a quelques semaines, M. Mohamed Sahnoun, ancien représentant de l'ONU en Somalie. Le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, a, certes, invoqué toutes les bonnes raisons. « Il n'y a pas d'autre choix », a-t-il observé, « puisqu'il s'agit, tout simplement, de sauver un pays en voie de perdition : deux millions de Somaliens sont menacés par la famine qui, en douze mois, a déjà tué trois cent mille d'entre eux ».

Ces dernières semaines, l'action de l'ONU sur place est réduite à rien, ou presque, du fait des détonnements, pillages et autres actes de banditisme commis par les bandes armées qui, depuis plus d'un an, mettent ce pays, sans gouvernement, à feu et à sang. Directeur du Programme alimentaire mondial, M^{me} Catherine Bertini le disait encore mardi : « Une assistance (humanitaire) est cruciale. (...) Nos personnels œuvrent tous les jours des coups de feu. Les incidents rendent toute distribution impossible ».

Pour autant, la décision américaine de fournir le principal corps expéditionnaire d'une intervention armée massive, sous mandat onusien, soulève nombre de questions. Dans les commentaires de la presse américaine, entre les lignes des tristes déclarations officielles, transparaissent quelques inquiétudes. Tout le monde convient du bien fondé d'une telle opération : chacun s'interroge sur la portée du précédent ainsi établi. Combien de temps les soldats américains devront-ils rester sur place ? Comment faire la distinction entre une mission purement humanitaire, la distribution de l'aide alimentaire, et sa suite logique, mais essentiellement politique, qui consisterait à rétablir des conditions administratives et économiques « normales » en Somalie ? N'y a-t-il pas risque d'« enlèvement » pour les troupes américaines ?

Le premier, l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger avait fait part, lundi, de ses « préoccupations » : « Je suis d'accord avec les buts, je comprends l'émotion (mais) je suis préoccupé par l'échelle de l'effort et la permanence de l'engage-

ment. » Dans un entretien à la chaîne de télévision CNN, il disait encore : « Les États-Unis ont une longue histoire d'engagements militaires très populaires au début et qui, ensuite, nous retombent dessus. » Même écho dans le New York Times par exemple, qui, tout en saluant la décision de M. George Bush, exhortait, cependant, le président à « se fixer clairement », notamment une date limite pour le retrait des troupes américaines, à « définir des objectifs précis, maintenant », et à « enrôler un plus grand nombre d'alliés ».

L'éditorialiste du Christian Science Monitor interroge : « Cette mission aura-t-elle un fin ? » Dans le Chicago Tribune, un commentateur craint que le gouvernement ne s'estime un peu trop « libre de tenter de régler chaque cauchemar humanitaire avec la 32^e division aéroportée ». Réponse d'un des chefs de file de la communauté noire américaine, le pasteur Jesse Jackson : « C'est la première fois que nous sommes prêts à risquer la vie de soldats américains pour sauver un peuple africain. (...) C'est une occasion glorieuse et nous faisons ce qui est moralement correct en utilisant notre poids économique, nos alliances diplomatiques et notre capacité militaire afin d'empêcher la destruction massive d'un peuple ».

« Habillage onusien »

A l'ONU, les premières consultations ont eu lieu sur le projet de résolution qui sera voté jeudi ou vendredi. Là aussi, l'unanimité existe sur l'impérieuse nécessité de remédier d'urgence à la situation en Somalie. En témoigne la disposition de l'Inde — qui préside le Conseil de sécurité — à voter pour la première fois une résolution fondée sur le chapitre 7 de la charte, c'est-à-dire prévoyant l'emploi de la force. Il n'empêche : la Chine s'abstiendra et, à peine sursuré, on pouvait enregistrer, auprès de quelques délégations du tiers-monde, un début d'appréhension devant l'absence d'un droit d'ingérence qui, pour certains, pourrait se représenter que « les habitants du colonialisme ».

De l'avoué d'un des participants, les consultations, lors de la réunion, mardi après-midi, des représentants des quinze membres du Conseil, ont été « intenses », chacun tentant à s'exprimer sur une affaire dont tout le monde mesure l'importance et le caractère inédit. D'emblée, M. Boutros-Ghali a reconnu dans son intervention que le cas somalien représente « une situation nouvelle », « atypique », « non prévue par la charte », et il a constaté qu'il s'agissait bel et bien de mettre « une action de police » contre les bandes armées qui empêchent l'action humanitaire.

A l'exception des États-Unis, tous les intervenants ont souligné qu'ils souhaitaient que l'opération soit conduite sous commandement onusien. Ils n'en ont pas moins, unanimement, reconnu

que le réalisme les conduisait à accepter qu'elle le soit sous commandement américain dès lors que les États-Unis seraient les seuls à pouvoir ou vouloir fournir le corps expéditionnaire requis. L'ambassadeur américain, M. Edward Perkins, a fait preuve de souplesse. Le résultat est un projet de résolution qui donne un « habillage onusien » à une intervention qui sera essentiellement américaine (avec, toutefois, la participation d'une dizaine d'autres pays). Même si les opérations sont principalement le fait des États-Unis, elles devront se dérouler « en liaison institutionnelle avec l'ONU ».

Le projet de résolution

La mission des troupes devra être effectuée sous la tutelle générale de l'ONU. Une « commission ad hoc » comprenant des membres du Conseil de sécurité devra être installée sur place, en Somalie, pour « surveiller » la mise en œuvre de la résolution et faire rapport. Le commandement de la force devra agir « en consultation » avec le secrétaire général. L'ensemble ressemble au montage de l'opération menée pour chasser les troupes irakiennes du Koweït.

Le projet définit une double mission : l'acheminement de l'aide alimentaire à la population et l'annonce d'un début de « règlement politique » en Somalie. C'est là que les États-Unis entendent que les rôles soient soigneusement répartis. Ils veulent bien assurer la « phase un », l'acheminement des vivres et le désarmement des groupes de bandits locaux. M. Bush souhaiterait que cela soit terminé à la date du 20 janvier, au moment de la passation des pouvoirs au président élu, M. Bill Clinton ; le Pentagone est plus sceptique, et parle d'une phase qui pourrait prendre de trois à six mois. Au moment de la « phase deux », des contingents d'autres pays devront impérativement avoir remplacé les forces américaines : les États-Unis veulent éviter tout risque d'enlèvement.

Tout est prêt pour une action rapide, dès que la résolution sera votée. Les États-Unis auraient tranché mardi une importante difficulté en assurant qu'ils prendraient en charge les dépenses représentées par l'engagement de leurs propres troupes. Le chef de l'état-major, le général Colin Powell, a désigné un maître d'œuvre à la personne du général Joseph Hoot, un « onusien ». Une unité amphibie de trois bâtiments, conduite par l'USS Tripoli, doit incessamment gagner les côtes somaliennes. Elle transporte 1 800 fusiliers-marins — et leurs hélicoptères d'attaque — chargés d'établir une tête de pont et de préparer une piste d'atterrissage pour le gros du corps expéditionnaire à venir (de 20 000 à 35 000 hommes).

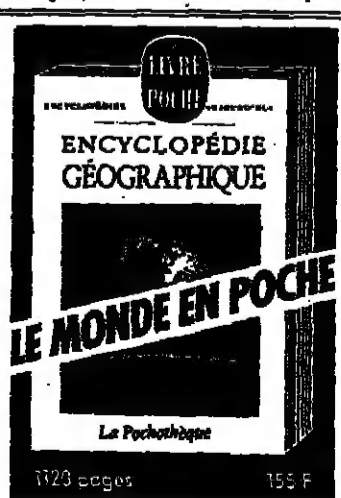
AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le 1^{er} octobre en mer Egée
Le tir de missiles du « Saratoga » contre un navire turc était dû à « un manque de communication » interne

Le double tir de missiles du porte-avions américain Saratoga contre le destroyer turc *Murugan* en mer Egée, qui avait fait cinq morts et quatre blessés le 1^{er} octobre, lors de manœuvres de l'OTAN, est dû à « un manque de communication adéquate entre l'équipage et le personnel préparant au tir », d'après les conclusions d'une enquête rendue publique, mardi 1^{er} décembre, à Naples, par l'amiral Mike Boorda, commandant des forces de l'OTAN du sud de l'Europe (AFSOUTH). Les officiers de service sur le Saratoga « décidèrent de réviser les données aux missiles Sea Sparrow et de les faire participer à un exercice qui n'était pas prévu et, de façon négligente, n'ont pas averti les serveurs des missiles qu'il s'agissait d'une simulation et non d'un événement réel », a déclaré l'amiral Boorda.

Huit hommes font l'objet d'une « action disciplinaire », et une révision des règles de transmission des ordres a été entreprise. Le gouvernement américain étudie, par ailleurs, le montant des réparations à accorder aux familles des victimes et à la marine turque. — (AFP, UPI).



مركز التميز

AFRIQUE

BIENVENUE DANS UN MONDE DE DYNAMISME, D'EQUILIBRE, D'AVENIR.

BIENTÔT VOUS POURREZ DEVENIR ACTIONNAIRE DE RHÔNE-POULENC.

Un leader mondial

Premier groupe chimique et pharmaceutique français, Rhône-Poulenc a acquis ou renforcé ses positions parmi les cinq premiers mondiaux dans chacun de ses métiers stratégiques. Ces consolidations lui donnent la taille critique qui garantit la compétitivité de ses produits.

En cinq ans, Rhône-Poulenc est passé du douzième au septième rang mondial. Son objectif est désormais de figurer parmi les meilleures performances industrielles et économiques dans ses métiers.

Un portefeuille d'activités solide, équilibré et compétitif
Rhône-Poulenc a recentré ses activités autour de trois grandes vocations étroitement complémentaires :

- les "sciences de la vie" (santé humaine, animale et végétale), qui représentent désormais près de 50 % du chiffre d'affaires de Rhône-Poulenc et constituent un atout important car ce sont des activités en croissance, non cycliques, et peu sensibles à la conjoncture économique ;

- les intermédiaires organiques et minéraux qui se situent en amont des grandes industries (automobile, bâtiment, pharmacie, produits d'entretien...) et développent une activité de services pour la protection de l'environnement ;

- la chimie d'application et de spécialités dont la vocation est d'améliorer les performances et la qualité d'usage des produits sur de nombreux marchés industriels et de grande consommation (peintures, papier, pneumatiques, cosmétiques, habillement, audio-vidéo...).

Au cours des cinq dernières années, Rhône-Poulenc a également équilibré ses implantations géographiques : 25 % de son chiffre d'affaires est réalisé en Amérique du Nord, il s'est renforcé en Europe et dispose de solides têtes de pont en Asie.

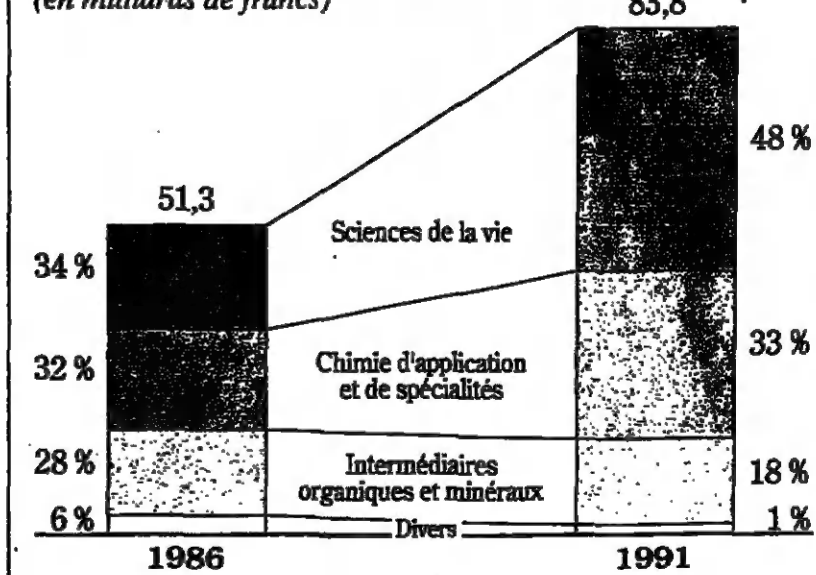
En 1991, les bons résultats du secteur santé, ont permis à Rhône-Poulenc, dans une mauvaise conjoncture économique, de maintenir la progression de son résultat opérationnel.

Un dynamisme lié à l'innovation

Le développement de Rhône-Poulenc repose sur l'innovation (nouveaux produits, nouvelles applications, nouveaux services offerts aux clients, nouveaux procédés...).

L'effort de recherche et développement a doublé au cours des cinq dernières années (5,7 milliards de francs, soit 6,8 % du chiffre d'affaires 1991). Cet effort se concrétise d'ores et déjà par le lancement ou l'arrivée en phase finale de développement de plusieurs nouveaux produits dans tous les domaines.

Progression du chiffre d'affaires
(en milliards de francs)



Bienvenue dans le capital d'un Groupe dynamique, qui dispose d'un portefeuille d'activités solide, équilibré, d'avenir.

RHÔNE-POULENC

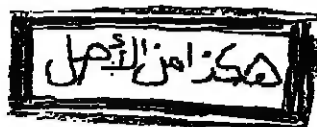
Lorsque les conditions du marché le permettront et au plus tard le 1^{er} février 1993, l'Etat mettra sur le marché au moins 6 millions d'actions Rhône-Poulenc par une Offre Publique de Vente (OPV) en France, par un placement aux Etats-Unis et un placement international. 10 % de ces actions seront réservés aux salariés et anciens salariés de Rhône-Poulenc. Dès l'ouverture de l'OPV, qui durera trois jours, le prix de l'Offre, net de tous frais, sera communiqué par voie de presse et une note d'opération visée par la COB sera publiée dans la presse et mise à la disposition du public. Aucune réservation d'achat ne peut être faite avant l'ouverture de l'OPV.

L'Etat proposera une Offre Publique d'Echange des Certificats d'Investissement Privilégiés contre des actions Rhône-Poulenc. Rhône-Poulenc procédera par ailleurs à une Offre d'Echange des Titres Participatifs série A (TPSA) cotés à New York et à Londres (SEAQ). Ces offres s'effectueront à raison d'une action ordinaire pour un CIP et d'une action ordinaire pour un TPSA.

Le document de référence enregistré par la COB et le communiqué soumis à son appréciation et publié dans la presse le 25 novembre 1992 sont disponibles auprès de la Société Générale, de la Banque Indosuez et de la Société Rhône-Poulenc.

Pour toute information sur la Société et sur l'opération :

MINITEL : 3616 CLIFF N° VERT : 05.00.75.00



PROCHE-ORIENT

IRAK : pour échapper aux exactions du régime de Bagdad

Les opposants chiites réclament la création d'une zone de protection internationale

Trois mois après l'imposition, par le Conseil de sécurité des Nations unies, d'une zone d'exclusion aérienne au sud du 32° parallèle, l'opposition irakienne, basée à Téhéran, juge cette mesure tout à fait insuffisante.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

« C'est une demi-mesure. Comme si l'on administrait une demi-dose de médicament à un malade qui, plutôt que de guérir ce dernier, rendrait le virus plus résistant. » Sur un ton sentencieux, l'ayatollah Mohammed Bakr El Hakeim, qui, en exil, dirige son siège à Téhéran le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak — rassemblement de plusieurs mouvements islamistes — exige deux mesures supplémentaires : « Il faut interdire au régime de Saddam Hussein l'utilisation d'armes lourdes contre la population, ainsi que toute présence militaire au sud du 32° parallèle. » Il demande aussi que des missions soient chargées de retrouver les centres de détention où ont lieu des « tortures collectives ».

Depuis l'imposition de la zone d'exclusion, la situation n'a fait, selon lui, que s'aggraver pour la population du sud de l'Irak. « C'est là, dit-il, des campagnes d'arrestations massives dans les villes, à des actions militaires de grande envergure dans les campagnes, notamment dans les marais, au démantèlement de certaines infrastructures, notamment industrielles. » Sans oublier que le régime est sur le point d'achever la création du « troisième fleuve », un canal destiné à assécher les marais qui bordent le Tigre et l'Euphrate, afin de « paralyser tout mouvement de la population et de la résistance ».

L'ayatollah estime que, si ses exigences sont satisfaites, le régime irakien « tomberait comme un fruit mûr », car il ne tient en place que par la répression. Il souligne que même l'armée échappe en partie à son contrôle : « Des centaines d'officiers ont récemment déposé les armes de la troupe » et près de quatre cents d'entre eux se seraient réfugiés en Arabie saoudite et presque autant en Iran.

Divergences au sein de l'opposition

Un autre responsable de l'opposition irakienne, M. Nizar Haider, l'un des dirigeants de l'Organisation de l'action islamique (OAI), animée par l'ayatollah Mohammed Taki Modarresi, va plus loin. Pour lui, l'Occident, comme il l'a fait au nord du 36° parallèle pour le Kurdistan, doit imposer à Bagdad, au sud du 32° parallèle, une zone de protection internationale de la population. Il affirme que ce serait un coup fatal pour M. Saddam Hussein et que l'opposition, enfin réunie depuis qu'il est désormais convenu d'appeler le « congrès de Salaheddine », au Kurdistan, au début du mois

de novembre, et dotée de structures de commandement unifiées, pourra prendre le relais après la chute du régime actuel.

Plus vite dit que fait. Car les structures militaires posent déjà problème. L'ayatollah Hakeim en dénonce la composition et ajoute : « Je conteste la structure (tripartite) — un chiite, un sunnite, et un kurde — du Conseil présidentiel, qui consacre les divisions communautaires, confessionnelles et régionales. » A son avis, cela conduit au partage de l'Irak. Il avait suggéré un organisme de sept ou neuf membres.

« D'ailleurs, même si l'on doit admettre une représentation sur une base communautaire ou régionale, la communauté chiite est, dans l'actuelle composition du Conseil présidentiel, sous-représentée, car elle constitue entre 65 et 70 % de la population irakienne », dit-il, avant de lancer un avertissement : « Nous attendons donc un changement. S'il n'a pas lieu, nous pourrions prendre position. » Il ne veut pas en dire plus. Il rejette l'idée d'une fédération, dont le principe avait été approuvé par le « congrès de Salaheddine ». « C'est une proposition prématurée. De telles questions doivent être traitées dans des circonstances normales. Or, la situation est aujourd'hui exceptionnelle. Nous ne sommes hostiles à aucune proposition précise. Mais tout ceci doit être décidé par le peuple. »

Des divergences semblent opposer sur ces deux questions l'ayatollah Hakeim et l'OAI. Cette dernière, tout en exprimant des réserves sur la

structure du Conseil présidentiel et la fédération, n'en affirme pas moins qu'elle accepte la volonté de la majorité du « congrès de Salaheddine ». Son chef, l'ayatollah Modarresi, admet, qu'après la chute du régime de M. Saddam Hussein l'opposition pourrait se déchirer et ce qu'il redoute le plus c'est une division de l'armée sur une base « communautaire ou régionaliste ».

Malgré ses divergences de vues et ses craintes, l'opposition s'emploie toutefois à se faire reconnaître par la communauté internationale et a commencé, depuis le « congrès de Salaheddine », à envoyer des délégations dans plusieurs pays. La semaine dernière, l'une de ces délégations s'est rendue aux Nations unies.

MOUNA MAIM

« KOWEÏT : une commission parlementaire enquêtera sur les circonstances de l'invasion. » Contre l'avis du gouvernement, le Parlement koweïtien a approuvé, mardi 1^{er} décembre, la constitution d'une commission d'enquête chargée de définir les responsabilités lors de l'invasion irakienne et d'entendre, si nécessaire, des dirigeants de l'émirat. La commission a pour tâche d'examiner les « circonstances de l'invasion », les démarches que le gouvernement aurait entreprises pour tenter de désamorcer la crise avec l'Irak, et les « plans » destinés à faire face à un danger militaire. (AFP)

de la centrale de M. Arafat. M. Rabin le sait d'autant mieux qu'il est le premier à se plaindre, de manière répétée, que les Palestiniens « de l'intérieur », avec lesquels ses diplomates négocient à Washington, « n'ont pas pris les décisions », et qu'ils « manquent d'autorité ». Entre les glissements sémantiques, les changements rhétoriques et les levées de tabous que l'on pouvait croire insurmontables, c'est une véritable mutation en profondeur des rapports Israël-OLP qui a lieu en ce moment.

Est-ce un hasard si le premier ministre lui-même, depuis quelques semaines, laisse systématiquement entendre dans ses déclarations publiques qu'à Tunis « il y a aussi des gens réalistes » ? « Non point », répond en confiance une haute personnalité du pouvoir, nous préparons l'avenir. » La tactique de M. Rabin serait basée sur un double constat : d'abord les négociations n'avanceraient pas sans l'entrée en scène de l'OLP ; la centrale, ou plutôt le symbole qu'elle est aux yeux de la plupart des Palestiniens, est devenue incontournable. En revanche, trente années de « diabolisation » systématique du personnage de M. Yasser Arafat empêchent tout retour en arrière. Aucun gouvernement israélien ne peut plus, sauf à se renier, faire du chef de l'OLP un partenaire de négociation acceptable par l'opinion israélienne.

PATRICE CLAUDE

La censure militaire sanctionne deux journalistes étrangers. — Pour avoir annoncé les préparatifs d'une attaque israélienne contre le Hezbollah libanais pro-iranien, deux journalistes étrangers, M. Ian Black du *Guardian* et M. Carol Rosencberg du *Miami Herald*, se sont vu retirer, mardi 1^{er} décembre, leur carte de presse jusqu'à nouvel ordre. Cette mesure, a expliqué le directeur de l'Office de presse gouvernemental, est justifiée par le fait que le non-respect des lois de la censure est une « menace pour la sécurité de l'Etat ». L'Association de la presse étrangère a fermement condamné cette sanction. (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Affrontements entre sunnites et chiites

Plus de 50 personnes sont mortes ces derniers jours en Afghanistan à l'occasion d'affrontements entre musulmans sunnites et chiites. Les embuscades et les combats, suivis de représailles parmi les civils, ont opposé, dans la province occidentale de Farah, des membres de l'alliance chiite Wahdat, proche de Téhéran, à des militants sunnites du parti pachtoun traditionaliste Harakat.

En réponse à une embuscade tendue par la Wahdat à deux véhicules de son chef Hajj Abdul Khatik, le Harakat a lancé une offensive contre un QG chiite à Farah, tuant 35 personnes, en blessant plus de 100, et faisant 127 prisonniers, avant d'expulser du chef-lieu de la province tous les représentants de cette minorité. Une réplique des chiites a fait 15 morts et 60 blessés chez leurs adversaires. En réponse peut-être à ces graves épisodes, des combats ont éclaté lundi 30 novembre à Kaboul.

Par ailleurs, le HCR (Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés) a commencé, mardi 1^{er} décembre, le rapatriement des Afghans installés, parfois depuis 1979, en Iran. Ils seraient 2,5 millions. Le HCR fournit 25 dollars et 50 kilos de céréales à chaque candidat au retour. L'opération pourrait durer trois ans. Déjà 300 000 réfugiés se sont rendus en Afghanistan pour évaluer les nouvelles conditions au pays. (AFP, UPI)

ANGOLA

Le gouvernement serait prêt à s'opposer à la progression de l'UNITA

Un général angolais a affirmé, mardi 1^{er} décembre, que le gouvernement était prêt à reprendre les hostilités, malgré un cessez-le-feu conclu la semaine dernière. Cette déclaration faisait suite à la confirmation de la prise, par l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), de la ville de Uige, à 300 kilomètres au nord-est de Luanda. Dimanche, un observateur militaire de l'ONU, de nationalité brésilienne, a été tué au cours des combats. Depuis, l'ONU a évacué vers Luanda son antenne de Uige.

« Nous pensons qu'il est possible de dialoguer pour résoudre les problèmes », a expliqué le général Higinio Carneiro à la radio nationale, mais s'il n'y a pas d'autre alternative, nous entrerons en guerre, nous irons au combat. » L'UNITA contrôlait déjà deux autres capitales provinciales, Caxito et Ndalatando, et en a encaissé une troisième, Malanje.

Après des semaines d'impasse dans les tentatives de pourparlers, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir, a entrepris de réunir le nouveau Parlement et le gouvernement, sans la participation de l'UNITA. (AFP, Reuters)

CAMBODGE

Six membres de l'APRONUC aux mains des Khmers rouges

Six membres de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge) ont été faits prisonniers par des Khmers rouges, a indiqué, mercredi 2 décembre à Phnom-Penh, le porte-parole des Nations unies. Les représentants de l'ONU se trouvaient à bord d'un bateau sur la rivière Stoen-Sen, pour observer les mouvements de troupes dans une zone proche de la capitale provinciale de Kompong-Thom, quand ils ont été arrêtés à un barrage Khmer Rouge.

Par ailleurs, la Thaïlande a fait savoir que les vols de l'ONU vers le Cambodge via Bangkok étaient annulés pour le mois de décembre. Cette décision est interprétée par l'APRONUC comme un geste de mauvaise humeur de ce pays, sans doute poussé par ses influences forces armées, au lendemain du vote du Conseil de sécurité imposant des sanctions aux Khmers rouges. Cette décision préoccupe l'ONU du fait que Bangkok, premier partenaire économique du « Parti du Kampuchéa démocratique », est aussi le principal point d'appui logistique de l'opération de paix au Cambodge. (AFP)

SALVADOR

Plus de 200 officiers accusés de violations des droits de l'homme

Une commission chargée d'enquêter sur les droits de l'homme dans le cadre des accords de paix conclus en janvier a publié, lundi 30 novembre, une liste de 223 officiers des forces armées (incluant l'actuel ministre de la défense, Rone Emilio Fonce, et son adjoint, Juan Orlando Zepeda), accusés d'avoir gravement violé ces droits pendant la guerre civile. Le président Alfredo Cristiani a dénoncé cette « campagne de diffamation » contre l'armée, mais s'est par ailleurs plié aux desiderata de l'ONU en présentant des mesures pour l'épuration de l'armée, prévue par les accords de paix : 87 militaires seront mis à pied. La guéilla a annoncé son intention de reprendre la démobilisation de ses hommes et d'entreprendre la destruction de son armement. (AFP, Reuters, UPI)

VENEZUELA

Le gouvernement a levé le couvre-feu et la censure

Le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez a annoncé, mardi 1^{er} décembre, la levée du couvre-feu et le rétablissement des libertés d'expression et de rassemblement, suspendues après la tentative de coup d'Etat militaire du 27 novembre. Les élections locales et municipales de dimanche pourront donc avoir lieu dans la légalité.

La procédure d'urgence destinée à juger devant un conseil de guerre les quelque 500 officiers et sous-officiers, 700 soldats et la centaine de civils arrêtés lors de cette tentative de putsch a commencé mardi. Les dix pays du Groupe de Rio, organisme consultatif régional réuni à Buenos Aires, ont apporté ce même jour leur « ferme soutien » au président Carlos Andrés Pérez. (AFP, Reuters)

« INDE : des sikhs ont massacré seize hindous au Pendjab. » Un commando de séparatistes sikhs a tué, mardi 1^{er} décembre, seize passagers hindous d'un autobus près de Ludhiana, dans le Pendjab. Les tueurs ont séparé les hindous des autres passagers, puis ont ouvert le feu. La région est troublée depuis plus de dix ans par la violence indépendantiste. Depuis l'été, des dizaines de dirigeants de la rébellion ont été tués par la police et l'armée. Le massacre de Ludhiana est survenu alors que le chef de la police du Pendjab, le Lt. K. S. Gill, venait d'annoncer le lancement de l'opération « Assaut final » par les forces de l'ordre. (AFP, AP, Reuters)

« PAKISTAN : le pays disposerait d'au moins sept armes nucléaires. » Le sénateur américain Larry Pressler, interrogé, mardi 1^{er} décembre, par la NBC, a assuré que le Pakistan détenait au moins sept armes nucléaires pouvant être assemblées et larguées en quelques heures. Le parlementaire a déclaré avoir été informé par la CIA. M. Pressler est à l'origine d'une loi interdisant toute aide économique et militaire américaine à Islamabad si le président ne pouvait certifier au Congrès que ce pays ne possédait pas d'arme nucléaire. En 1990, M. Bush a déclaré ne plus pouvoir donner une telle assurance. (AFP)

« TIMOR-ORIENTAL : arrestation de proches collaborateurs de M. Gusmao. » L'armée indonésienne a arrêté une vingtaine des plus proches collaborateurs de M. Xanana Gusmao, chef du Front de libération de Timor-Oriental (Fretilin), détenu depuis le 20 novembre, a indiqué, mardi 1^{er} décembre, le commandant du territoire. Les militaires de Djakarta ont, en revanche, nié avoir emprisonné des membres de la famille du dirigeant, qui est aujourd'hui interrogé dans l'île de Bali. Le commandement indonésien a, par ailleurs, assuré que M. Gusmao avait reconnu, lors d'un « dialogue à cœur ouvert » avec le gouverneur de Timor-Oriental, M. Osorio Soares, que le territoire « fait désormais partie de l'Indonésie ». (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Israël : vers un dialogue officiel avec l'OLP

Suite de la première page

Les différentes parties au conflit ne devaient pas tarder à savoir si l'abrogation d'une loi jugée « stupide et honteuse » par plusieurs ministres, dont M. Yossi Beilin, l'actuel vice-ministre des affaires étrangères, constitue ou non le prélude à l'ouverture d'un dialogue semi-officiel entre l'OLP et le gouvernement d'Israël. La question est posée.

Pour l'instant, la réponse officielle est négative. M. Itzhak Rabin a ainsi fait savoir à Washington que la levée de l'interdit pénal ne devait surtout pas être interprétée comme un feu vert d'Israël à une reprise du dialogue entre l'administration américaine et la centrale palestinienne. Ce dialogue, qui s'est activement poursuivi ces derniers mois dans la coulisse, avait été ouvert en décembre 1988, après que M. Arafat eût reconnu l'Etat juif et condamné le terrorisme. Mais les contacts officiels avaient été suspendus près de deux ans plus tard, après que l'OLP eût refusé de condamner une tentative de débarquement d'un commando de l'une de ses factions les plus radicales sur une plage de Tel-Aviv.

La tactique des « petits pas »

« Nous considérons toujours l'OLP comme une organisation terroriste », a précisé cette semaine M. Libai. Nous nous opposons à sa participation aux négociations politiques menées avec des représentants des résidents palestiniens des territoires. » Un gage est ainsi donné à l'opposition de droite. Sous les projecteurs, la fiction d'une délégation palestinienne « intérieure » coupée de son commandement « extérieur » à Tunis, siège de l'OLP, sera probablement maintenue encore quelque temps.

Toutefois la tactique des « petits pas ». Ils ont commencé discrètement, il y a plusieurs mois, par la mise au rancart de bon nombre de publications de

propagande anti-arabe, naguère utilisées par la diplomatie israélienne pour faire, croyait-on, avancer la cause de l'Etat juif à l'étranger. La rhétorique officielle elle-même a changé. Les fonctionnaires israéliens sont maintenant autorisés à appeler



un chat un chat, un Palestinien un Palestinien, et l'OLP « Ashraf » l'arabisme hétéro pour les célébrer initiales. Dans les médias semi-officiels, radio et télévision, la « Judée-Samarie », appellation biblique et politique, est chargée de la région située entre la frontière israélienne et le Jourdain, et peu à peu redevenue « la Cisjordanie », voire tout simplement « les territoires ».

Sur les écrans, les télespectateurs israéliens peuvent voir de temps en temps M. Fayçal Hussein, principal dirigeant des territoires, s'exprimer sur différents sujets d'actualité. Intellectuel de haut vol et numéro deux de M. Hussein, M. Sari Nousseibeh a été vu récemment, tard le soir, c'est vrai, défendant pendant un quart d'heure l'idée d'un Etat palestinien indépendant, face à un journaliste pugnace. A la radio, la semaine dernière, c'est « le docteur Ryud Malki, représentant du F.P.P. de Georges Habbache dans les territoires », présenté comme tel aux auditeurs, qui expliquait pourquoi son organisation était radicalement opposée au processus de paix en cours.

Enfin, le « diable » en personne, c'est-à-dire M. Yasser Arafat, a été longuement interrogé la semaine dernière à la « une » du premier quotidien national, le *Yedioth Aharonot*. Et l'article d'accompagnement, rédigé par le journaliste-vedette

du Mossad ou des services de renseignements militaires et un officier de la sécurité de l'OLP, pour discuter du transfert des responsabilités de l'ordre public dans les territoires, après la mise en place de l'autonomie. Enfin à la mi-novembre dans les territoires mêmes, où une vingtaine d'élus israéliens et deux cents Palestiniens membres de diverses factions de la centrale palestinienne ont discuté — à l'invitation du Centre palestinien pour le rapprochement — de la situation dans les territoires.

La « diabolisation » de M. Arafat

Samedi dernier, M. Fayçal Hussein lui-même, accompagné d'une délégation de ses amis, s'est rendu au domicile de M. Yossi Sarid, député du Mérez, parti de gauche, membre de la coalition au pouvoir, pour rencontrer deux ministres en exercice. On pourrait multiplier les exemples démontrant qu'en réalité le dialogue Israël-OLP a déjà commencé. Le premier ministre lui-même n'avait-il pas, à peine élu, donné l'exemple d'un certain réalisme en cessant d'interdire aux négociateurs palestiniens de consulter publiquement leur « commandement » à Tunis ? Les autorités n'ignorent évidemment plus depuis longtemps qu'aussi bien M. Hussein que M. Acharoui et la plupart des négociateurs sont membres actifs

هكسان الثماني

ASIE

La découverte de l'Asie par M. Bill Clinton

La Chine et le Japon sont les seuls pays au-delà du Pacifique auxquels semble s'être intéressé le futur président américain

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Alors que la période de transition présidentielle a pris son rythme de croisière à Washington, certains priorités de la politique étrangère - qui fut le parent pauvre de la campagne électorale - refont surface. C'est le cas, en particulier, de la question de la normalisation des relations avec le Vietnam, gelées depuis la chute de Saïgon en 1975.

Jamais les États-Unis n'ont paru si près de tirer un trait sur une histoire douloureuse. Hanof a fait plusieurs gestes, récemment, qui lui ont valu des sursis de la part de la campagne présidentielle. Le 11 novembre, il a utilisé le terme de « pas en avant », sur le problème des « MIA », les soldats disparus pendant la guerre du Vietnam (1). Les Vietnamiens ont remis, le 17 novembre, à une délégation sénatoriale, conduite par le démocrate John Kerry (lui-même un ancien du Vietnam), des objets personnels ayant appartenu à des disparus. Ils lui ont même confié le casque que portait le pilote John McCain, aujourd'hui sénateur républicain de l'Arizona, lorsque son avion fut abattu en 1967.

Dans ce contexte, le bruit court à Washington que le président Bush pourrait annoncer la levée de l'embargo d'ici au 19 janvier, dernier jour de son mandat. Pourquoi ce « cadeau » à M. Clinton, un rival si vilipendé durant la campagne, et que son passé « pacifiste » rend si vulnérable sur cette question ? Parce que cela permettrait à M. Bush de « tirer lui-même un trait sur la guerre froide », explique M. Frank Siervert, porte-parole du comité des relations extérieures du Sénat. Il pourrait ainsi « passer à l'histoire comme celui qui a clôturé une douloureuse blessure », ajoute Elizabeth Becker, une des meilleures spécialistes des pays de l'ancienne Indochine.

On ajoute ici que les meilleurs d'affaires américains - à commencer par ceux qui sont proches des Républicains - paient devant ce qu'ils estiment être le « spectacle » du marché vietnamien. Avec leur pays devenu pratiquement le dernier à respecter l'embargo, ils voient avec envie passer devant eux Asiatiques, Japonais et Européens. Et ces hommes pragmati-

ques savent que seul le président Bush pourrait prendre une décision rapide et, dans le contexte actuel, peu controversée. Pour les Américains, la question vietnamienne est un problème de politique intérieure au moins autant que diplomatique. Et le chemin risque d'être long entre la levée de l'embargo et une normalisation totale. Dans le meilleur des cas, il faudra des mois pour régler les contentieux, échanger des bureaux de liaison, puis des ambassades. Mais le mouvement paraît engagé.

Le candidat Clinton avait été discret sur la question vietnamienne - et pour cause. Si l'embargo n'était pas levé par M. Bush, il pourrait difficilement prendre cette décision. Il devrait, estime-t-on ici, avoir recours à une commission, pour éviter trop de critiques de la part des éléments conservateurs. Et il devrait faire vite, afin d'éviter que cette question demeure un argument de bataille pour les législatives de 1994.

La position des démocrates sur le Vietnam demeure floue. Le 11 novembre, M. Clinton avait exigé « une solution définitive de la question des MIA ». Il avait ajouté : « Mon message est clair. Il n'y aura de normalisation avec aucun pays suspect de dissimuler des informations » sur cette question, en l'occurrence le Vietnam. Le lendemain, après avoir consulté des experts, il faisait marche arrière. Il répétait que, jusqu'au 20 janvier, M. Bush est seul en charge de la politique étrangère. Quelques jours plus tard, le sénateur Kerry laisse entendre que les propos de M. Clinton avaient dépassé sa pensée.

Toujours est-il que le Vietnam - même s'il garde un côté sentimental pour ceux qui s'y sont battus, tout comme pour les centaines de milliers de Vietnam-Américains - tend désormais à redevenir un pays, du tiers-monde comme un autre. Ce sera chose faite si M. Bush donne, une dernière fois, la preuve de l'importance primordiale qu'il a toujours accordée à la grande diplomatie - lui qui, par ailleurs, a obtenu une large majorité des voix des électeurs d'origine asiatique.

Il est bien plus délicat de se faire une idée de la ligne qu'entend suivre M. Clinton sur le reste de l'Asie une fois à la Maison Blanche. Ses propos à

ce sujet sont rares : une critique de la répression en Chine, un soutien donné à Radio Free Asia (une radio libre qui serait dirigée vers la Chine), et un net refus de se lancer dans ce qui était devenu une sorte de sport national, le « Japan bashing » (critique virulente du Japon).

De la sympathie pour les Japonais

Quelle sera la stratégie asiatique de M. Clinton ? Quelques éléments permettent de se faire une idée de l'approche qu'il pourrait adopter la nouvelle équipe, même si ceux qui ont soutenu le candidat démocrate forment une coalition hétérogène, allant des anciens pacifistes aux libéraux, et comprennent même d'ex-façons qui, pour certains, ont travaillé dans l'administration Reagan, tel M. Richard Shiller, qui démissionna au début de l'année de son poste de secrétaire adjoint aux droits de l'homme, en raison de son désaccord sur la politique chinoise de M. Bush.

On peut en tout cas estimer que le « Japan bashing » ne sera pas de mise dans la stratégie de M. Clinton. Il passe au contraire pour avoir de la sympathie pour les Japonais, et il est pour l'accession de Tokyo au rang de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Tout au long de sa campagne, le candidat démocrate a « repris à son compte la ligne japonaise, selon laquelle les problèmes économiques se résolvent principalement aux États-Unis », déclare un proche du congrès. Partisan du libre-échange, M. Clinton préconise de laisser d'abord sur place contre le déclin de son pays.

Ce n'est que lorsque tout aura été fait pour restaurer la compétitivité américaine que l'on pourra faire pression sur les alliés. « Sauf dans quelques cas particuliers, comme l'importation de riz par le Japon ou l'ouverture de son marché de services dans le cadre des négociations du GATT », ajoute cette source. Le « Japan bashing », souvent lié aux intérêts syndicaux, a fait long feu dès le début de la campagne.

Un officiel américain connaissant bien le Japon affirme même que, si des progrès restent à accomplir dans certains domaines, l'idée progressée à Washington que le marché japonais est plus ouvert qu'il y a cinq ou dix ans. Ce pays est désormais cité comme exemple d'une stratégie économique à reprendre et non plus à critiquer.

« Nous avons tout intérêt à une expansion économique du Japon - comme de la Corée ou de la Chine - qui stimulerait l'accès de nos produits sur leur marché », et qui aurait un effet d'entraînement sur une économie mondiale en panne, estime M. Morton Abramowitz, président de la Fondation Carnegie pour la paix. D'ailleurs, « le Japon a un rôle plus important à jouer dans le monde », et « nous devrions lui faire pour l'aider à renforcer ce rôle économique et politique ».

Dans ce contexte, le risque d'une « troisième guerre mondiale » entre Américains et Japonais, complaisamment évoqué par certains auteurs américains ces dernières années, n'est plus d'actualité. « Le problème du Japon, c'est surtout son pacifisme », dit même un expert du la Chambre des représentants. « Il a fallu le traîner de force pour qu'il accepte de financer la guerre du Golfe. » Et M. Abramowitz d'enchaîner : « Quelles sont aujourd'hui les raisons qui pourraient pousser le Japon à faire la guerre ?, se voit-il ? Il n'en voit aucune. » Pour lui, l'Asie donne aujourd'hui une image bien plus dynamique et pacifique que l'Europe.

Il n'empêche que les dures réalités demeurent. Les chiffres du déficit commercial des États-Unis par rapport au Japon, pour 1992, font à nouveau grincer des dents. Ils devraient être passés, en une année, de 43 milliards de dollars en chiffre rond de 30 milliards - soit la moitié du déficit total américain. La tendance n'est guère meilleure avec les deux autres pays qui engrangent le plus grand excédent commercial avec les États-Unis : Taiwan (11,1 milliards) et la Chine (10,4).

Pour ce qui est de la relation avec Pékin, le différend commercial n'est qu'un des aspects des difficultés présentes. Le contentieux comporte aussi la question des droits de l'homme en Chine, et celle de la prolifération des armements, vendus par Pékin au plus offrant. Prenant le contre-pied du pré-

sident Bush, le candidat Clinton avait eu des mots très durs pour le régime communiste de la Chine - un des deux pays qu'il avait nommément cités, avec Haïti.

Depuis la répression de Tiananmen en 1989, les démocrates ont bataillé ferme pour obtenir que la clause de la nation la plus favorisée ne soit renouvelée à Pékin qu'à condition que cette capitale s'amende. Par trois fois, une telle législation restrictive s'était vu opposer le veto de M. Bush. Pékin n'a cessé de protester, et de menacer les Américains de représailles.

Une prudence nouvelle envers Pékin

La Chine a bénéficié du soutien des Britanniques et des Japonais - et même de certains milieux d'affaires américains - qui viennent de mettre en garde l'équipe Clinton contre toute décision précipitée qui entraînerait une riposte chinoise virtuellement préjudiciable aux intérêts occidentaux. Plus d'un officiel américain affirme aujourd'hui que le poids des réalités s'imposera au nouveau président. Ceux-ci voient dans le projet de Radio Free Asia « un total gaspillage de l'argent du contribuable ». Et parmi les premiers mots du nouvel élu en matière de politique étrangère on a déjà pu noter une prudence nouvelle envers Pékin : « n'a-t-il pas observé avec satisfaction » une « plus grande modération » du grand pays asiatique sur la question des droits de l'homme ?

Pourtant M. Clinton devra, pour rester crédible, faire quelque chose en faveur d'une démocratie largement bafouée en Chine. Plusieurs options semblent ouvertes, selon M. Richard Bush, membre du comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants : soit décider de ne pas renouveler, en juin 1993, la clause de la nation la plus favorisée, ce qui aboutirait à ouvrir une crise avec Pékin, qui affirme son refus de tout compromis ; soit poser des conditions au maintien de cette clause.

Cette dernière formule, la plus souple, donnerait plus de liberté à la

conduite de la diplomatie américaine. Au demeurant, la Chine n'est plus aussi prioritaire qu'elle l'était pour M. Bush, dans le contexte de l'après-guerre froide - si même son intérêt commercial demeure grand. Le président sortant avait un attachement personnel pour ce pays, où il avait représenté les États-Unis. M. Clinton, lui, est, jusqu'à présent, plus familier des officiels de Taiwan que de ceux de Pékin.

Le changement d'administration aura-t-il pour conséquence de porter l'accent plus fortement encore sur les ventes d'armes et de technologies, balistique et nucléaire, chinoises à des pays « à risques » ? C'est fort possible, ne serait-ce que dans la mesure où l'on prête à la nouvelle équipe une attitude plus favorable à Israël, alors que les principaux clients de la Chine se trouvent au Proche-Orient.

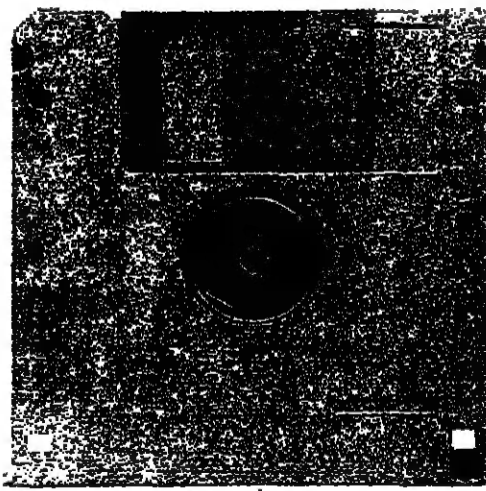
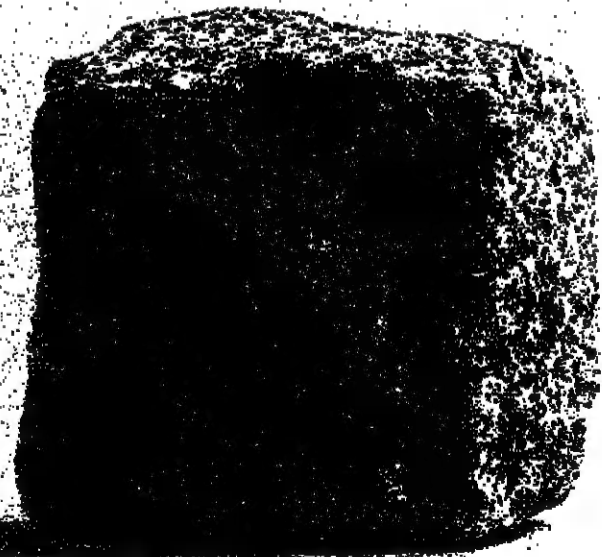
Sécurité et économie : telles semblent être les priorités de la nouvelle administration, qui désire avant tout une période de stabilité internationale d'au moins un an, afin qu'elle ait le temps de remettre la maison en ordre. Mais, évacués par la porte, les questions internationales risquent de revenir par la fenêtre : compétitivité, ouverture des marchés, sont autant de thèmes brûlants en politique intérieure. Il en va de même du « burden sharing », le partage des frais d'entretien des troupes américaines à l'étranger, au moment où Washington, de plus en plus tourné vers l'Asie-Pacifique, ne envisage guère de réduire ses effectifs militaires au Japon ou en Corée.

Mais il est encore bien tôt pour savoir comment M. Clinton prendrait ses décisions en cas de crise avec le Japon, la Chine ou tout autre. Confronté à des conseils contradictoires de ses amis démocrates, cet homme, que l'on dit porté au compromis - et qui, on dit aussi, a un « véritable tabou rose en politique étrangère » - aura du mal à satisfaire tous ceux qui se reconnaissent en lui.

PATRICE DE BEER

(1) Il reste encore 2 263 cas à résoudre, selon Washington.

Le Quartier Latin a toujours su apporter des réponses carrées à vos problèmes.



Fnac Micro. Le plus grand magasin de micro-informatique ouvre au 71 boulevard St-Germain.

C'est toujours dans le Quartier Latin qu'ont eu lieu les grands bouleversements qui ont marqué leur époque. Trois étages de micro-informatique, on peut dire que c'en est un. Toutes les nouveautés Apple, IBM, Compaq, Zenith, Toshiba, Commodore, périphériques, logiciels, bureautique, imprimantes, téléphonie, livres électroniques,

CDI, CD Rom... sans parler du conseil, de la maintenance gratuite à domicile et de l'assistance téléphonique, et même de tous les jeux vidéo. Un simple échantillon de ce que vous trouverez à la nouvelle Fnac Micro. Si tout ceci vous fait l'effet d'un pavé, nous n'y sommes pour rien, c'est le quartier qui veut ça.

36 15 Métro Cluny-La Sorbonne, RER St-Michel.
fnac Ouvert les dimanches 6, 13 et 20 décembre.

AGITATEUR DEPUIS 1954.

POLITIQUE

Les propositions de réforme

Le conseil des ministres nomme les membres du comité consultatif

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 2 décembre, le décret arrêtant la composition du comité consultatif qui sera chargé de présenter à M. François Mitterrand, « au plus tard le 15 février », les recommandations qu'il jugera utiles sur les propositions de réforme de la Constitution présentées lundi soir 30 novembre par le président de la République (lire nos informations page 27).

Les propositions de réforme des institutions faites, lundi 30 novembre, par le président de la République, ne concernent pas simplement les rôles respectifs du chef de l'Etat et du gouvernement. Elles cherchent aussi, comme l'explique M. François Mitterrand dans sa lettre aux présidents des deux chambres du Parlement, à « renforcer les droits des citoyens ».

Cette avancée de l'Etat de droit se traduit, tout particulièrement, par l'attribution aux justiciables de la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel, mais elle apparaît aussi dans le souhait d'une extension des matières législatives pouvant être soumises, par le président de la République, à référendum, encore que M. Mitterrand n'ait pas retenu l'idée du référendum d'initiative populaire comme il en avait évoqué la possibilité dans sa lettre à tous les Français, de 1988. Peut-être aussi rangé dans cette catégorie le souhait présidentiel de constituer un certain nombre d'organismes créés depuis 1974 pour dépolitiser le contrôle de certains activités sensibles : la Commission nationale informatique et libertés, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, ainsi que le

médiateur de la République. Ce changement de statut aurait surtout une valeur symbolique, puisque les conditions de nomination des membres de ces institutions ne seraient pas modifiées, c'est-à-dire qu'elles resteraient, pour l'essentiel, à la discrétion de la majorité du moment.

Toujours dans le domaine du symbole, figure la volonté présidentielle d'adapter, légèrement, la Constitution à la décentralisation, en ajoutant les régions à la liste des collectivités territoriales de la République. En revanche, l'ambiguïté de la formule de M. Mitterrand, lorsqu'il demande que l'on affirme dans la Loi fondamentale qu'il n'y a pas de libre administration (des collectivités locales) sans que les assemblées locales lèvent l'impôt, pourrait inquiéter les gestionnaires de ces collectivités, si le président de la République veut dire qu'il leur faudrait accroître la pression fiscale sur leurs concitoyens.

Plus évidente est la proposition de suppression de toutes les dispositions du texte de 1958 qui concernent la communauté, que la France avait, alors, créée avec ses anciennes colonies, et qui, depuis longtemps, n'a plus aucune existence.

Des solutions incomplètes

Le réajustement des pouvoirs du Parlement face à ceux du gouvernement, souhaité par M. Mitterrand, a, par contre, dans son esprit, un côté réel. Reste à savoir s'il propose les bonnes solutions. Faciliter la discussion des propositions de loi d'origine parlementaire ne pourrait que satisfaire les élus; mais dans les sociétés modernes fort complexes, sont-ils armés pour rédiger des réformes législatives, sans avoir l'appui de la capacité d'expertise de l'administration, qui n'est à la disposition que du

gouvernement? Ne sont-ils pas condamnés, le plus souvent, à ne plus être des « fabricants » de la loi, mais des superviseurs pointilleux?

Permettre aux commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat de voter définitivement des textes législatifs simples, sans la lourdeur de la procédure en séance publique, permettrait effectivement d'accélérer le travail parlementaire; mais, outre que la distinction entre projets sans grands enjeux et projets politiques significatifs est difficile à faire, cette innovation ne serait sans doute pas nécessaire si ministres, députés et sénateurs respectaient la séparation entre lois et règlements inventée par les constituants de 1958. Permettre

aux commissions parlementaires de dresser un bilan blanc et noir de l'activité des ministres accablait certes les moyens de contrôle du Parlement; mais cela paraît relever plus des règlements des Assemblées que de la Constitution.

Créer une septième commission à l'Assemblée nationale et au Sénat (le texte de 1958 n'en permet que six) pour s'occuper des affaires européennes priverait les autres commissions de nombre de leurs compétences; il s'agit d'ailleurs d'une solution qui avait été repoussée, tant au palais Bourbon qu'au palais de Luxembourg, au moment du débat sur la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité de

Maastricht, lorsque les parlementaires avaient cherché les moyens d'inscrire leur droit de regard sur les activités des instances européennes. Constitutionnaliser les commissions d'enquête ne mettra pas fin à leur manque d'efficacité en France, si l'opposition n'a pas les moyens d'en imposer la création et si elles ne peuvent enquêter sur les affaires dont la justice est saisie.

En revanche, M. Mitterrand ne propose pas d'allonger les sessions parlementaires, ce qui avait pourtant souhaité M. Laurent Fabius lorsqu'il présidait l'Assemblée nationale, alors que le fait que les élus ne siègent que six mois par an restreint leurs moyens de contrôle et aggrave leurs

conditions de travail. Dans une société où le débat politique a lieu, le plus souvent désormais, à la télévision, redonner vie au Parlement impose pourtant d'abord qu'il puisse remplir pleinement son rôle de contrôle de l'exécutif.

Or, aujourd'hui, les membres n'utilisent pas toutes les possibilités que leur accorde la Constitution de la Ve République. C'est une confirmation que bien des dysfonctionnements institutionnels tiennent moins aux règles qu'à la façon dont elles sont appliquées.

THIERRY BRÉNIER

Les réactions

M. Chirac : « Une nouvelle tentative de diversion et de division »

Les propositions de réforme de la Constitution présentées, lundi 30 novembre, par M. François Mitterrand ont suscité de premières réactions prudentes dans les rangs socialistes. Ainsi M. Michel Rocard a-t-il mis en garde, mardi 1^{er} décembre, contre toute précipitation. « La réforme de la Constitution, je ne suis pas sûr qu'il faille l'accélérer. Je crois qu'il faut lui donner son temps », a déclaré l'ancien premier ministre en marge d'un colloque à Grenoble. « Le chef de l'Etat, a-t-il ajouté, a touché beaucoup de sujets, il l'avait annoncé. Il n'a pas cherché à faire de surprise, il n'en a pas provoqué dans le document qu'il vient de donner ».

M. Jean-Pierre Chevènement a, pour sa part, affirmé qu'il ne croyait guère « à la possibilité de réajuster nos institutions et de régler ainsi des citoyens ». « Il serait plus réaliste, a-t-il jugé l'ancien ministre de la Défense, d'aller carrément vers un régime présidentiel sous arbitrage populaire; ou le Parlement, cessant d'être assujéti au gouvernement comme il l'est en fait dans les régimes parlementaires modernes, pourrait pleinement exercer ses prérogatives ».

Avant que le bureau exécutif du PS ne donne son avis sur ces proposi-

tions de réforme, M. Laurent Fabius a estimé, mardi soir, au cours d'un débat avec M. Philippe Séguin sur France 2, que « le débat n'est pas de savoir si c'est le moment ou non de réviser la Constitution mais de savoir si c'est bon ou pas bon pour la France ». « La France perd son temps », lui a rétorqué le député RPR des Vosges, qui a repoussé une éventuelle réforme après l'élection présidentielle de 1995, « période de sérénité qui sera la plus propice ».

Oppositions syndicales

Dans un entretien au journal *l'Asse* du mercredi 2 décembre, M. Jacques Chirac, jugeant également que « la période actuelle n'est pas propice à un débat sur les institutions », propose de « reporter ce débat » après les élections sans préciser s'il s'agit des élections législatives ou de l'élection présidentielle. L'annonce du président de la République constitue, en tout état de cause, pour le président du RPR, « une nouvelle tentative de diversion et de division comme les aime M. Mitterrand ».

Parallèlement à ce débat strictement politique, les propositions de M. Mitterrand d'étendre les pouvoirs du Parlement en matière sociale ont

également provoqué des réactions de la part des organisations syndicales. La proposition de révision constitutionnelle permettant au Parlement de « se prononcer sur le budget social de la nation » et lui donnant « toute compétence sur le taux des cotisations et le montant des prestations des régimes de Sécurité sociale » suscite l'hostilité de l'ensemble des syndicats. Mardi 1^{er} décembre, la CFTD a souligné que la suggestion du président de la République « risque de conduire à une érosion de la Sécurité sociale » et aboutirait à déposséder « les partenaires sociaux de tout pouvoir ».

La CFTC juge qu'il serait dangereux que le Parlement décide seul de tous les paramètres de la protection sociale alors que la CFE-CGC assure que les partenaires sociaux « en ont assez de jouer les paravents et les ombres chinoises ». Quant à Force ouvrière, elle formule les « plus expresses réserves » à propos de la proposition de M. Mitterrand qu'elle considère « inopportune et dangereuse » car comportant « le risque non négligeable d'une fiscalisation rampante du financement de la protection sociale ».

« On ne va pas réveiller là-dessus... »

Ils ne veulent plus jouer. A trois mois d'élections législatives qui devraient changer la majorité politique de l'Assemblée nationale et envoyer un certain nombre d'élus sortis à la tête des ministères, les députés de l'opposition affirment, mardi 1^{er} décembre, qu'ils ne veulent pas faire que de commenter les propositions présidentielles de réforme de la Constitution. « Une fois de plus, le président Mitterrand essaie de faire du tapage avant pour amuser la galerie, mais il n'amuse plus personne », affirme, péremptoire, M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, avant de juger ces propositions de révision « nulles et non avenues ».

M. Jean-Louis Debré (RPR) confirme : le chef de l'Etat vit « sur une autre planète et fait mieux de revenir sur terre », car « la France ne va pas ». M. Jacques Foubon (RPR) n'hésite pas, lui non plus, à semer un président de la République facétieux, qui « inviterait la classe politique à une sorte de jeu; alors que la crise en France est morale, économique, sociale, et que les Français ont bien d'autres préoccupations ».

« Un premier défi à la cohabitation »

Le président du groupe centriste, M. Jacques Barrot, jugeait lui aussi que le moment était mal choisi et que la révision des institutions gagnerait à être renvoyée « à un temps où la réflexion sera plus aisée et le débat moins pollué par des agitations électorales ». Comment le chef de l'Etat peut-il espérer être crédible, s'interrogeait en outre M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, puisque, « pendant vingt ans, il s'est opposé à la Constitution, pendant onze ans il n'a rien fait au pouvoir pour changer ce qui aurait dû l'être »?

Beaucoup plus sévère, le président du groupe UDF, M. Char-

les Milon, estime que « tout ce qu'il veut faire, c'est de se faire le héros », tandis que son collègue de l'Assemblée nationale, M. Gérard Longuet, tout à la préparation de l'avenir, conseille : « Ne faites pas d'attendre son plein exercice des responsabilités pour se prononcer ». M. Philippe Séguin (RPR) accueille la question d'une moue pyrrhonienne : « On ne va pas réveiller là-dessus », soupire-t-il, avant de constater qu'en fait les propositions constitutionnelles et le GATT, le président de la République s'employait à « charger la barque de la cohabitation ». Un constat partagé par M. Patrick Devedjian (RPR), qui voyait dans ce procédé « vraiment marquant » du chef de l'Etat un « premier défi lancé à la cohabitation ».

Loi de ces préoccupations de ministères, le président du groupe communiste ne se montre pas moins dubitatif sur le fond : « Il n'y a, dans ces propositions, aucune remise en cause du caractère monarchique des institutions de la Ve République », observe M. André Lajoinie. Quant à la réorganisation du Parlement, ajoutait-il, elle se fait à doses tellement homéopathiques qu'il faut une loupe pour l'observer. Avec sagesse, le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli (PS), faisait valoir de son côté que le fonctionnement des institutions était davantage une question de « pratique » que de lettre institutionnelle.

Heureusement que M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, affirmait solennellement que les députés PS « avaient bien réagi à l'ensemble des propositions concernant la vie parlementaire ». Ce n'était pas l'enthousiasme, mais on était rassuré. On avait pu croire un instant que, faute de joueurs, le jeu serait interrompu.

PASCALE ROBERT-DIARD

Les suppléants

En proposant de « s'interroger sur le régime de la suppléance » des parlementaires, M. Mitterrand reprend un projet de révision constitutionnelle proposé par M. Valéry Giscard d'Estaing et adopté par les deux Assemblées en octobre 1974. Faute de pouvoir obtenir la majorité requise des trois cinquièmes, ce texte, soumis au Parlement en même temps que celui relatif à l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel, n'avait pas été inscrit à l'ordre du jour du congrès, réuni le 21 octobre 1974 à Versailles.

Ce projet visait à permettre aux membres du gouvernement de retrouver automatiquement leur siège de parlementaire six mois après qu'il a été mis fin à l'exercice de leurs fonctions ministérielles. Il modifiait l'article 25 de la Constitution, qui fixe, en son deuxième alinéa, « les conditions dans lesquelles sont élus les personnes appelées à assurer, en cas de vacance du siège, le remplacement des députés ou des sénateurs jusqu'au renouvellement général ou partiel de l'Assemblée à laquelle ils appartiennent ».

Présentant cette réforme le 10 octobre 1974 à l'Assemblée nationale, M. Jacques Chirac, premier ministre, indiquait que le gou-

vernement avait « seulement cherché à corriger une règle justifiée dans son principe, mais mal ajustée à la réalité politique et susceptible d'affaiblir l'efficacité des missions du Parlement ». La pratique des institutions de la Ve République, selon ce que M. Chirac disait il y a dix-huit ans, rendait inutiles certaines des précautions prises par les constituants de 1958, qui, en instituant l'incompatibilité entre les fonctions de parlementaire et celle de ministre, voulaient éviter le retour au régime d'assemblée et assurer une meilleure stabilité gouvernementale.

M. Chirac aura beau affirmer que « ni l'esprit de la Ve République ni aucune option fondamentale ne se trouvent, ici, mis en cause », il ne convaincra pas la majorité du groupe UDR (la part gaulliste d' alors) de l'Assemblée. Le texte sera toutefois adopté, à l'Assemblée nationale, par 261 voix contre 209. M. Mitterrand, député (PS) de la Nièvre, votant « contre ». Au Sénat, la majorité est plus confortable : 177 voix contre 99. — mais le total des voix des deux Assemblées reste inférieur aux trois cinquièmes requis pour l'adoption d'une réforme constitutionnelle.

P. R.-D.

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

SVM

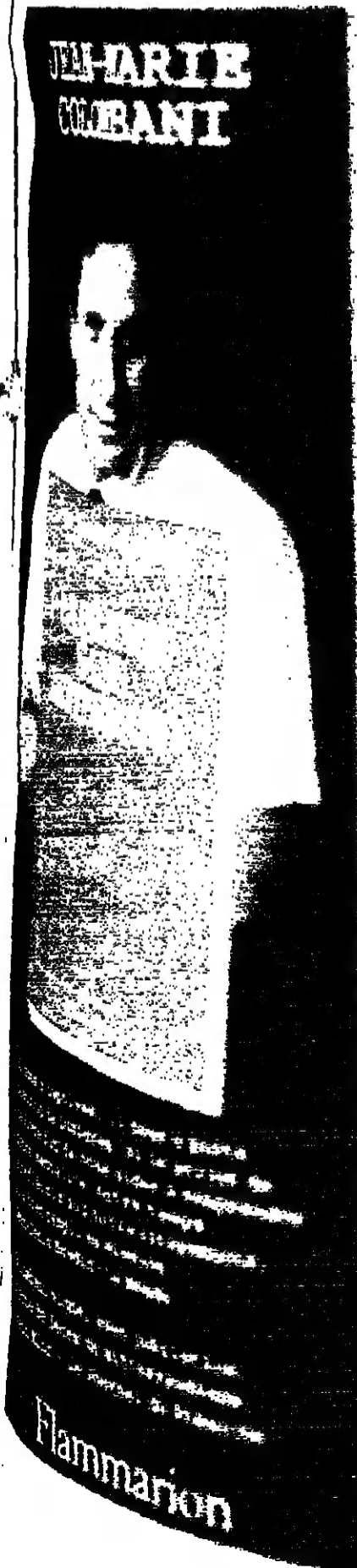
SCIENCE & VIE MICRO

N°100
Apple
contre IBMFaut-il acheter un Mac
ou un PC ?

CONCOURS

1 MILLION DE FRANCS DE PRIX
1400 lots dont une
configuration informatique
de rêve à gagner !

MICRORAMA

Le comparatif
permanent de SVMLe N°1 fête son N°100
Un SVM exceptionnel !L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
1944-1991Le Monde
EDITIONSUn demi-siècle
d'histoire dans
les archives du
MondeUne encyclopédie
pratique de
1064 pages (avec
chronologies, cartes
et index). 395 F

مركز البحث

POLITIQUE

de la Constitution

M. Mitterrand a été un opposant résolu à la V^e République jusqu'en 1981

Les propositions de réforme de la Constitution rendues publiques le 30 novembre par M. François Mitterrand apparaissent comme un écho lointain des critiques que cet adversaire résolu de la V^e République - jusqu'à son élection à l'Elysée en 1981 - avait formulées contre le régime mis en place par le général de Gaulle en 1958.

« Je n'ai pas à me défendre d'être un homme de la IV^e. Je n'ai pas à regretter l'action que j'ai menée », écrit M. Mitterrand dans le *Nouvel Observateur* du 29 septembre 1985. Ayant appartenu à huit gouvernements, de 1944 à 1957, le député de la Nièvre n'avait jamais remis en question les institutions de la IV^e République. Il avait parfois soulevé, sans l'obtenir, la modification de certaines dispositions de la Constitution de 1946, notamment le titre VIII, consacré à l'Union française, mais il n'avait pas mis en cause le fonctionnement du régime, ni son caractère éminemment parlementaire, malgré les crises gouvernementales qui secouaient de plus en plus fréquemment l'édifice bâti, à la Libération, contre les vœux du général de Gaulle.

Le retour de de Gaulle au pouvoir, en mai 1958, et la création de la V^e République trouvent en M. Mitterrand un opposant catégorique. Son hostilité se maintiendra, sans faille, jusqu'au départ du général, le 27 avril 1969, mais elle se réajustera sur ses successeurs, et d'abord sur Georges Pompidou. On peut ainsi dire que, de 1958 à 1981, M. François Mitterrand a été l'opposant le plus déterminé à

la V^e République, à ses institutions et à ses présidents. Bien que minoritaire au sein de son propre groupe parlementaire, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), il refuse d'accorder l'investiture au général de Gaulle le 1^{er} juin 1958. Il lance, à la tribune de l'Assemblée nationale : « Les compagnons d'aujourd'hui du général de Gaulle, qu'il n'a sans doute pas choisis, s'appellent le coup de force et la sédition », avant d'ajouter : « En droit, le général de Gaulle tiendra son pouvoir de la représentation nationale. En fait, il le détient déjà du coup de force. »

« Le Coup d'Etat permanent »

Cinq ans après, M. Mitterrand sera plus sévère encore lorsqu'il rédigera un pamphlet contre de Gaulle, sous le titre : *Le Coup d'Etat permanent*. Après la large victoire du « oui » au référendum constitutionnel de septembre 1958, et malgré le soin qu'avait pris de Gaulle lui-même d'éviter un découpage défavorable de leur circonscription, Pierre Mendès France, dans l'Emir, et M. Mitterrand, dans la Nièvre, sont battus aux élections législatives du 30 novembre 1958, au scrutin majoritaire à deux tours. Le maire de Châteauneuf-Chinon perd ainsi le mandat de député qu'il détenait depuis 1946. Il le retrouvera en 1962 après avoir, en 1959, obtenu un siège de sénateur de la Nièvre. Par la suite, pendant trente-cinq ans, conseiller général pendant vingt-six ans, président du conseil général pendant dix-sept ans, maire de Châteauneuf-Chinon pendant vingt-deux ans, huit fois ministre, quatre fois candidat à l'Elysée, onze ans

président de la République, successivement chef de plusieurs partis politiques, M. Mitterrand a largement usé de toutes les institutions locales, parlementaires et exécutives de deux Républiques.

Dès le début de la V^e, le reproche essentiel qu'il adresse aux institutions et à de Gaulle, c'est la possibilité donnée au président de la République de pratiquer un exercice solitaire du pouvoir et le rôle prédominant accordé au chef de l'exécutif, non seulement à l'égard du gouvernement, mais surtout envers le législatif. Dans *Ma part de vérité*, en 1969, il précisera : « Si j'ai voté contre la Constitution, c'est avant tout contre le contexte que contre le texte, c'est-à-dire l'exécutif. » C'est en partie le référendum de 1962, instaurant l'élection du président de la République au suffrage universel, qui, aux yeux de M. Mitterrand, renforce la conception « dictatoriale » du pouvoir du chef de l'Etat en France. Toutefois, candidat lui-même à la première élection au suffrage universel, en décembre 1965, il reconnaît : « Depuis 1962, j'ai su que je serais candidat. C'est à ce moment-là qu'il répète une fois encore : « Il existe une incompatibilité d'humeur entre le général de Gaulle et la démocratie. »

Devenu le principal dirigeant de l'opposition au lendemain de l'élection présidentielle de 1965, il critique sans ménagement l'organisation de la justice, le statut de la magistrature et les réformes du gouvernement dans ces domaines. Il est particulièrement cinglant pour le Conseil constitutionnel.

Le 24 avril 1964, il avait contesté fortement l'organisation du pouvoir exécutif lors d'un débat à l'Assemblée nationale face à Georges Pompidou, alors premier ministre. Analysant plusieurs articles de la Constitution, il déclarait : « Comment s'explique que la V^e République soit passée du stade d'une monarchie limitée, avant de parvenir au stade d'un régime de pouvoir personnel ? Et il ajoute : « Le domaine suprême de la République, dénonçant ce qu'il appelle « un régime d'autoritarisme et d'irresponsabilité », alors qu'il souhaite « un régime de liberté et d'équilibre ». Georges Pompidou lui répond qu'il est « logique avec lui-même » en étant « profondément fidèle à la conception de la V^e République ». Et le premier ministre de lui répondre : « L'avenir n'est pas à vous. L'avenir n'est pas aux fantômes. » M. Mitterrand adresse, le 15 octobre 1970, au premier ministre du nouveau président de la République, M. Jacques Chaban-Delmas, le même reproche, celui de n'être que l'émanation du chef de l'Etat et de se considérer comme responsable devant ce dernier plutôt que devant le Parlement.

Pour l'équilibre des pouvoirs

Aussitôt après son élection à la présidence de la République, M. Mitterrand, dans son message au Parlement du 8 juillet 1981, affirme : « J'attends des institutions de la V^e République, qu'elles participent à l'œuvre de redressement national. » Il évoque, pour y réussir, la nécessité d'établir un équilibre des pouvoirs conforme à la Constitution, soit en restaurant aux Assemblées le rôle qui leur revient dans un régime parlementaire, soit en conférant à l'indépendance du pouvoir judiciaire les garanties indispensables. Ces deux objectifs correspondent bien à toutes les critiques que le nouveau chef de l'Etat avait adressées à ses prédécesseurs, mais il implique des réformes constitutionnelles qui ne seront envisagées qu'en 1992.

Le programme institutionnel du candidat à l'Elysée avait été précisé dans les « 110 propositions pour la France » que le premier secrétaire du Parti socialiste avait défendues devant le corps électoral. Cinq rubriques lui étaient consacrées, annonçant que le mandat présidentiel serait ramené à cinq ans renouvelables une fois ou limité à un seul septennat ; que le Parlement retrouverait ses droits constitutionnels et que le recours au vote bloqué serait limité ; que la représentation proportionnelle serait instaurée pour l'élection des députés, des conseillers régionaux et municipaux, et que chaque liste comporterait au moins 30 % de femmes. Etaient également prévues

la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, pour assurer l'indépendance des juges, et l'attribution du droit de vote aux immigrés pour les élections municipales.

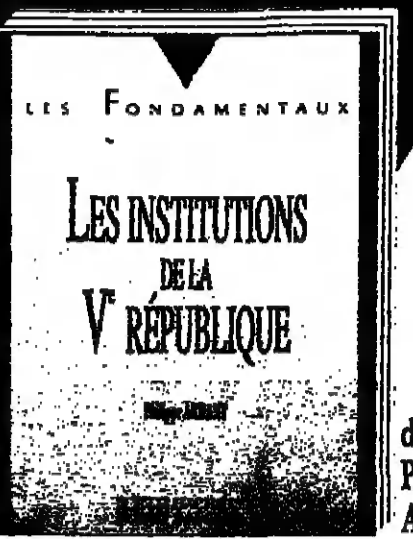
Le programme de 1981 devait être mis en œuvre durant la nouvelle législature. Si de nombreuses propositions ont effectivement été traduites dans les faits, en revanche, celles qui concernaient la réforme des institutions n'ont pas vu le jour durant cette législature ni durant la période de cohabitation qui a suivi, hormis la représentation proportionnelle pour l'élection des députés, instaurée en 1985. Bien que n'étant pas contenue dans les « 110 propositions », la tentative de réforme de la Constitution pour élargir le champ d'application du référendum, faite en 1984 dans un climat dominé par les controverses sur l'école libre, n'a pu aboutir, le Sénat ayant bloqué la procédure parlementaire engagée par le chef de l'Etat.

Candidat à un deuxième septennat, M. Mitterrand publie, en avril 1988, une *Lettre à tous les Français*, qui constitue son « projet ». Le président de la République, qui s'est fort bien accommodé, pendant son premier mandat, des institutions qu'il avait naguère condamnées sans appel, se présente comme le garant personnel de celles-ci, affirmant que, si elles ont été mauvaises avant lui, elles pourront devenir dangereuses après lui, selon la façon dont elles seront utilisées. Il conçoit son rôle comme celui d'un élu « à la fois responsable et arbitre », aussi éloigné du « président absolu des débuts de la V^e République » que du « président solitaire de la IV^e République, qui n'avait aucun pouvoir ». Par cette *Lettre*, il fait savoir que, sans prendre lui-même l'initiative de modifier la durée du septennat, il acceptera qu'une « large majorité parlementaire et le gouvernement » reprennent le projet de quinquennat que Georges Pompidou, en 1973, n'avait pu conduire à son terme.

Il laisse ouverte, aussi, la possibilité d'élargir le champ du référendum et d'instituer un référendum d'initiative populaire, alors que, du temps de de Gaulle, il condamnait cette procédure en raison de ses relents plébiscitaires. Avec plus de précision, il propose d'introduire dans la Constitution le Conseil supérieur de l'audiovisuel, comme y sont inscrits le Conseil constitutionnel et le Conseil supérieur de la magistrature. Il se limite à ces intentions, en indiquant, toutefois, que « nos institutions mériteraient pourtant d'être retouchées ».

ANDRÉ PASSERON

RÉVISEZ LA CONSTITUTION



160 p.
53 F

de Philippe
ARDANT

Le Monde des DEBATS

ABONNEZ-VOUS
1 AN 11 NUMÉROS 216 F SEULEMENT
(Valable jusqu'au 31/12/92)

QUI, je m'abonne au *Monde des débats* au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, (soit près de 4 mois de lecture gratuite).

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 221 DB 92

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° _____

Expire à fin _____

☐ Carte Amex n° _____

Expire à fin _____

Date et signature obligatoires :

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :
Le Monde des débats, Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 Ivry-sur-Seine Cedex / sur MINTEL 3615. LE MONDE code ABO

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

JEAN-MARIE COLOMBANI

LA FRANCE SANS MITTERRAND

Il nous a captivés, il nous a portés beaucoup de lumières. Si le projet de ce livre fut de nous aider à comprendre notre mentalité, notre temps, à réfléchir sur notre citoyenneté, il a bien rempli sa mission.
Jean-Denis Bredin - Le Monde

Colombani signe, avec jubilation, l'acte de décès du mitterrandisme.
Alain Minc - Le Journal du Dimanche

Flammarion

LE VRAI MEXIQUE

Moins connu cet hiver que la Floride : les Caraïbes, le Mexique précolombien...
Un profond dépassement. De vraies découvertes.
Car nous sommes les défenseurs du "voyager vrai", des vraies sensations, de la vraie découverte (y compris de soi).
Nous vendons directement, sans intermédiaire.
Et vous êtes en contact direct avec une équipe de vrais spécialistes pour le Mexique et le Guatemala.

VOYAGEURS AU MEXIQUE ET AU GUATEMALA

VOYAGER PLUS VRAI

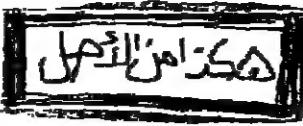
Photo de Philippe Ardant
"Voyageur du monde"
au Guatemala
Août 1992

A PARTIR DE 2.300 F
CIRCUITS : "LA PANAMÉRICAIN", ÉCONOMIQUE ET COMPLET : 16 JOURS À PARTIR DE 7.900 F
"CIVILISATIONS MAYAS" : DÉCOUVERTE DU MEXIQUE ET DU GUATEMALA : 15 JOURS À PARTIR DE 9.800 F
"AVENTURE AU PAYS MAYA" : LE CIRCUIT GUATEMALA LE PLUS COMPLET : 16 JOURS À PARTIR DE 12.400 F
RENDEZ-NOUS VISITE, CONTACTEZ-NOUS OU RETOURNEZ LE BON À DÉCOUPER. VOYAGEURS AU MEXIQUE ET AU GUATEMALA - 8 PLACE ANDRÉ-MALRAUX (ANGLE 1 AV. DE L'OPÉRA), 75001 PARIS - TÉL. : 42 88 17 40 - FAX : 42 98 18 18 (PALAIS ROYAL).

Don à découper pour renseignements et souscrire à l'abonnement :
"Voyageurs au Mexique et au Guatemala"
8, place André-Malraux
75001 Paris

VOTRE NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____ TÉLÉPHONE _____

VOYAGEURS AU MEXIQUE ET AU GUATEMALA FAIT PARTIE DU GROUPE VOYAGEURS DU MONDE.



POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le gouvernement a dû faire d'importantes concessions à la droite sur la maîtrise des dépenses de santé

Par 273 voix contre 29 et 264 abstentions, l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 2 décembre, en nouvelle lecture, le projet de loi relatif aux relations entre les professionnels de santé et l'assurance-maladie. Ce texte, qui vise à maîtriser la croissance continue des dépenses de santé et pour lequel le gouvernement était susceptible d'engager sa responsabilité au titre de l'article 49-3 de la Constitution, a finalement été voté au prix d'importantes concessions faites par M. René Teulade, aux groupes du RPR, de l'UDF et de l'UDC, qui se sont abstenus.

Tout avait commencé par un envol et tout s'est fini, dans la nuit du mardi 1^{er} au mercredi 2 décembre, par une sorte d'atterrissage en catastrophe. L'examen de l'important projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé, qui avait déjà connu de nombreuses vicissitudes, a en effet été retardé pendant près de trois quarts d'heure par l'intrusion fortuite, à l'intérieur même de l'hémicycle, d'un pigeon de Paris. Arrivé

par les toits, puis par la tribune de presse, l'insolent volatile s'était installé sur la frise dorée qui entoure les plafonds. Après plusieurs tentatives des pompiers de Paris pour le chasser à coups de neige carbonique, l'Assemblée nationale a dû se résoudre à s'écarter, des heures durant, en sa compagnie (1).

« La discussion de ce texte se sera heurtée à toutes les difficultés. Déjà, toutes sortes de manœuvres avaient été tentées pour retarder le débat... », plaisante M. Philippe Sanmarco (PS, Bouches-du-Rhône), en présentant son rapport au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Le 5 juin dernier, en effet, devant l'opposition conjuguée de la droite, du centre et du Parti communiste, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, avait été contraint d'utiliser, pour la première fois depuis son arrivée à l'hôtel Matignon, l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, en engageant la responsabilité de son gouvernement sur ce projet. Celui-ci avait été ensuite repoussé en bloc par le Sénat (le Monde du 26 juin) et, devant la menace d'une motion de censure à l'occasion de la nouvelle lecture, le gouvernement avait renoncé à inscrire son projet à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parle-

ment, convoquée au mois de juillet dernier. Parallèlement, de nouvelles négociations étaient engagées entre le ministère des affaires sociales, les caisses d'assurance-maladie et les trois syndicats représentatifs des médecins libéraux (CSMF, MG-France et FMF). Le compromis trouvé le 14 octobre dernier atténuait déjà très sensiblement la portée du projet de loi initial (le Monde du 16 octobre). Mais les concessions du gouvernement ont encore été jugées insuffisantes par les députés de la droite et du centre.

L'opposition a posé trois conditions. En premier lieu, les dépenses visées par le projet ne sauraient être l'ensemble des dépenses de santé, mais bien les seules dépenses d'assurance-maladie. C'était l'objet de l'article premier du texte présenté par le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. René Teulade. Il fut d'abord révoqué, renvoyé à la fin de la discussion, puis finalement retiré sur proposition du gouvernement. « Juridiquement, les partenaires n'ont pas besoin de cet article pour prendre des initiatives », a convenu le ministre. En second lieu, l'opposition souhaitait que les dispositions prévues sur le codage des actes et des pathologies ne viennent pas entamer le

secret médical. Un groupe d'experts médicaux et juridiques s'est constitué pour en étudier les modalités pratiques, en liaison avec la CNIL. Enfin, au printemps dernier, un amendement portant sur les actes établis par les infirmiers libéraux avait été introduit dans le projet de loi initial. Ces dispositions ont été supprimées en nouvelle lecture, à la faveur d'un vote par scrutin public où le gouvernement a été tenu en échec. Tout en se félicitant que la discussion ait permis de déboucher sur un compromis, le ministre des affaires sociales a reconnu avoir « passé des moments difficiles ». « Je reste un peu sur ma faim », a-t-il affirmé au terme de la discussion. Plutôt que de tenter de passer en force en engageant sa responsabilité et prendre le risque d'une motion de censure, le gouvernement a choisi, en effet, d'ajouter de nouvelles concessions à celles qu'il avait déjà faites lors des négociations avec les partenaires sociaux, quitte à réduire sensiblement la portée de son projet.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Ce n'est qu'à la faveur d'une interruption de la séance, à l'heure du dîner, que le parlementaire a pu être capturé par un sapeur-pompier, puis expulsé du Palais-Bourbon.

Les sénateurs se montrent très critiques sur le projet de prévention de la corruption

Les sénateurs ont commencé, mardi 1^{er} décembre, l'examen du projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique. Au cours de la discussion générale, M. Christian Bonnet (RI, Morbihan), rapporteur de la commission des lois, a invité le Sénat à supprimer plusieurs chapitres du texte et en particulier celui qui concerne le financement des activités politiques.

Prudent, M. Pierre Bérégovoy n'a pas jugé utile de venir jusqu'au Sénat pour y défendre, mardi 1^{er} décembre, le projet de loi contre la corruption qui, pourtant, lui tient particulièrement à cœur. Le premier ministre a ainsi évité les critiques déversées avec entrain par M. Christian Bonnet sur le texte du gouvernement. Le rapporteur de la commission des lois a été impitoyable. Il a tout d'abord reproché au pouvoir exécutif de soumettre le Parlement à un véritable « harcèlement textuel ». « Ce texte, a-t-il dit en citant la succession de projets relatifs au financement de la vie politique, est une caricature du législateur législatif auquel aboutit la cascade ininterrompue d'écrits modifiant ceux dont l'encre est à peine sèche... »

L'ancien ministre de l'intérieur a estimé que le gouvernement, non content de trop réglementer, légifère en outre en dépit du bon sens. « Ce projet est inspiré par une préoccupation circonstancielle : l'affichage d'une volonté de laver plus blanc... C'est une loi de plus, faite

de morceaux artificiellement assemblés à la hâte, souvent inutile et parfois dangereuse », a ajouté M. Bonnet, qui a été suivi dans son appréciation par les rapporteurs pour avis du projet, MM. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire), Jean Huchon (UC, Maine-et-Loire) et Jacques Monod (UC, Somme).

Les orateurs de la majorité sénatoriale se sont montrés presque aussi sévères. « La liberté exige vertu et probité mais aussi la présomption d'innocence. Or, par son luxe réglementaire, son souci du détail, votre projet semble accumuler la présomption de culpabilité », a indiqué M. Lucien Lanier (RPR, Val-de-Marne). « Pourquoi tant de précipitation ? Pourquoi ne pas attendre le rapport du Conseil de la concurrence sur le marché publicitaire ? », s'est interrogé M. Jean Cuzat (UC, Allier).

« Massacre à la tronçonneuse ! »

Le porte-parole des communistes, M. Charles Lederman (Val-de-Marne), n'a pas été plus indulgent. Au cours de son intervention, centrée sur la question du financement des activités politiques, il a particulièrement regretté que le gouvernement ait accepté, à l'Assemblée nationale, de supprimer l'interdiction de ce financement par les personnes morales, par les entreprises, qui figurait initialement dans le texte et que contestaient les socialistes. Ces derniers ont donc été les seuls à défendre le projet de loi. Ils s'en sont pris vivement aux suppressions de chapitres annoncées par M. Bonnet. « Ce n'est plus de l'élagage, c'est massacre à la tronçonneuse ! », a protesté M. Michel

Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort).

Les plaidoyers de MM. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, Michel Vanzelle, garde des sceaux, et Jean-Pierre Sœur, secrétaire d'État chargé des collectivités locales, n'ont rien changé. Les coupes sénatoriales ont commencé dès le premier chapitre du projet de loi qui institue un service central de prévention de la corruption. M. Bonnet a affirmé qu'il s'agit d'un organisme « ambigu et inutile ». « L'arsenal juridique existe, il ne manque qu'à l'État que la volonté d'assumer cette fonction régulière. Que cet État commence donc par acquiescer les effectifs des sections financières des parquets et des brigades financières de la police judiciaire au lieu de rechercher l'effet d'affichage de la création d'un service nouveau », a ajouté le contempteur de la commission des lois.

Après avoir jeté à bas ce service central, les sénateurs se sont ensuite attaqués au chapitre du financement de la vie politique, promis à un sort identique, et dont l'examen devait se poursuivre mercredi 2 décembre.

GILLES PARIS

Adoption d'un projet de loi sur le transport routier. — L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, mardi 1^{er} décembre, un projet de loi présenté par M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, et relatif aux relations entre transporteurs routiers, donneurs d'ordre et sous-traitants. Ce texte vise à assainir les conditions de concurrence dans un secteur où l'augmentation du nombre des entreprises (soixante mille au cours des dix dernières années), souvent de petite taille, est sans rapport avec l'évolution réelle du marché.

Précision. — M. Robert Pandit (RPR, Seine-Saint-Denis) nous demande de préciser qu'il était bien présent dans l'hémicycle du Palais Bourbon lors de la discussion sur le régime de la garde à vue à l'occasion de la deuxième lecture, lundi 30 novembre, du projet de loi sur la réforme de la procédure pénale, alors que nous indiquions que M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) et Patrick Devédjian (RPR, Haute-de-Seine) étaient les seuls députés de l'opposition présents dans l'hémicycle (le Monde du 2 décembre). M. Pandit s'est effectivement prononcé contre la présence de l'avocat en garde à vue. MM. Aubert et Devédjian sont toutefois les deux seuls députés de l'opposition à avoir assisté à l'intégralité du débat jusqu'à l'adoption du texte.

A la commission ad hoc du Palais-Bourbon

Unanimité pour lever l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême

L'Assemblée nationale doit se prononcer, jeudi 3 décembre, en séance publique, sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, député non inscrit de la Charente. La commission ad hoc chargée d'examiner la demande du procureur de la République de Bordeaux s'est prononcée à l'unanimité, mardi, en faveur de cette levée.

Quel empressement ! Vingt heures de débat au suffrage, mardi 1^{er} décembre, aux onze membres présents (sur quinze) de la commission ad hoc pour voter à main levée et à l'unanimité en faveur de la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, député non inscrit de la Charente, ancien maire socialiste d'Angoulême. Quelques instants de réflexion ont ensuite permis à la commission des députés de se prononcer, dans l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale, les heures de séance nécessaires, jeudi après-midi, à l'examen public de cette demande.

Il y avait quelque chose d'un

exorcisme dans la façon dont, deux ans après une première tentative, les membres de la commission ad hoc ont tenu à solenniser leur décision. « En proposant à l'Assemblée nationale la levée de l'immunité parlementaire de M. Boucheron, la commission manifeste sa volonté de ne pas retarder l'action de la justice », a déclaré M. François Massot

(PS, Alpes-de-Haute-Provence), rapporteur, au cours d'une conférence de presse improvisée à l'issue de la réunion. De Buenos-Aires, en Argentine, où il réside actuellement et où il a ouvert un restaurant (le Monde du 23 novembre), M. Boucheron avait adressé, le 27 novembre, une lettre au président de la commission

Roland DUMAS et Louis MERMAZ

vous prient de bien vouloir honorer de votre présence

« LES RENCONTRES POUR DEMAIN »

Dimanche 6 décembre 1992 de 9 h 30 à 16 h 101, rue de l'Université, Paris 7^e

avec la participation de

Thierry de Beaucé, Jean-Louis Bianco, François Colcombet, Michel Durand, Elisabeth Guigou, François Loncle, Louis Mezardou, Dominique Robert, René Teulade, Kofi Yamgnane, Emilie Zaccarelli.

Funérailles et lobbies

Les députés devaient entamer, mercredi 2 décembre, l'examen du projet de loi libéralisant le secteur des pompes funèbres, présenté par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Pierre Sœur, secrétaire d'État aux collectivités territoriales.

« Plutôt que d'avoir des obsèques manquant de fioritures, j'aimerais mieux, tout compte fait, me passer de sépulture. J'aimerais mieux mourir dans l'eau, dans le feu, n'importe où. Et même, à la grande rigueur, ne pas mourir du tout... »

Ainsi Georges Brassens faisait-il la nique à la mort dans ses Funérailles d'antan. Ce jour-là, certains coquins qui savent facturer leurs services jusqu'à 20 000 F ont appris que la dime du poète leur échapperait. Mais que leur importait après tout... D'homages posthumes en effusions prodigieuses, le « marché de la mort » pèse ses 14 milliards de francs de chiffre d'affaires annuels. La lutin à mousaches pouvait toujours faire grincer ses cordes...

Ce « marché de la mort », en vérité, n'est pas un vrai marché. Avec la loi de 1904, la République combatte à désoyons l'Eglise des missions funéraires pour les confier aux communes. En fait, on est passé d'un monopole à un autre. L'activité est aujourd'hui exercée soit par des régies municipales, soit par des sociétés privées concessionnaires. Les autres candidats sont écartés. Le projet de loi présenté par MM. Quilès et Sœur a précisément pour finalité de briser ce monopole, source d'abus, mais tout en « réaffirmant le caractère de service public des pompes funèbres ». Bref, un petit souffle de libéralisme combié.

Or voilà : cette réforme de la profession a donné lieu à des grandes manœuvres d'une surprenante vigueur. Mâtent corporations, gros sous et idéologie, voire chantages pervers, le jeu des lobbies a été un modèle de ces empoignées sourdes qui émaillent régulièrement la confection des textes parlementaires. Il y a d'abord eu les défenseurs des régies municipales, militants du service public funéraire, qui ont trouvé en M. Jean Auroux, président du groupe PS, un porte-parole chahuteur.

Sans aller jusqu'à la nationalisation des pompes funèbres réclamée par le PC, le fabuliste Auroux voit d'un oeil fort suspect le libéralisme instillé par le rocardien Jean-Pierre Sœur. Soucieux de maintenir des passerelles entre l'un et l'autre, les députés PS de la commission des lois se sont résolus, dans un réflexe de grande sagesse, à désigner

comme rapporteur du projet M. François Colcombet, fabulien proche des rocardiens. Chacun s'est réjoui d'une telle habileté diplomatique.

Les sociétés privées concessionnaires ne sont pas restées non plus inertes. La plus influente est l'entreprise Les Pompes funéraires générales, filiale de la Lyonnaise des eaux, qui a la haute main sur la moitié des contrats de concession. Proches du RPR et de la Ville de Paris, ses dirigeants sont en guerre ouverte avec les traditionnels qui ont rallié M. Michel Marie Lacroix, grand orléanais de la liberté du consommateur. Une grande querelle théologique enfraie ce secteur privé : les monopoles existants sont-ils compatibles avec le traité de Rome ? Pùs il y a les sars-grade de la corporation.

Le grand chambardement

Désireux d'y voir clair dans le grand chambardement annoncé, ils se sont inquiétés de savoir quelles seraient désormais les activités de type « services publics » soumises à l'habilitation de l'Etat. La question est tranchée : devront se plier à l'agrément public les fabricants de cercueil, de capotons, de garnitures et de potagères ; les fournisseurs de vêtements de deuil ; les gérants de chambres mortuaires et de crématoriums ; les embouteilleurs de cadavres... Les marbriers, les imprimeurs de faire-part et les fleuristes échapperont aux fourches Caudines de la préfecture.

Il y a enfin ceux dont on ne soupçonne même pas l'existence, camouflés dans les recoins d'une profession restée d'une grande opacité. Ainsi s'en-on pu découvrir que des officiers de police sollicités pour l'information et l'estimation des dépouilles, jadis jugés indispensables, percevaient un revenu supplémentaire « poulx » jusqu'à 10 000 F par mois, selon des chiffres fournis de source potagère. Le ministère de l'intérieur veille à ce que nul ne s'avise à toucher à cette « prime ». Encore plus insidie — et sur un tout autre registre — les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, non encore rattachés par la France lors de la loi de 1904, continuent de relever des consuetudines pour tout ce qui touche aux funérailles. Partisan d'abroger un tel anachronisme, le rapporteur du projet, M. Colcombet, a été mis en échec en commission des lois. C'est que sur ce point, comme sur d'autres, le jeu des coulisses est pressenti. Réformer la sépulture n'est pas une sinécure, aurait peut-être fredonné le poète satiriste.

FRÉDÉRIC BOBIN

3^e carrefour de la Pensée

jeudi 10 décembre
Vendredi 11 décembre
Samedi 12 décembre
Palais des Congrès
et de la Culture
LE MANS

Alain GRESH
Dr Alex MALASHENKO
Dr Vitaly NAUMIK
Smaranda ENACHE
Mila KNAZKO
Bohdan KRAWCHENKO
Jean-Yves POTE
Jean-Marie CHAUVIER
Michele LEWIN
Patrick MICHEL
Emi BAROUH
Catherine SAMARY
Gilles COTTIEREAU
Gaspard Mikos TAMAS
Pierre KENDE
Ignacio RAMONET
André GRATCHEV

A L'EST : LES NATIONALISMES CONTRE LA DÉMOCRATIE ?

organisé par
"Les Carrefours de la Pensée"
LE MONDE diplomatique

avec la collaboration
du Département d'histoire contemporaine
de l'Université du Maine
Présentation et direction des débats :
Alain Gresh
Renseignements et inscriptions :
Véronique Elshoud, Hôtel de ville,
place Saint-Pierre, 72039 La Mans Cedex
Tél.: 43.47.46.46

P. R.-D.

JUSTICE

Avant l'interrogatoire de l'homme d'affaires lyonnais sur le fond

Yves Mourousi a été longuement entendu comme témoin dans l'affaire Botton

■ Mourousi a été, mardi 1^{er} décembre, le premier représentant des médias à ■, entendu par ■ juge Philippe Courroye, chargé de l'instruction du dossier Pierre Botton. Le magistrat devait procéder, mercredi 2, au premier interrogatoire sur le fond de l'homme d'affaires lyonnais, ■ directeur de ■. ■ M. Michel Noir, maire de Lyon.

ramen massés devant le studio lyonnais de RMC et rejoindre l'hôtel de police à Lyon. Entré à 14 h 47, il a vu les brutes de la section d'élite, Yves Mironneau lui a quittés quatre heures plus tard après l'avoir conduit au palais de justice où il a pu recevoir le procureur général Courroye et recueillir sa déposition comme témoin. Il a été libéré vers 19 heures, puis pris en 21 heures lorsque l'ancien présentateur de la Une s'est discrètement éclipsé du bâtiment du palais de justice.

Plus que cette cession, ce sont les prestations fournies, depuis, par le journaliste, qui semblent intéresser les enquêteurs. Et plus particulièrement une facture du 22 novembre 1990, de 780 000 F hors taxes, concernant une campagne ambitieuse imaginée et animée par M. Mourousi pour la société Boisson SA, appartenant alors au groupe de M. Brion.

Le maire, Jacques M. Botton, Yves Mourousi a réaffirmé devant ces déplacements pour illustrer le bon prestige de « personnalité de Toulouse » quelques services sociaux provinciales - et devant les potentiels de l'Union SA - et procéder à l'inauguration d'une maison de retraite ou de la pharmacie du Polygone à Montferrier.

ROBERT BELLERBY

Patrick Poivre d'Arvor fait montre sous séquestre un journal de France 2. — A la demande de Patrick Poivre d'Arvor, M. Francis Cavarero, vice-président du tribunal de Paris, a ordonné ce référent, vendredi 27 novembre, la mise sous séquestre du programme du journal de 20 heures de France 2 diffusé le 17 novembre. Au cours de ce journal, le présentateur du journal de TF1 avait été mis en cause dans un reportage par un ancien associé de Pierre Botton, M. Boisson. La bande, qui sera retranscrite par un huisserie de justice, pourrait ainsi être utilisée lors d'un éventuel procès en diffamation.

Les **meurtres** du meurtre de Céline Jourdan devant les assises de l'Isère

Richard Roman, berger et ingénieur

Au **dernier** jour du procès, le **magasin** d'articles de l'Isère a longuement **analysé** la personnalité de Richard Roman, accusé, avec Didier Dardet, du viol et du meurtre de Céline Jourdan, tuée à l'âge de sept ans, le 26 juillet 1988 à La Chapelle-en-Caire (Alpes-de-Haute-Provence). Une personnalité parfois trouble, que l'accusation range parmi les **éléments** à charge.

Roman ■ considéré comme le concepteur ■ l'auteur principal du meurtre. ■ ■ débat ■ prolonge parfois inutilement, notamment sur la qualité ■ fromages fabriqués par Roman, qui n'aurait ■ respecté ■ règles d'hygiène. Et puis, ■ ■ tué un chien ■ jour, ■ ■ conditions douteuses.

A la bergerie, Roman reçoit
divers marginaux, son homo-
sexualité se manifeste, à ce
moment, dans le même lieu,
fréquenté une fois par semaine
à la région. Gentil sera d'ailleurs
l'un des premiers à se faire
Roman connaître, et c'est
jamais qu'il lui, si le poste a les
deux mains. Roman se souvien-
t naturellement des restric-
tions, d'autres témoignent sur
son opinion : « l'Inden ». Cet
ogéniste, il déclare : « l'Inden »,
jamais, l'ombre d'un problème
et je lui confierai encore
deux fillettes. Mais un
témoin n'est pas avé. En
1983, lors d'une conversation
propos l'officier du Coral,
premier s'est disputé
avec le directeur de la pédo-
philie.

« Richard, c'est un garçon normal, un fils normal », remarque Alain Roman, qui considère comme « impensable » que son fils puisse être pour quelque chose dans le meurtre de Céline. Certes, la famille de Richard n'a rien à voir avec celle de Dorian Gentil. Mais, durant par sa mère à l'âge de quatre ans, l'un des pères un militaire de carrière, l'un d'un des frères est réformé en raison de la neurasthénie, l'autre est technicien des services vétérinaires et lui-même est devenu ingénieur agronome.

[illegible]

Une personnalité « tout à fait pathologique »

Romen a donc une personnalité **confuse** ; **controversée**, qui aurait mérité que des experts s'expriment plus clairement sur **elle**. Mais la longue lecture du rapport de la psychologue n'apporte, en définitive, que peu d'éléments. Curieusement, **elle** les psychiatres qui **ont** les plus directs, mais **leur** diagnostic est parfois **peu** sûr. Les jugements de Romen sur une personnalité **« il s'alt pathologique »** avec **« des troubles psychologiques » type schizotique**. Il est cependant capable d'une **grande malinerie**. Et les experts **ont** des **troubles** sévères pour évoquer son homosexualité, en soulignant qu'il **est** autres **troubles** des personnes. Enfin, **il** **a** **quelque** chose qui le prédisposait à devenir **un** chef de secte.

Ses longs cheveux tirés en arrière, Richard Roman parle en français, mais il nous parle en français valaisien : « lancez-lui l'avo-
général Michel Legrand, qui lui reproche son *français* vie il la bor-
gerie. Et « l'indien » lui explique le plaisir à marcher pieds nus pour sentir « la douceur de la terre ». Et il aborde les faits : lui-même pour dire : « Je n'ai jamais fait de petites filles. » Mais évidemment, il faudra bien parler des amoureux. Il garde le silence. Et, aujourd'hui, il répète : « Je suis totalement innocent de ce crime. »

MAURICE PEYROT

LYON
de notre

C'est après avoir remis un chèque de 57 000 F à une heureuse auditrice lyonnaise, gagnante au jeu du « Petit L... » sur RMC, que le directeur du service des rendez-vous qui lui avait fixé le rendez-vous régional, la police judiciaire (SRPJ) de Lyon. Un peu tendu, l'ancien directeur des opérations spéciales de TF1 a finalement demandé une voiture de police banalisée pour échapper aux photographes et caméras.

Les habitants ont vraisemblablement porté, pour l'instant, les fruits de l'agence ENFIN (Entreprendre, Faire, Innover), un capital de 20 millions F créé en 1987 par Yves Mouton et revenue, en février 1990, à la France. Le siège de cette entreprise spécialisée dans le conseil, la fabrication et l'organisation dans la communication audiovisuelle s'avait installé au 43-45, rue Kléber, dans le 16^e arrondissement de Paris, sur 276, rue Garibaldi, dans le troisième arrondissement de Lyon.

Le directeur des programmes de RMCA a également dû fournir quelques renseignements sur les dépenses de la société Vivien SA paraissant le concerner, selon le justificatif détaillé fourni par Pierre Botton à l'Administration fiscale, en mars 1991 (*le Monde* du 18 novembre). Entre quelques notes de restaurants, de Chez Edgar ou du Fouquet's, les factures de plusieurs envois de fleurs et d'autres menus cadeaux, figurent, dans cette énumération pontificale, les notes de quelques voyages en avion, en 1987 et 1988, de Montpellier à Nice, au nom de M et M^{me} Mourousi; pour un total d'environ 30 000 F. Les monteurs cherchent à savoir si

Un « conseiller technique » très courtisé

Les enquêteurs ont découvert que M. Pierre Botton recevait des sommes importantes de grandes entreprises, notamment la Lyonnaise des eaux

Si la dimension médiatique du dossier [] est prise en compte, il n'est pas sur la justice, mais risque fort de [] être bientôt qu'un volet [] carnet [] de [] du genre et selon direc-
[] de campagne M. []

Note ouvre aux magistrats et enquêteurs des perspectives inédites, sur frontières du monde politique et des milieux d'affaires, dans les arcanes secrets d'innombrables sociétés anonymes et d'im-
portantes entreprises étrangères. A tel point que, lors de la séance de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon citée, le 27 novembre, a examiné la demande de mise en liberté de M. Pierre Botton - mise en délibéré jusqu'au 4 décembre -, l'avocat général a parlé d'un dossier « plein d'incertitudes », où les investigations, « loin d'être terminées », ont permis de faire déjà apparaître « 6 millions de francs de fausses factures » et des « connexions étrangères ».

naient ■ la SDEI ou de ■ Lyon-
naise des eaux. Quant aux autres
sociétés dont la provenance n'a pu
être établie, il est vraisemblable
qu'elles proviennent ■ ■ ■
mêmes sociétés ■ ■ ■ tenu de
leurs montants exactement identi-
ques au paiements faits par les-
dites sociétés à M. Botton et
compte tenu du fait que ces paie-
ments proviennent de la même
banque (Morin Pons).

ministère d'avoir joué un rôle dans la négociation. Or il est avéré que la SAE s'est vu facturer par Alpha finances, l'une des sociétés de M. Botton, une somme de 993 000 francs en 1990. Sur ce sujet, M. Botton a renvoyé les questions des enquêteurs vers M. Charles Giscard d'Estaing, le beau de l'ancien président de la République et dirigeant d'Alpha finances, dont l'audition par le P.J. aura lieu très prochainement.

service contentieux de « dérivés ».

Mais, à ce jour, c'est au Crédit lyonnais qu'a laissé filer du fröon étonnante les pertes d'une société de M. Botton, Vivian SAS. En août 1990, Vivian affichait un découvert de 6,3 millions de francs sur un compte géré au niveau régional. Le comteux de s'est réglé à la direction nationale de la banque. Il a permis un abandon de créances de 2,5 millions et un personnel à M. Botton du même montant. Curieusement il a fallu attendre deux ans pour que, le 28 juillet dernier, le Crédit lyonnais adresse à M. Botton une mise en demeure de payer les échéances de son prêt qu'il n'avait toujours pas commencé à rembourser. Selon des informations recueillies au sein de la banque, le compte Vivian efflacherait aujourd'hui un déficit de 1,3 million. Ce qui signifie en clair que le Crédit lyonnais a aidé à ce jour à une hauteur minimum 6,3

l'homme d'affaires lyonnais Vivian, qui, aujourd'hui, n'a plus d'activités... responsables... gèrent ce... à Lyon... depuis de la banque.

De plus, les enquêteurs ont pu établir que M. Bonon avait effectué pour 3 millions de dépôts en espèces dans ses différents comptes entre avril 1990 et juillet 1992. Selon l'intéressé, ces versements correspondaient à des paiements d'honoraires de rédaction.

hérités d'immenses richesses familiales. Intérieures ou de relations pullulantes pour des clients privés permettaient à un Libanais et un Brésilien, M. Monteiro de Carvalho, l'un des principales fortunes du pays, d'être l'ex-épouse du président déchu du Fernando Collor. M. Monteiro répondait, il y a quelques mois, qu'il connaissait M. Botton pour un dind dind deux fois sa compagnie, mais qu'il n'était jamais allé dîner avec lui. M. Phares, M. Botton avait été le premier à figurer le groupe Mercant, aux côtés d'une autre milliardaire, d'une jeune suisse, parmi les entreprises ayant effectué des versements en dollars et en marks sur ses comptes personnels.

LEON et la **VOIX** mystérieuse
Lernon Investment, un **TRAVAIL**
basé à Jersey, qui participait au
capital de T4M Santé, M. Botton a
confessé humblement ne plus se
souvenir du nom des mandataires
qui lui envoyaient des pouvoirs
pour le représenter...

ROBERT MARMOZI
et **EDWY PLENEL**

(1) M. Botton avait une connaissance
de M. M. Michel MARMOZI, ancien
Lecowest, respectivement PDG et secré-
taire général de la **VOIX**, plusieurs
appareils téléphoniques qu'il avait
« six », nous a-t-il dit.

leur réponse.

Car l'une des principales surprises du dossier, tel qu'il résulte de la minutieuse enquête judiciaire effectuée par la police judiciaire à la demande du parquet, est l'étonnante propension de ce «petit monde d'affaires lyonnais» (on des 200 millions anonymes, son «groupe» n'arrive pas à 40 millions de francs de chiffre d'affaires...) à nouer des relations avec de puissants groupes industriels français ou internationaux. De fait, dès les premières minutes de sa garde à vue, le 12 novembre, qui devait entraîner le lendemain son incrimination et son incarcération, M. Botton ne s'est pas présenté comme un d'entreprise, spécialisé dans le domaine médical et pharmaceutique comme le laissent supposer les activités de ses sociétés, mais comme un intermédiaire et un conseiller. Sa profession, devait-il déclarer, est celle de «conseiller technique», répartie dans la nomenclature sous le code APE 7707 et ainsi définie par ses soins : «La lecture des horaires à des entreprises auxquelles je fournis des conseils.»

Quelles furent ses entreprises ? A en croire les documents bancaires saisis par la P.J., la première d'entre elles fut la Lyonnaise des eaux, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses filiales Hydro-Energie et SDE (Société de distribution d'eau intercommunale). Ensuite, il fut associé à une entreprise minière des comptes bancaires personnels de M. [X] auprès d'agences parisiennes de la BRED, les enquêteurs ont découvert qu'entre le 8 février 1980 et le 28 mai 1981 M. Pierre Botton a perçu des sommes d'un montant total de 3.943 450 francs en provenance de la Banque Vostre (Monsi Paris, du Crédit lyonnais, de la Société lyonnaise de banque et dans les autres banques). Dans le procès-verbal, les affirmations : « il a pu être établi que plusieurs de ces sommes proven-

**Bouygues,
la SAE et Dumez**

Comment expliquer des émoluments de près de 4 millions de francs au total pour des études si modestes, alors que M. Botton ne possède pas d'expertise particulière dans ces domaines (1)?

Après enquête, voici ce que ses proches ont pu nous révéler. L'ancien directeur d'affaires a rétorqué que l'étude sur les marchés des pays de l'Est s'accompagnait de l'établissement de relations publiques. Avant de quitter la France, M. Botton avait trouvé l'homme parfait. Le magistrat instructeur et les policiers sont tentés de rapprocher cette énigmatique activité internationale de M. Botton de sa fréquentation assidue du cabinet du ministre du Commerce extérieur que fut, de 1986 à 1991, Jacques Chirac.

Noir dans le gouvernement de M. Jacques Chirac.

Car M. Botton avait eu pour des contacts avec **des** grandes groupes français se bécotant sur le front de l'exportation. Ce fut le cas de Dumex aujourd'hui rapproché de la Lyonnaise des eaux, et surtout de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE). En 1987, il a ainsi effectué, en compagnie de M. Noir, un voyage à Istanbul, fructueux pour cette dernière entreprise qui signs alors un contrat pour un réseau de gaz et la construction d'un ouvrage sur le Bosphore. M. Botton s'était rendu auprès de collaborateurs du

Le soutien du Crédit lyonnais

Par ailleurs, certaines grandes entreprises ont fait savoir, selon les termes de la brigade financière du RPR, d'une «surprenante bienveillance» à l'égard de M. Botton. La banque régionale de l'Ain (BRA) a ainsi, comme beaucoup d'autres financiers du groupe Botton, consenti un abandon de créance de 7,7 million de francs dans le cadre du projet Tété-Saint-Louis en 1987. Dans cette affaire d'insolvabilité de nombreux établissements financiers ont été impliqués. Le Belfortien de l'Industrie avait réalisé un investissement de 15 millions de francs répartis sur deux concours dont l'un est référencé sous le numéro 709811003. Bel équipement a recherché ses créances pour un tel qualité par des membres du

Il nous a été communiqué le 2 décembre, M. Michel Lecomte, respectivement PDG et secrétaire général de la **SNCF**. Michel Lecomte a répondu à nos appels téléphoniques par l'envoi de deux « fax », nous a promis de donner leur réponse.

Le financement occulte des partis politiques dans la Sarthe

Le président du GIFCO nie avoir établi de fausses factures pour le PCF

« Je n'ai ni reçu, ni versé au Parti communiste, ni au financement du parti communiste », a déclaré, mardi 2 décembre, M. Jacques Grosman, président du Groupe d'investissement financier pour le commerce (GIFCO), au cours d'une conférence de presse.

M. Grosman, ancien membre du Comité central du PCF, et deux autres responsables du GIFCO ont été inculpés en juin de faux en écritures et abus de biens sociaux par le juge Renaud Vanuyambe, ancien cadre du dossier sur le financement occulte du PCF dans la Sarthe. Au cours des dernières semaines, plusieurs dirigeants de filiales du GIFCO : Bretagne Loire Equipement (BLE), Auvergne-Bourgogne-Centre-Etudes (ABCE) et, tout récemment, quatre dirigeants de la GIFCO commerciale en équipements et fournitures (SOCOEF) à Longwy (Meurthe-et-Moselle) ont été inculpés et, certains, arrêtés. Tous sont soupçonnés d'avoir établi des factures occultes.

Cette loi au point de vue des informations économiques, des données sous le contrôle du GIFCO, du Parti communiste. Personne n'a prouvé quoi que ce soit», a souligné M. Grosman. En regard, lui, GIFCO a le droit de développer des prestations commerciales pour la promotion d'entreprises et la fourniture d'équipement et de services aux entreprises.

AVREZ VOS CASQUE DE
MISE À JOUR AU 1.10.92

**LE DROIT
DES COMITÉS
D'ENTREPRISE**

**DES COMITÉS
DE GROUPE**

supplément

2^e édition entièrement révisée

1401

Maurice Cohen
**Directeur des comités
 d'entreprise
 et des comités
 de groupe**
 Téléphone : 530 14 44
 Adresse : 11 rue Vercingétorix - 75014 Paris
 Tél. (1) 43.35.01.67

L'inspecteur Dufourg condamné à vingt mois de prison avec sursis

TUNIS
a correspondent

M. D.

— (Publicité) —
LIBROS

Les sources du droit en droit intégral :
Jurisprudence (ARRÊTS : Cour de cassation, Conseil d'Etat).
Legislation (Travail, Impôts, Civil, Pénal, ...)
Bibliographie (Droit français et international)
commande 3 copies
par MINITEL par code direct
SANS DÉCHÈQUE
36 29 9001

Le 3 décembre devient la « Journée de l'intégration »

Un Larousse en braille

► APEAS, 25, rue Ranque,
13001 Marseille; tél. : (16)
91-84-66-58.

Face à « la bouleversante tragédie » Balkans »

Le pape convie tous les croyants à une journée de prière en faveur de la paix

ROME

M.C. D.

VOILE : *Shakedown* de Thierry Arnaud dans la *Youngs Globe*. — Quelques heures après le départ de la *Youngs Globe*, c'était le tour de revenir réparer les avaries. Thierry Arnaud a annoncé sa démission de la course pour se consacrer à son solitaire, mardi 11 août. Les coups de vent de la nuit précédente ont causé une nouvelle série d'avaries, dont la déchirure de sa grand-voile. Ce jeune chef d'entreprise, qui avait participé à la mini-transat en solitaire en 1985, avait réuni la veille les fonds nécessaires pour

Précis. — Dans l'article de Halber intitulé « Naufrage de mémoire » (le Monde du novembre), il fallait lire : « observons que la morale sans principes, cadre juridique ni éthique (et c'est bien le cas) n'est rien ».

Rumeurs et clarification

BRUNO FRAPPAT

(1) Cf. l'article de Jean-Yves Nau dans *le Monde* du 6 mai 1988 « Le scandale des hémophiles ».

**SI VOUS VOULEZ OBTENIR DES RESULTATS EN 93,
REGARDEZ CEUX QUI EN OBTIENNENT EN 92.**

NOTES

NOTOWANEE

Chez Natalys, on ne mange pas de soupe à la grimace.
Voici les résultats de leur campagne menée par De Bonneville Orlandini.

- Une attribution de + 100 M entre la première et la seconde vague ;
- Une reconnaissance (l'impact) qui est le triple du standard ;
- Un bon record d'agrément positif 89 %.

DE BONNEVILLE ORLANDINI
Groupe Saint Flacre - 12, rue Saint Flacre, 75002 Paris - Tél. : 40 39 94 00

هكزاس النجمل

... et l'affaire du...
... et clarification

... et clarification



NUMERO UN MONDIAL POUR LA DEUXIEME FOIS



CARLOS SAINZ ET LA TOYOTA CELICA RECIDIVENT.



Pour la seconde fois en trois ans, Carlos Sainz a remporté le titre de champion du monde de rallye au volant d'une Toyota Celica Turbo 4X4.

"En rallye, la victoire n'est jamais un exploit individuel," explique le nouveau champion du monde. "C'est le résultat d'une étroite coopération entre le pilote, le copilote, la voiture et le team. C'est là que réside la clé de notre réussite."

Dans la vie, Carlos Sainz conduit aussi une Toyota. Comme des millions d'autres automobilistes, il est pleinement satisfait de sa voiture. L'utilisation de

technologies aussi avancées que celles des moteurs à multisoupapes, fabrication soignée, un contrôle de la qualité rigoureux, une garantie de satisfaction maximum pour le client.

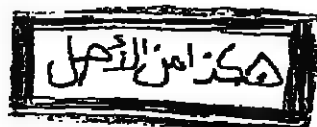
Et après chaque rallye du championnat du monde, nos ingénieurs examinent les enseignements à tirer du niveau des systèmes et des composants. Des enseignements qui pourraient faire de votre prochaine Toyota une voiture encore plus performante.

C'est pour cela que nous prenons part à ces rallyes. Car chaque course que nous disputons, c'est vous qui la gagnez.

*Le tableau final sera officiellement annoncé par la FISA en décembre.

NOUS DISPUTONS LES COURSES, VOUS GAGNEZ.





Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Roulette russe pour étudiants africains

L'UNESCO tente de mettre en place un plan d'urgence pour venir en aide aux milliers d'étudiants africains bloqués dans les anciens pays de l'Est

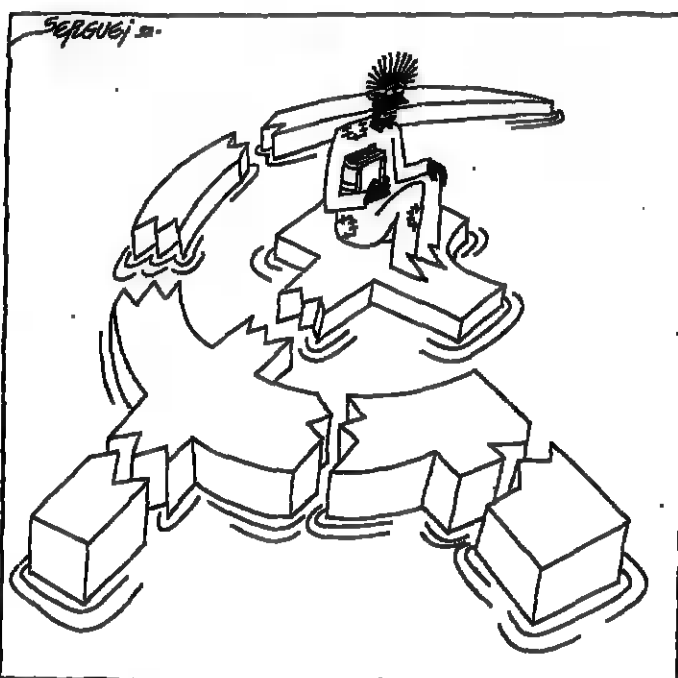
PARTIS étudier dans les universités des pays de l'Est, des milliers d'étudiants africains se retrouvent aujourd'hui pris au piège. Surpris, depuis deux ans, par l'effondrement des régimes communistes, ils ont également oublié leurs propres pays d'origine, et pour la plupart à une crise économique, sociale et politique profonde. Bref, ils sont coincés entre le Sud et l'Est, et ne savent pas comment échapper à cette situation. Ils pensaient trouver la clef de leur avenir.

Depuis plus de trois décennies, en effet, au nom de l'« égalité entre les peuples », les pays de l'Est ont accueilli par milliers des étudiants du tiers-monde, originaires pour la plupart du continent africain. Ils étaient admis dans les universités durant quatre années. Les pays d'accueil prenaient en charge leur voyage aller-retour et leur entretien, mais proportionnellement, les bourses étaient inférieures à celles des homologues soviétiques, ce qui n'a pas manqué de générer jalousies, voire haines et racisme à leur encontre.

Manifestations devant les ambassades

Depuis l'effondrement du bloc communiste, cette période est révolue et le flux d'entrée d'étudiants du tiers-monde s'est tari en 1991. Mais, pour les milliers d'étudiants africains bloqués dans les universités des « pays frères », la situation est devenue dramatique. Si les Républiques de l'ex-URSS, à l'exception de l'Ukraine, de l'Arménie et du Turkménistan, ont accepté de garantir la formation des citoyens étrangers admis dans leurs établissements d'enseignement supérieur avant 1991, elles ont décidé, depuis le 1^{er} septembre dernier, de ne mettre au même régime que leurs propres citoyens. (Voir encadré ci-contre.)

Ainsi, la bourse mensuelle a été fixée, à cette date, à 750 roubles. Un rouble est équivalent à 15 francs français. Les étudiants africains ne peuvent donc pas continuer à vivre dans la misère. Parfois, ils se débrouillent avec des compléments de bourse, mais ils ne peuvent pas se loger. Dans les universités, pas, comme les étudiants soviétiques, de



soutien de leurs familles. En outre, ils n'ont aucune possibilité de retourner chez eux car l'Aéroflot, la compagnie aérienne russe, leur réclame 3 000 dollars, payables uniquement en devises fortes, pour chaque rapatriement. Une véritable fortune qu'ils ne peuvent avancer, car ils ne peuvent pas travailler.

Pour tenter d'attirer l'attention, depuis l'été dernier, des étudiants pris au piège ont manifesté, parfois de façon violente, devant les ambassades. Ces actions ne sont pas passées inaperçues. Alertés, l'UNESCO a demandé aux pays africains de recenser le nombre de leurs étudiants bloqués dans les pays de l'Est. A ce jour, quatorze pays (1) ont répondu. Ils ont dénombré 8 000 étudiants affectés dans ces pays, dont près de 7 000 en ex-URSS. Un chiffre très inférieur à ceux fournis par les autorités d'accueil, qui les évaluent, de leur côté, à 20 000.

La situation de ces étudiants est d'autant plus délicate que leurs pays d'origine ne sont pas prêts à lever le petit doigt pour les tirer de ce mauvais pas. Aucun, en effet, n'envisage de garantir de leur retour des milliers d'étudiants supplémentaires sur des campus déjà pléthoriques.

S'ils rentraient au pays, en effet, ceux qui n'ont pas terminé leurs

études (sur de 500, selon les données fournies par les pays africains) verraient grossir le nombre d'étudiants déjà trop importants, compte tenu des faibles moyens des établissements d'enseignement supérieurs locaux. Quant à ceux qui ont terminé leur cursus universitaire en juillet dernier, environ 1 500, ils ne pourraient obtenir un emploi dans la fonction publique de leur pays, comme le prévoient les dispositions en vigueur lors de leur départ. A cette difficulté de réinsertion s'ajoute la crainte non avouée de bon nombre d'Etats de voir le nombre d'étudiants qui pourraient bien être retournés, à l'Est, le virus de la démocratie.

Le mutisme des pays d'origine

Le mutisme des pays africains n'est pas général. Il est symptomatique, par exemple, que, lors d'un colloque de l'ensemble des recteurs africains (francophones, anglophones et lusophones), l'UNESCO à Dakar du 17 au 24 novembre, cette question n'a pas été évoquée publiquement.

La position à l'égard de l'éthiopie reflète parfaitement cet état d'esprit. Cet Etat, qui a le plus grand nombre d'étudiants bloqués (plus de 2 000, dont 600 viennent de

terminer leurs études, ne souhaite pas voir ces jeunes rentrer. « Depuis le mois de juin, les diplômés de notre propre université n'obtiennent plus d'emploi de façon automatique », explique le recteur de l'université d'Addis-Abeba. Pourquoi les étudiants qui n'ont pas terminé leurs études seraient-ils privilégiés par rapport à leurs collègues ? Et malgré l'engagement signé quatre ans plus tôt par ces derniers de consacrer dix années à l'Etat éthiopien en échange de la formation qu'ils avaient reçue hors des frontières.

Face à ce problème complexe, qui doit être rapidement résolu, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Salim Ahmed Salim, et le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayr, viennent de lancer un appel conjoint à tous les Etats, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales, afin qu'ils se mobilisent en faveur de ces jeunes. Ce texte invite également tous les établissements d'enseignement supérieur, publics et privés, à proposer des solutions, ne serait-ce qu'en facilitant l'admission de ces étudiants dans leurs institutions.

510 000 dollars d'urgence

En attendant une réponse, l'UNESCO tente de trouver quelques solutions. Le maintien des étudiants dans les pays d'accueil, hypothèse qui a l'avantage de leur assurer un emploi à leur retour. Quant à ceux qui doivent encore effectuer trois années sur les bancs de l'université, l'UNESCO propose de leur trouver une place dans des pays de l'Ouest. Seul le Soudan a réagi en leur faveur. Il a accepté de recevoir 750 étudiants, qui ont été envoyés au Soudan, sur la base de leur niveau d'études, afin de les intégrer à ses propres universités.

Toutefois, aucune solution globale ne pourra être envisagée. En effet, certains étudiants africains ne veulent en aucun cas retourner dans leur pays. Selon une organisation non gouvernementale, le World University Service (WUS), 500 étudiants originaires d'Ethiopie, du Mali, du Bénin et du Soudan, sur lesquels quelque 1 000 qu'elle a pu recenser à

Moscou, avaient obtenu, en 1991, le statut de réfugié politique. Il conviendrait donc de prendre en compte toutes les situations individuelles. Tâche que l'UNESCO juge difficile, mais que l'on peut imaginer.

En attendant, différentes mesures commencent à être mises en œuvre. Les gouvernements africains ont demandé à l'UNESCO de verser un complément de bourses aux étudiants d'un montant de 300 dollars mensuels. Outre que cette somme est disproportionnée par rapport au niveau de vie dans la très grande majorité de la population locale, et notamment des enseignants, cette solution n'est pas viable. Le budget de plus de 2 millions de dollars par an pour les 6 000 étudiants en cours d'études.

Dans l'immédiat, 400 000 dollars viennent d'être débouqués par l'UNESCO. Mais il n'est guère réaliste de distribuer ces crédits, en circuits de distribution de l'UNESCO dans les pays de l'ex-bloc soviétique ayant disparu. La

WUS a pu localiser les 1 000 étudiants qu'elle a recensés et pourrait leur faire parvenir ces aides. De leur côté, la Mauritanie et la Guinée ont obtenu respectivement 10 000 et 60 000 dollars et se sont engagés à prendre en charge leurs ressortissants, sans que l'on sache trop comment.

Quant aux pays occidentaux, bien silencieux sur cette affaire, ils ont réclamé un recensement des étudiants africains, afin d'envisager des mesures d'aide. Il est toutefois préoccupant de constater qu'en trois mois ce simple état des lieux n'a pu encore être effectué.

MICHELLE AULAGNON

(1) Le Bénin a recensé 506 étudiants bloqués; l'Ethiopie 2 038; le Mali 1 904; la Guinée 1 000; le Kenya 4; la Libérie 13; le Nigeria 1 000; l'Ouganda 330; la Sierra-Léone 89; le Soudan 1 064; le Tchad 782; le Togo 319; le Zaïre 126; le Zambie 124.

« On nous a complètement laissés tomber »

MOSCOU

Correspondance

« Ce n'est vraiment pas facile d'être un étudiant africain dans la Russie de Moscou », soupire Basile, étudiant à l'université Patrice-Lumumba, à Moscou en 1989 pour suivre des cours de géophysique à l'université Patrice-Lumumba, il n'a, aujourd'hui, qu'une idée en tête : rentrer dans son pays. En 1989, Basile touchait plus ou moins régulièrement 25 000 FFA de son gouvernement, et 80 roubles mensuels des Soviétiques. Il a aujourd'hui 720 roubles par mois, soit un peu plus d'un dollar alors que le prix à Moscou continue de grimper et, que, depuis trois mois, plus un sou ne lui parvient du Congo.

Inutile de passer à Baïle les bienfaits du passage à l'économie de marché. Pour lui, c'est l'incertitude, l'absence de temps à l'Union soviétique. Bientôt, il va devant le foyer des étudiants congolais, la traditionnelle chapka enfoncée jusqu'aux yeux, grelottant sous son manteau de nylon. Basile évoque le passé, non sans nostalgie : « En 1989, avec les 90 roubles soviétiques, je m'achetais du pain et du sucre. Aujourd'hui avec 700 roubles ça ne me suffit pas au-delà du pain et du sucre, je suis au régime. L'année, sauf les jours « gras », où j'améliore le pain sec avec un peu de mayonnaise ; je suis devenu gringalet. » Comment évaluer l'absence de conditions, même les plus élémentaires ?

La bourse

ou le rapatriement

Maurice, le « doyen » des étudiants béninois, à Moscou depuis 1983, a aussi une « bonne époque ». Voici deux ans qu'il n'est pas rentré au pays : « Avant, à force d'économies, je me rendais une fois par an au Bénin et j'y faisais un peu de business. J'achetais une stéréo ou un téléviseur que je revendais ensuite ici, avec ça, j'achetais mon pain et mon sucre. Maintenant, je parle, l'Aéroflot pense qu'on est des Américains, voilà qu'ils veulent des dollars. Je n'en peux plus qu'on me prenne pour une pompe à devises. Tout ce que je veux, c'est rentrer chez moi. »

Tchadiens, Nigériens, Mozambicains, Sénégalais, tous les étudiants africains sont sortis à peu près semblables de la Baïle et de Maurice, à quelques nuances près, à leur installation, la vie dans les villes de province était unanimement reconnue comme « déprimante ». Les gens « plus déprimés » étaient ceux qui, à Moscou, le montant de la bourse allouée aux étudiants des « pays amis » par le ministère

russe de l'enseignement supérieur, n'est que de 700 à 1 000 roubles par mois selon le type d'études suivies et l'ancienneté.

Dès le 1^{er} décembre cependant, du fait des efforts entrepris par le gouvernement russe en matière de politique sociale, les bourses des étudiants étrangers passeront à 1 800 roubles minimum. Cela reste malgré tout insuffisant, surtout si on prend en compte une récente estimation du ministère russe de la protection sociale évaluant le minimum vital en Russie à 2 500 roubles par personne et par mois. Quant à la bourse en France CFA, la plupart des étudiants en première année d'études ne l'ont jamais touchée. Seuls quelques privilégiés, ceux qui sont en fin de cycle, la reçoivent de manière tout à fait irrégulière.

Oubliés par leurs gouvernements, délaissés par la partie russe, les étudiants africains, pris pour « des touristes » par la population, les Africains de Moscou ne savent plus à quel point se vouer. « On nous a complètement laissés tomber, nous, l'avenir du pays, on n'intéresse plus personne, ni les Russes ni les nôtres, et surtout pas l'ambassade, qui ne fait rien pour nous, sinon appeler la milice pour nous déloger lorsqu'on a occupé les locaux en juillet de cette année », raconte Makhamat Tati, représentant des étudiants tchadiens de Moscou, faisant allusion à l'occupation de nombreuses ambassades africaines par les étudiants cet été. « A chaque fois c'est pareil, on leur verse un peu d'argent pour les calmer : quatre mois après on est en même point. Ce qu'on veut maintenant est simple : on est à bout, on veut le paiement des arriérés de bourses ou le rapatriement. »

Enfin, il y a la dégradation de conditions matérielles de l'existence, la plupart des étudiants africains se plaignent du racisme grandissant de la population locale à leur égard. Beaucoup affirment ne plus vouloir sortir du foyer sans leur « bac » (diplôme) par crainte d'agression. Sans doute la communauté africaine a-t-elle été marquée par l'assassinat au mois de décembre 1991 de Tshimoussoro, vingt-trois ans, étudiant zimbabwéen, à quelques pas de son foyer d'étudiants par un policier russe en état d'ébriété. Dans les jours qui suivirent, une manifestation de protestation fut organisée par les étudiants africains de Moscou, aussitôt qualifiée par le journal *Moscow Star* de « prétexte à la débâche ». Randons hommage à l'esprit de débrouillardise des Africains, qui peuvent se livrer à la « débâche » avec un revenu égal à un peu plus de 1 dollar par mois.

MARIE JEGO

Entre école et « galère »

Des jeunes s'accrochent au collège comme à leur salut. D'autres lâchent prise, lassés par l'échec. Banlieue banale

VILLENEUVE-D'ASCO

de notre envoyé spécial

Il y a vingt ans, à la fin d'un coup, au cœur du quartier de la Poste, entre les petits immeubles HLM et les jardins ouvriers de la rue de la Tour, quinze logements, tranquilles, avec des haies de buissons arborés, des jeux aménagés récemment par la municipalité, ses façades peintes et le rythme régulier des cloches de la Lillie-Tour qui passe à quelques mètres. Pourtant l'unique superette se vide, les familles se défilent, les cages d'escalier collectionnent les graffitis des jeunes comme un long chapitre d'incertitudes et d'effacement.

Les enfants sont poussés. Accrochés à l'école comme à leur salut, pour certains. Tandis que d'autres ont lâché prise, dérivés par l'ennui et le désespoir. Pascal, bientôt dix-huit ans, un rêveur. Il ne se souvient plus dans quelles circonstances sont allés ses frères et sœurs. Lui a quitté l'école au cinquième (« j'ai mais pas ça »), mais prévient : « Je sais lire et écrire. Deux fois par semaine, il passe à l'ANPE. J'ai bien foutu. » Pendant la journée, Pascal garde les enfants. C'est long, dit-il.

Il voit Daniel, quinze ans, qui écrit, mais pas très bien lire, et qui, finalement, a accepté de retourner en troisième, en section d'éducation

spécialisée. Mais pour combien de temps ? Daniel est suivi par une éducatrice. Il a des parents soudeurs, tous les deux au chômage, six frères et une sœur. Pascal et Daniel, génération Nike et Reebok, disent ne pas vivre dans la misère. Parfois pourtant, Daniel confie ne plus avoir à manger, à la fin du mois.

Lionel, lui aussi, au chômage depuis un an. Il discute souvent avec Daniel du stage qu'ils cherchent, peintures en bâtiment ou mécanique, et des petits boulots de l'emploi-solidaire en contrats à durée déterminée. Quand l'argent est venu, Pascal a donné la moitié à Lionel, à sa mère. Lionel s'est gardé quelques économies pour refaire sa moto et s'habiller. Un jour, tous deux se sont bien vu proposer une embauche. Mais ils n'ont pas tenu. « C'était trop dur, on était maltraités », dit Lionel, assis au milieu d'un tas de déchets. « Pour des conneries, mais c'est fini », car « plus on donne, plus on s'enfoncé ».

L'après-midi, Pascal, Lionel, Daniel et Sylvain, vingt ans, qui partagent les mêmes « galères », vont au LCR (local commun résidentiel), le foyer du quartier Corneille, qui ouvre tous les jours de lundi au samedi. Sur l'un des murs de la salle délabrée, les jeunes du quartier se sont inventé une jungle exotique, des palmiers verts pleins les yeux, pour égarer les parties de baby ou de tennis de table. Techno, funk ou reggae : la musique est partout. Les plus jeunes jouent à la Pichenotte, un jeu d'importé

par Barbapapou, alias Jean-Philippe, animateur et copain « raisonnable », qui organise des voyages organisés l'été, payés grâce aux bons vœux de la Caisse d'allocation familiale. Du côté de Hollande, un camp en Ardèche. Avec lui, les jeunes vont

En sortir et vivre mieux

Au centre, Pascal, Lionel, Daniel et Sylvain rencontrent parfois d'autres, Alice, Abdou, David, de retour du collège ou au lycée. Le quartier est leur bien, mais l'école les oppose, comme une invisible frontière. Les uns ont décroché. Les autres y croient encore, des projets pleins la tête. Alice, seize ans et demi, n'oublie ni les accidents familiaux ni la galère du foyer où elle a été placée, plus jeune. Mais, au-delà de sa troisième technique, elle pense au BEP (brevet d'études professionnelles) sanitaire et social, pourquoi pas au bac professionnel. Elle rêve de Knock, la pièce qu'elle voudrait monter au collège et jouer pour des personnes âgées ou dans les prisons. Abdou, dix-huit ans, prépare son bac B, multiplie les activités et songe à la fac ou à l'Institut universitaire de technologie. David, dix-sept ans, suit un stage dans le cadre de sa deuxième année de BEP de vente, intarissable sur le sport, le volley-ball ou le ping-pong.

Ce qu'ils souhaitent, c'est « en sortir et vivre mieux ». C'est-à-dire ? L'immédiat, avoir un local « qui ne ferme pas trop tôt » pour ne plus

travailler dans le hall de la tour. Pour plus tard, les projets sont flous, le plus souvent. « Avoir une maison », avance Alice et David. « Et un job, dit, j'ai un balcon, un pot. C'est tout ce que j'ai de vert : le géranium depuis la CM2 », ajoute Abdou. « Passer mon permis », lâche Lionel, qui, en bémol, aide les autres, « autre part » qui, en bémol, est allé à Vaison-la-Romaine. Mais ce qu'ils veulent surtout, c'est « de l'argent », « être plein aux as ». « Il n'y a plus que ça qui compte. Nous voulons tous gagner de l'argent et il faut du travail pour ça. » Comment ? C'est toute la question.

Pour « en sortir », ils sont cinq seulement à penser que l'école les a aidés. Et si certains réussissent mieux que d'autres, c'est parce que pour eux, lâche Sylvain, sûrement, il y a des parents derrière. Deborah, elle, ne veut pas décrocher. Elle veut retourner en troisième, en troisième, pour devenir vendeuse en boulangerie. Elle a trouvé une école privée qui veut bien d'elle. 1 500 francs par mois. Pourtant si son frère, actuellement à l'armée, est prêt à lui payer sa solde la moitié des frais de scolarité, elle hésite.

Aujourd'hui, le plus important, affirment Pascal, Daniel et Lionel, c'est la famille et les copains. C'est vrai qu'ils parlent à peine, par pudeur, de Jean-Pierre et de son suicide, il y a un mois. Jean-Pierre, vingt ans, ex-chômeur, lui, « est parti ». Sans un mot.

JEAN-MICHEL DUMAY

Paris de crise

سكنى النحل

ECONOMIE

MONNAIES

Tandis que la Bundesbank exerce tout assouplissement de sa politique

Le mark a effectué une vive remontée à Paris

Le franc français vis-à-vis du mark, dont le cours, à Paris, est passé de 3,39 francs à la fin de la semaine dernière à 3,41 francs mardi 1^{er} décembre, la Banque de France intervenant à ce niveau pour stopper la dégradation de la monnaie. Mercredi 2, la Bundesbank a, pour sa part, annoncé qu'elle achèterait des francs.

Cet affaiblissement n'a pas été provoqué par une nouvelle attaque du franc, après celle de la troisième semaine de septembre, mais plutôt par un renforcement général du mark sur les marchés, vis-à-vis du dollar, qui est retombé de 1,60 DM à 1,57 DM et de 5,42 francs à 5,36 francs. Ce rebond de la monnaie allemande est dû à des déclarations du président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, à la Frankfurter Allgemeine Zeitung, lequel il n'y a aucune possibilité d'un assouplissement de la politique de la banque centrale tant que l'inflation et la croissance de la zone monétaire sont aussi fortes qu'aujourd'hui.

Les analyses, ces propos renverraient au printemps 1993 la possibilité d'une nouvelle baisse de l'intérêt à Francfort, à la zone monétaire, à la zone mark, à laquelle «appartient» la France. Ajoutons que les tensions du Système monétaire européen entraînent une dévaluation de la monnaie allemande, nourrie par les interventions des banques centrales, les remous persistants d'un nouveau réajustement des monnaies secondaires, livre irlandaise ou couronne danoise. Mardi, par exemple, on a relevé de gros achats de marks en provenance de Scandinavie, région où les perturbations monétaires sont très fortes depuis trois mois.

FRANÇOIS RENARD

Les trois cercles de l'Europe monétaire

Si les monnaies périphériques, comme le mark finlandais et la couronne suédoise, ont abandonné l'ancrage. Même s'il a échappé à la dévaluation, le franc a été l'objet de la plus violente offensive spéculative qu'il ait jamais connue. A l'instar de la France enfin, les pays qui s'accrochent au deutschemark sont obligés de céder des intérêts à la conjoncture économique. Comment expliquer ce retour, en Europe, de l'instabilité monétaire? Le SME lui-même n'est pas en cause, car il n'a jamais été conçu pour fonctionner de son fonctionnement qui manque. A cet égard, quatre remarques s'imposent.

Premièrement, le SME est souvent pris pour un système de taux de change fixes. Entre 1987 et 1992, aucun ajustement monétaire important n'a été effectué. C'est une erreur.

Le SME est, comme le rappelle l'économiste allemand M. Michel Sapin, ministre français de l'économie, «un système de taux de change fixes mais ajustables».

Déramatiser les réajustements

Les réajustements monétaires sont y compris déramatisés. Le SME, la stabilité monétaire, est de réduire la fréquence de ces modifications de parités. Mais celles-ci restent nécessaires car subsistent des divergences économiques entre les pays membres. N'étaient les conditions dans lesquelles elles ont été réalisées, les dévaluations récentes ne sont donc pas le signe d'une crise du SME.

Deuxième observation, ce système de taux de change fixes mais ajustables confère au SME un caractère profondément contradictoire. Chaque réajustement contredit l'objectif de stabilité. Entre les autorités monétaires et les opérateurs sur les marchés des changes, la bataille est permanente. Ayant gagné sur la livre, les spéculateurs anticipent inéluctablement une autre dévaluation.

et ils ont joué la livre, puis la peseta, aujourd'hui, la punt irlandaise, la couronne danoise et le franc français. «Le SME est aussi une incitation puissante à la spéculation», dit à juste titre le 1^{er} décembre à Cologne, le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger. Le SME est un système transitoire, conçu comme tel, qui ne peut fonctionner que dans une perspective donnée, celle d'une union monétaire unique.

Troisième remarque, les crises de l'automne ont, à chaque fois, débuté par des tensions au sein d'un cercle périphérique au SME, le mark finlandais à la mi-septembre, la couronne suédoise à la mi-novembre. Les autorités monétaires de Finlande et de Suède avaient décidé unilatéralement de rattacher leur monnaie à l'écu. L'expérience vient de démontrer que ce type d'association spontanée et unilatérale n'est pas viable.

Quatrième point, le SME est un cadre qui nécessite une volonté de coopération et de solidarité entre les pays y participant. Plus qu'une crise du SME, la crise actuelle résulte de ce manque de volonté. Dans chacun des pays-membres, l'effet négatif des difficultés économiques, le leadership politique est affaibli, la coopération européenne aussi. C'est le manque de chacun pour les comportements de la Bundesbank (qui maintient et impose à ses membres des taux d'intérêt élevés), mais aussi celui du gouvernement britannique, sont à cet égard symptomatiques.

Le SME n'est pas «mortboudé». Mais il est en crise. Aujourd'hui, trois éléments risquent de provoquer sa mise à mal. La non-ratification du traité de Maastricht par le Royaume-Uni et la Grande-Bretagne, toute perspective d'une union monétaire à l'Est. L'aggravation des tensions entre Paris et Bonn, et les propos du GATT, notamment, pourraient avoir des conséquences sur le couple franc-mark. Malgré l'entente formalisée par le communiqué du 23 septembre - en pleine bataille du franc - les menaces sur la stabilité de ce couple sont réelles.

Outre-Rhin, l'intérêt pour la monnaie unique enfra risque de s'émousser au fur et à mesure des progrès de la réévaluation. Compte tenu de ces risques, il est utile de réfléchir dès à présent à une voie nouvelle pour la construction monétaire européenne. On peut en imaginer de nombreuses. Celle d'une Europe composée de trois cercles en est une. Suggérée timidement par M. Sapin dans un entretien avec le Financial Times daté du 19 novembre, elle permet de reprendre simultanément les démarches visant à l'approfondissement et à l'élargissement de l'intégration monétaire européenne.

Un centre intégré

Dans l'Europe monétaire concentrique, le premier cercle, central, préfigurerait par anticipation l'UEM. Il s'organiserait autour du couple franc-mark. Le second cercle regrouperait les candidats au centre, les pays déterminés politiquement à poursuivre leurs efforts de convergence. Les premiers membres fonctionneraient grosso modo comme le SME, mais avec le centre intégré, plus fort et plus stable. Au sein du troisième cercle se retrouveraient les pays qui souhaitent s'arrimer à l'UEM, mais qui ne seraient pas encore prêts à rejoindre le premier cercle.

C'est évidemment au noyau dur que se posent les principales questions. Les pays membres? Ceux qui répondent déjà à certains critères de convergence économique. Pourraient en faire partie l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et la France. Mais aussi l'Autriche, voire la Suisse. Organisé autour du couple franc-mark, quel en serait le fonctionnement? C'est là que pourrait se situer une initiative franco-allemande. Pour l'instant, Paris et Bonn hésitent.

De nouvelles expertises, pense-t-on, comme M. Alain Prats, vice-président de la BEI, qu'il voudrait «trouver un accord sur une politique monétaire européenne générale sans attendre 1997 ou 1999, même si un nombre plus restreint de pays seraient impliqués». Paris est en fait vivement opposé à l'idée de précipiter la phase trois de l'UEM, la création immédiate avec un nombre limité de pays d'une banque centrale européenne et d'une monnaie unique. Le gouvernement français y voit deux risques: celui d'abord de donner l'impression à certains pays de la exclusion (Italie, Espagne...) de la convergence. Celui ensuite de se retrouver dans la «zone mark», au sein d'une «Bubof», comme on dit

déjà à Londres (le mariage de la Bundesbank et du Bank of France) dans un face-à-face déséquilibré avec les «gnomes» de Francfort pour la définition de la politique monétaire.

L'hypothèse d'une union monétaire restreinte immédiate exclut, d'autres sont envisageables. Certains imaginent l'instauration d'une parité fixe entre le franc et le mark. D'autres suggèrent de resserrer la marge de fluctuation entre les monnaies. De 2,25 % à 0,5 %, par exemple, ou même de 0,2 % officiellement pour le franc luxembourgeois. «La France n'est pas la Belgique», s'insurge-t-on à Paris en réaction à cette perspective. Un grand pays comme la France ne peut abandonner sa politique monétaire à une autre puissance. Elle cherche plutôt à la partager.

L'air plus progressive

Une voie, plus progressive, consisterait à accélérer la phase deux sans précipiter la phase trois. On peut imaginer, sans l'annonce, Paris et Bonn pourraient renforcer leur coopération monétaire. La France pourrait donner, à cet égard, l'exemple. Les Allemands d'accorder rapidement à la Banque de France une indépendance (voir la chronique de Paul Fabra dans «Le Monde-Economie» du 30 novembre). Une telle construction, en trois cercles, écarterait la crainte française de l'exclusion puis- que les pays du deuxième cercle, comme l'Italie, seraient toujours dans un mécanisme du type ERM élargi.

Le troisième cercle, enfin, pourrait aider au rapprochement des pays candidats à l'UEM à la CEE. Les relations entre les monnaies de l'écu devraient être définies qu'actuellement. Dans ce scénario, les pays du troisième cercle pourraient retrouver non seulement les monnaies des pays nordiques, mais aussi celles de certains pays d'Europe de l'Est et, si on le souhaite, la Grande-Bretagne.

Cette Europe en trois cercles, est-ce un projet utopique? Le climat politique n'est, il est vrai, guère favorable à une quelconque initiative globale de ce type. Enfin, le pouvoir en France est, on le sait, opposé à toute Europe à deux vitesses. Le traité de Maastricht prévoit pourtant bien explicitement un fonctionnement à deux vitesses au cours de la troisième phase: les pays respectant les critères

admis à participer à l'UEM.

Si les responsables européens refusent aujourd'hui d'imaginer de nouvelles approches, celles-ci pourraient s'imposer à eux qu'ils puissent en maîtriser le développement. Paris et Bonn ne trouvent pas aujourd'hui les moyens de rassurer les marchés en dessinant un avenir monétaire prévisible, le risque d'avoir une Europe à vingt-quatre vitesses. Ou plus peut-être, au rythme de la désintégration actuelle.

ERIK IZRALEWICZ

AFFAIRES

Crise dans la haute couture

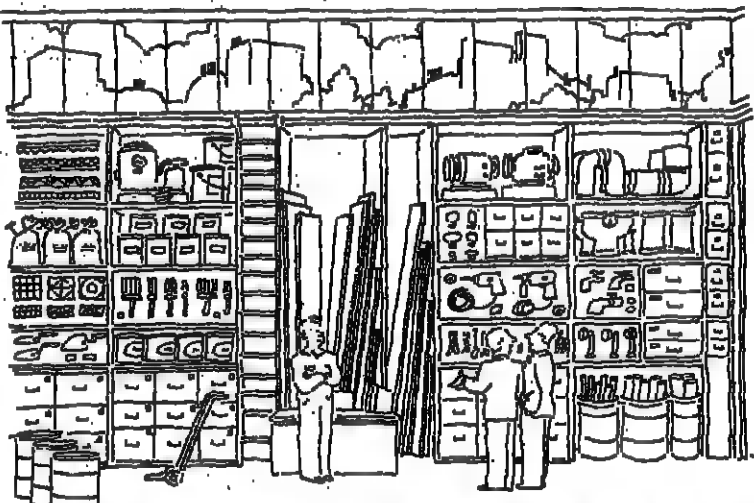
M. Jean-Louis Scherrer est remercié par ses actionnaires

Les actionnaires de la maison Scherrer - le groupe japonais Seibu et Hermès - ont annoncé, mardi 1^{er} décembre, qu'ils avaient mis fin au contrat de M. Jean-Louis Scherrer dans le cadre d'un plan de restructuration de l'entreprise.

C'est en mars 1990 que M. Jean-Louis Scherrer avait été nommé à la tête de la maison, ne conservant que 10 % du capital. Les tentatives de développement entreprises depuis n'ont pas donné les résultats escomptés. La mauvaise conjoncture et les rapports difficiles avec le créateur et les actionnaires ont entraîné le contrat Hermès à remettre 80 millions de francs à la société qui a déjà un chiffre d'affaires de 140 millions de francs.

«Nous allons procéder à un plan d'économie et à un plan de développement», a annoncé M. Patrick Thomas, président-directeur général de l'entreprise. Le plan d'économie va entraîner le licenciement de la moitié des 135 salariés. La réalisation du plan de développement sera confiée à l'industriel japonais et les actionnaires à Paris. Les nouveaux responsables comptent, aussi, relancer l'activité haute couture qu'ils ont confiée à M. Erik Mortensen, ancien créateur de la maison Parfums Balmain. La but de cette restructuration est de remettre l'entreprise en 1993. M. Jean-Louis Scherrer, qui conteste sa mise à l'écart, s'apprête à saisir les tribunaux.

F. CH.



DANS UN MONDE OÙ IL FAUT TOUJOURS SE RÉPÉTER, NOUS VOUS OFFRONS UN INTERLOCUTEUR UNIQUE.

Le Réseau Eurisys délègue un chef de projet, quotidiennement responsable auprès de vous. Le Réseau Eurisys accompagne votre projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à l'assistance à l'exploitation. Dans le monde, il rassemble cinq mille personnes au sein de six pôles d'activités complémentaires: conseil, ingénierie, informatique, mécanique, maintenance, documentation et information, et assistance technique.

EURISYS

INGENIERIE ET SERVICES

C'est parce que nous sommes plusieurs que nous sommes unique.

14-15, PLACE GEORGES POMPIDOU, MONTIGNY LE SECY (77120). Tél. 01 69 61 62.

AMÉRIQUE DU SUD

Il y a des Marchés qui Méritent le Déplacement

ARGENTINE, CHILI, VENEZUELA, PARAGUAY, URUGUAY, BRÉSIL, COLOMBIE, ÉQUATEUR... Autant de pays, autant de marchés à développer et à conquérir. L'exemple des grands groupes internationaux français dans des domaines aussi variés que l'automobile, les communications, l'énergie, l'agro-alimentaire, etc...

AEROLINEAS ARGENTINAS vous ouvre les portes de l'Amérique du Sud et plus particulièrement celles de l'Argentine, oïlant aux hommes d'affaires, aux industriels, des marchés à forts potentiels.

Tout est prêt maintenant pour vous accueillir.

AEROLINEAS ARGENTINAS, 11 vols par semaine depuis l'Europe vers l'Amérique du Sud, plus de 50 vols inter-américains depuis Buenos Aires vers les grands centres de chaque pays.

Une flotte moderne, un accueil et un service à bord parfaits pour savourer immédiatement l'hospitalité légendaire de l'Argentine. L'Amérique du Sud des Affaires par AEROLINEAS ARGENTINAS, un monde à conquérir.

Pour en savoir plus, appelez votre Agence de Voyages ou AEROLINEAS ARGENTINAS.

AEROLINEAS ARGENTINAS

77, Champs-Élysées - 75008 PARIS
Tél.: (1) 43.59.02.96 - Fax: (1) 45.63.77.43

E. COE

L'UAP riposte à Suez

La Société d'Assurance des Péniches (SAP) a riposté à l'attaque de Suez. Elle a annoncé qu'elle allait déposer une plainte contre la compagnie égyptienne pour violation de la loi sur le transport fluvial. La SAP, basée à Paris, gère des péniches sur le canal de Suez. Elle accuse Suez de vouloir lui imposer des conditions de transport défavorables.

La SAP a également annoncé qu'elle allait augmenter ses tarifs pour couvrir les coûts de l'entretien du canal. Elle a déclaré que ces augmentations étaient nécessaires pour assurer la pérennité du canal et la sécurité des navires.

La Mixte perd un procès contre Allianz

La Mixte, une société française, a perdu un procès contre Allianz, une compagnie d'assurance allemande. Le tribunal a jugé que la Mixte n'avait pas respecté les conditions de son contrat d'assurance. Allianz avait refusé de verser une indemnité à la Mixte, qui avait subi un incendie.

La Mixte a annoncé qu'elle allait faire appel de la décision du tribunal. Elle a déclaré qu'elle était convaincue de sa victoire en appel.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Le bilan de l'opération lancée par M. Bérégovoy

De 120 000 à 150 000 chômeurs de longue durée « évités » en dix mois

M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, devait rendre public, mercredi 2 décembre, le bilan de l'opération « 900 000 chômeurs de longue durée », lancée à la demande de M. Bérégovoy. Cette action, exceptionnelle par son envergure, aura au moins le mérite de mobiliser tout le service public de l'emploi et de faire baisser de 6 %, en cinq mois, le nombre de chômeurs de longue durée.

Sur le plan des résultats, le bilan de l'opération « 900 000 chômeurs de longue durée » est impressionnant. Depuis le 1^{er} février, elle a

évité 120 000 chômeurs de longue durée, jusqu'au 31 octobre, l'ANPE, l'APPA, etc., ont réalisé 1 030 000 entretiens individuels. Au cours des dix premiers mois de 1992, 700 000 chômeurs ont été évités, soit 100 000 de plus qu'en 1991 (+ 33 %).

Les chômeurs ayant une ancienneté de plus de trois ans, qui avaient été 16 % en 1991, ont diminué de 10 % en cinq mois. Sur les cinq derniers mois, le chômage de longue durée a baissé de 6 % et, avec 31 000 chômeurs de moins, s'établit à 119 000.

Une évaluation du ministère du travail, qui peut estimer entre 120 000 et 150 000 le nombre

de chômeurs de longue durée évités grâce à ce dispositif, si on applique à ceux-ci les taux de sortie de l'ensemble des chômeurs ou au moins des chômeurs de longue durée en 1991, sans tenir compte de l'évolution conjoncturelle récente. Mais, pendant le même temps, 770 000 demandeurs d'emploi ont été évités à leur troisième mois de chômage, remplissant ainsi, à nouveau, le rôle que l'on essayait de vider.

Quant à devenir des personnes qui ont fait l'objet de cette mesure, il est difficile à apprécier, puisque les résultats du programme n'apparaissent qu'avec la durée, et que les chiffres officiels, qui sont une photographie instantanée qui additionne les résultats au 1^{er} février et les chômeurs reçus dans les dix premiers jours d'octobre.

Et pour 11 000 sont entrées en 1992. Par ailleurs, 275 000 ont eu cours de poursuites ou « dans les tuyaux », en attendant d'un emploi ou d'un CES (40 000), d'une formation (20 000) ou d'un contrat de travail (une des prestations de l'ANPE (75 000), devant subir un entretien supplémentaire (70 000), et, enfin, l'objet d'un suivi social en matière de leur insertion (70 000). Au total du compte, il demeure 260 000 personnes pour lesquelles aucune solution immédiate n'a été trouvée, et qui se divisent en deux grandes catégories.

Pour deux tiers, il s'agit de personnes qui connaissent une grande détresse personnelle, familiale ou sociale, qui ont des difficultés de logement, par exemple, ou qui sont même sans domicile fixe.

Pour un tiers, à l'inverse, ce sont des personnes qui ont une qualification reconnue et à qui il n'a pourtant pas été possible d'offrir un emploi. Parmi ces dernières, on trouve beaucoup de cadres de plus de quarante-cinq ans.

En grandes masses, et à cet instant précis, cette opération, qui sera poursuivie, aura permis d'apporter une réponse dans sept cas sur dix. 18 % ont été mis en relation avec un employeur, 17 % ont vu leur dossier en formation, 12 % ont été orientés vers un CES, 5 % font l'objet d'un suivi social, 20 % auront un nouvel entretien. Enfin, 28 % sont sans solution, au moins dans l'immédiat.

A. L.

Les cadres de plus de quarante-cinq ans

Quoi qu'il en soit, et à partir du million d'entretiens, il faut distinguer plusieurs situations. On retiendra déjà les 100 000 dossiers de personnes qui ont « spontanément » disparu, ceux qu'ils aient arrêté de chercher un emploi, soit qu'ils soient malades, handicapés ou retraités. Resteront donc 870 000 personnes.

Parmi elles, 610 000 sont des personnes qui ont une qualification reconnue et à qui il n'a pourtant pas été possible d'offrir un emploi. Parmi ces dernières, on trouve beaucoup de cadres de plus de quarante-cinq ans.

En grandes masses, et à cet instant précis, cette opération, qui sera poursuivie, aura permis d'apporter une réponse dans sept cas sur dix. 18 % ont été mis en relation avec un employeur, 17 % ont vu leur dossier en formation, 12 % ont été orientés vers un CES, 5 % font l'objet d'un suivi social, 20 % auront un nouvel entretien. Enfin, 28 % sont sans solution, au moins dans l'immédiat.

A. L.

Une action qui méritait mieux

Par Alain Lebaube

Quel dommage que M. Bérégovoy, ministre du travail, n'ait pas, dès le début de son mandat, lancé une opération « 900 000 chômeurs de longue durée » des objectifs que celle-ci ne pouvait avoir.

Il n'était pas possible de trouver une solution « individuelle » pour ces chômeurs de longue durée, inscrites depuis plus d'un an, et qui étaient encore plus exclu qu'il n'y a eu de chômeurs de longue durée au 1^{er} janvier prochain, car ils n'avaient pas pu bénéficier du premier ministre, le 10 mai à l'heure de vérité.

Cette action méritait mieux. Elle a l'accent sur une plaie française, qui est dangereuse-

ment avec le million de chômeurs de longue durée. Elle a permis, jusqu'à l'excès, l'intense mobilisation de l'ensemble du service public de l'emploi qui s'est redécouvert, à cette occasion, des responsabilités qu'il avait fini par oublier. Surtout, elle a démontré que l'on pouvait trouver des réponses, en nombre, et a apporté aux intéressés la preuve que l'on ne préoccupe pas d'eux, alors qu'ils en doutaient.

Tout en étant considérables, les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des ambitions affichées. Il faut donc poursuivre l'effort, et c'est ce que le gouvernement a décidé de faire en accordant de nouveaux moyens à cette cause.

CONJONCTURE

Selon la note d'information et publicité

La reprise de la publicité ne devrait pas être au rendez-vous de 1993

Les investissements publicitaires dans les médias se sont effondrés en 1991. Et la reprise n'est pas au rendez-vous de 1992 ni de 1993, selon la note de conjoncture que vient de publier l'Association et publicité (AP).

Attendue en 1992, la reprise publicitaire ne devrait pas être au rendez-vous de 1993, selon la conjoncture. Le Comité marketing international (CMI) Information et publicité (filiale d'Havas) et régisseur RTL, qui étudie la situation de dix pays européens, ainsi que celle des États-Unis et du Japon. Pays phare du domaine de la publicité - en 1990, les revenus des agences y représentaient 58,6 % du total des revenus mondiaux. - les États-Unis ont connu une année noire en 1991, marquée par un recul des investissements publicitaires dans les médias de 4 %.

La curieuse alchimie des Jeux olympiques, de l'Exposition universelle de Séville et de la récente élection présidentielle a tonifié le marché de la publicité, qui oscillait entre + 3,5 % et + 5,4 % l'année dernière. Mais Madison Avenue, où sont installés à New-York les plus grands groupes publicitaires, ne retrouve le

sourire pour autant : l'année 1993 devrait être tout juste positive et sa croissance moindre qu'en 1992 (entre + 1,5 % et + 3,5 %), du fait de la menace de l'effondrement des marchés locaux et des médias pris dans les vagues d'incertitude.

La Grande-Bretagne, sévèrement touchée en 1990 et en 1991 par une baisse drastique des investissements dans les médias de plus de 5 %, ce qui a affecté à la fois les journaux (magazines, presse technique et professionnelle) et la télévision, devrait, selon l'Advertising Association, connaître un taux de croissance de 2,1 % en 1992, davantage dû à des augmentations de tarifs que de volumes. Mais le niveau des investissements demeure très inférieur à celui de 1987. Pour 1993, les prévisions font état d'un léger accroissement qui devrait bénéficier tout à la radio, au raison de la création de nouvelles stations locales.

Baisse de rythme

L'Allemagne, la Suisse, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Italie affichent une baisse de rythme en 1992-1993, avec des difficultés pour la presse italienne et, en revanche, un gain publicitaire supplémentaire pour la télévision, qui, avec des chaînes

ÉTRANGER

170 milliards de francs pour les travaux publics

Le Parlement japonais adopte un budget supplémentaire de relance

TOKYO

de notre correspondant

La Chambre basse a adopté, mardi 1^{er} décembre, le budget supplémentaire proposé par le gouvernement, qui doit permettre la mise en œuvre d'un plan de relance économique de 100 000 milliards de yens (430 milliards de francs) annoncé au août.

La loi de relance a pu être votée après que le parti gouvernemental a accepté le principe de l'opposition de convoquer devant le Dôme le ministre de l'Économie, M. Morihiro Hosokawa, impliqué dans le scandale Sagawa Kyabirin. L'ex-premier ministre Takeshita

sera en outre appelé à comparaître à nouveau, cette fois devant la commission budgétaire du Sénat.

L'adoption de ce collectif budgétaire doit notamment permettre de financer des travaux publics d'un montant de 7 700 milliards de yens (170 milliards de francs) prévus pour l'exercice budgétaire 1992 qui s'achève en mars prochain.

En raison d'une chute des recettes fiscales, le déficit entraîné par ces dépenses supplémentaires sera financé partiellement par la vente de bons d'État. Cette baisse des recettes est due à la diminution des bénéfices imposables des entreprises consécutive au ralentissement de la croissance.

Ph. P.

IMMOBILIER

Un projet de loi pour protéger les locataires

Les marchands de biens doivent proposer un relogement

M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement, devait présenter mercredi 2 décembre au conseil des ministres une communication sur la protection des occupants des logements vendus à des marchands de biens : une offre de relogement dans leur être, en cas d'interruption de bail, et les loyers seront soumis à autorisation.

En délicatesse avec le groupe socialiste tenu du calendrier du Parlement, M^{me} Lienemann a pu faire voter une grande loi sur les marchands de biens, comme elle l'espérait initialement. Elle ne pourra cependant pas être votée avant la fin de l'année, car le projet de loi doit être soumis au conseil des ministres.

Désireuse d'agir vite, elle reprend donc la formule qu'elle avait déjà expérimentée un septennat sur le même sujet : s'adresser à la loi Sapin sur la transparence de la vie politique française. A la fin de l'été, M^{me} Lienemann avait en effet réussi à ajouter un paragraphe à ce texte, prévoyant l'introduction de la loi de protection des occupants des logements vendus à des marchands de biens.

Deux articles supplémentaires ont été ajoutés : le premier oblige le bailleur, en cas d'interruption de bail, à proposer un relogement.

Un locataire, correspondant à ses besoins et à ses possibilités financières. En effet, le nombre de locataires appartenant à des catégories de population défavorisées (personnes âgées, ménages en situation précaire), qui ont accepté moyennant indemnisation financière de quitter leur logement, se sont multipliés en nombre. La deuxième amendement gouvernemental ajouté à la loi Sapin concerne les travaux abusifs qui rendent la vie impossible aux occupants et les incitent à partir : les travaux sont désormais soumis à une autorisation, « l'État ou le relogement des occupants ». En cas d'infraction, les occupants peuvent se faire assister par le juge, et les travaux doivent être prévus, et les occupants doivent être informés de la situation de leur logement ou de leur situation personnelle. Enfin, le projet de loi annonce un projet de loi complétant ces mesures (sur l'information des occupants, des garanties des acheteurs après la rénovation).

FRANÇOISE VIVIER

Le mètre carré à 20 000 francs

Les notaires confirment la décelération de la baisse des prix

Les notaires, qui publient des statistiques tous les trimestres, ont confirmé, mardi 1^{er} décembre, une décelération de la baisse des prix du mètre carré dans l'ancien, à Paris, au cours du troisième trimestre.

Selon leur indice, la baisse du troisième trimestre est de 2,87 %, moins forte qu'aux deuxième et premier trimestres (- 4,97 % et - 3,02 % respectivement). Sur les neuf premiers mois, la baisse s'établit à 10,5 % à comparer avec 12,5 % de 0,9 % pour l'ensemble de l'année 1991. Le prix moyen du mètre carré s'établit à 20 000 francs en 1992, contre 21 000 francs en 1991. Le plan de volume, le marché a été particulièrement morose au troisième trimestre : - 19,4 %, à comparer avec une baisse moyenne de 27,2 % en 1991. Par rapport aux données de 1990, la baisse est de 34 %. Avec 5 100 transactions au troisième trimestre, l'hypothèse d'une fourchette de transactions comprise entre 23 000 et 25 000 pour l'année 1992 est probable aux notaires.

Ces statistiques au 30 septembre sont en décalage de quelques semaines par rapport au rythme de la négociation et de la signature de la promesse de vente. Elle portent donc sur des affaires négociées au deuxième trimestre 1992. Les notaires, parlant de décelération de la baisse des prix, n'en sont pas encore à constater le palier de plus en plus fréquemment évoqué, mais par l'Agence publiée il y a quelques jours par la revue de particulier à particulier (du 20 novembre) sur le premier trimestre qui va jusqu'à annoncer une légère remontée des prix.

F. V.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Région de Basse-Normandie Préfecture de Calvados
Préfecture de l'Eure

Projet de réalisation de l'autoroute A 29 Section Pont de Normandie-A 13

Avis d'enquête publique

Par arrêté conjoint du 3 novembre 1992, le Préfet de la région Basse-Normandie, Préfet de Calvados, et Préfet de l'Eure ont ordonné l'ouverture de l'enquête publique :

- préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la section Pont de Normandie - A 13 de l'autoroute A 29 sur les communes de BEUZEVILLE (Eure), FOURNEVILLE, GONNEVILLE-SUR-HONFLEUR, HONFLEUR, QUETTEVILLE, LA RIVIERE-SAINT-SAUVEUR, SAINT-BENOIT-D'HEBERTOT, SAINT-GATIEN-DES-BOIS et LE THEIL-EN-AUGE (Calvados) ;
- sur la mise en compatibilité des plans d'occupation du sol des communes de FOURNEVILLE, GONNEVILLE-SUR-HONFLEUR, HONFLEUR, QUETTEVILLE, LA RIVIERE-SAINT-SAUVEUR, SAINT-BENOIT-D'HEBERTOT, SAINT-GATIEN-DES-BOIS et LE THEIL-EN-AUGE.

Cette enquête se déroulera du lundi 30 novembre 1992 au mardi 5 janvier 1993 :

La phase d'enquête, composée :

- **Présidente :** M. PRUNET Francis, La Giroitière, 14130 SAINT-GATIEN-DES-BOIS.
- **Membres :** M. GRENON Maurice, 10, bd de La Fibre, 14220 THURY-HARCOURT - M. HEURTIN Guy, 14270 MAGNY-LA-CAMPAGNE.

son siège : Préfecture de Calvados où les correspondances pourront lui être adressées.

Les pièces du dossier d'enquête ainsi que des registres d'enquêtes seront déposés :

- à la Préfecture de Calvados (direction des relations avec les collectivités locales et finances de l'Etat), du lundi au jeudi, de 9 h 30 à 17 h, le vendredi, de 9 h 30 à 16 h, jours fériés exceptés.
- à la Préfecture de l'Eure (direction de la coordination des affaires économiques), du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h, jours fériés exceptés.
- à la Sous-Préfecture de LISIEUX (du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h, le vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h), jours fériés exceptés.
- à la Sous-Préfecture de BERNAY (du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30, jours fériés exceptés).
- aux mairies de BEUZEVILLE, FOURNEVILLE, GONNEVILLE-SUR-HONFLEUR, HONFLEUR, QUETTEVILLE, LA RIVIERE-SAINT-SAUVEUR, SAINT-BENOIT-D'HEBERTOT, SAINT-GATIEN-DES-BOIS et LE THEIL-EN-AUGE tous les jours d'ouverture, jours fériés exceptés.

afin que chacun puisse prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres ou adresser par écrit aux membres de la commission d'enquête.

La commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public :

- BEUZEVILLE, le jeudi 10 décembre 1992, de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h.
- FOURNEVILLE, le vendredi 11 décembre 1992, de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h.
- LA RIVIERE-SAINT-SAUVEUR, le mercredi 23 décembre 1992, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h.
- HONFLEUR, le mardi 11 janvier 1993, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h.

IL POURRA ÊTRE PRIS CONNAISSANCE D'UNE COPIE DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE DANS CHAQUE LIEU D'ENQUÊTE PENDANT UN DELAI D'UN AN A PARTIR DE LA DATE DE CLÔTURE DE L'ENQUÊTE.

PAR AILLEURS, LES PERSONNES INTÉRESSÉES POURRONT OBTENIR COMMUNICATION DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS EN S'ADRESSANT AU PRÉFET DE LEUR DÉPARTEMENT DANS LES CONDITIONS PRÉVUES AU TITRE PREMIER DE LA LOI DU 17 JUILLET 1978.

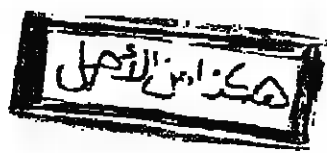
CAEN, le 3 novembre 1992, EVREUX, le 3 novembre 1992,
le Préfet de Basse-Normandie, le Préfet de l'Eure.
J. BESSE Jean-François SELLIER

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12 ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS

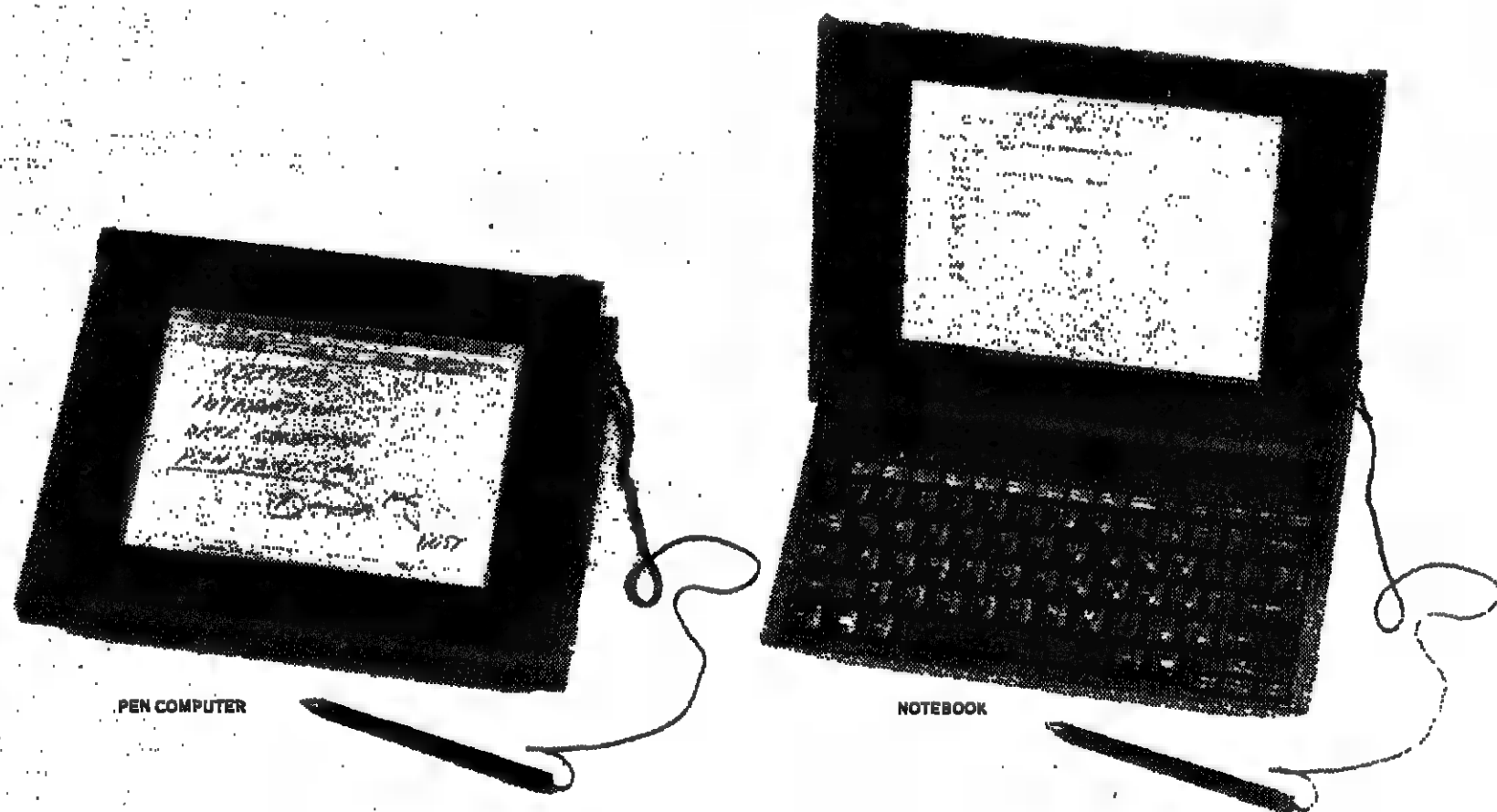
Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE



Cet ordinateur est unique au monde.

Voulez-vous savoir pourquoi?



Voici le Grid Convertible, le premier ordinateur au monde équipé d'un stylo ■ d'un clavier travaillant vraiment en parfaite harmonie. Même les débutants les moins avertis ont désormais accès au dernier cri de la technologie.

Ouvert, c'est un ordinateur de type Notebook classique - puissance et capacité mémoire en plus. En guise de souris, vous disposez d'un stylo électronique particulièrement commode que vous utilisez directement sur l'écran.

Fermé, ■■■ Grid Convertible passe en fonctionnement Pen-Windows: vous pouvez écrire sur l'écran, prendre des notes, remplir des questionnaires ou des formulaires préprogrammés. L'ordinateur ■ charge de traduire ■■■■ manuscrit en ■■■■ électronique.

L'ensemble ■■ monté dans un boîtier léger ■■ antichoc. L'écran ■■ logé dans un châssis en alliage d'aluminium spécial.

Cette carte-réponse vous donne l'occasion d'entrer de plain-pied dans ■■ futur. Si vous ■■■■ prêt à avancer, renvoyez-la dès aujourd'hui.

- ☐ Oui, je souhaite ■■ savoir plus sur le Grid Convertible.
☐ Oui, je souhaite en savoir plus sur les produits Tandy Grid.
☐ Contactez-moi!

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____ Téléphone _____

TANDY GRID

Renvoyez ■■ coupon ■■ Tandy Grid, B.P. 2000, 92000 Nanterre La Défense



مركز النظم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Jeudi 3 décembre 1992 23

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES		
5^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			STUDIO		
STUDIO	31, rue de la Chapelle	7 714	2 PIÈCES	175, bd. Filles-du-Calvaire	5 100	33 m², 3 ^e étage	NEUILLY	3 845
52 m², RC	AGIFRANCE - 43-31-73-41	+ 855	51 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-35-45-45	+ 710	33 m², 3 ^e étage	NEUILLY	+ 478
park., terrasse 11 m²	Frais de commission	4 778	3 PIÈCES	122, bd. Reigmoles	7 820	poss. parking	GCI - 40-16-28-71	270
81 m², 3 ^e étage	4, rue de la Colétière	9 200	68 m², 1 ^{er} étage	GCI - 40-16-28-71	+ 734	3 PIÈCES	NEUILLY	6 800
parking, cave, cuisine équipée	GERER - 48-42-25-40	+ 740	3 PIÈCES	5, rue de la Chapelle	8 856	71 m², 2 ^e étage	NEUILLY	+ 1 090
	Frais de commission	8 830	59 m², 1 ^{er} étage	GCI - 40-16-28-71	+ 1 148	poss. parking balcon	CAENAN - 48-42-25-40	5 022
7^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES		
PIÈCES DUPLEX	111, bd. Le-Tour-Maubourg	18 694	3 PIÈCES	76, rue de la Chapelle	5 200	96 m², 7 ^e étage	NEUILLY	12 785
141 m², 6 ^e étage	AGIFRANCE - 43-31-73-41	+ 3 270	64 m², 5 ^e étage	AGF - 44-35-45-45	+ 895	96 m², 7 ^e étage	AGIFRANCE - 43-31-73-41	+ 1 820
	Frais de commission	13 303	68 m², 5 ^e étage	AGF - 44-35-45-45	+ 990	terrasse 28 m²	AGIFRANCE - 43-31-73-41	9 083
11^e ARRONDISSEMENT			78 YVELINES			8 PIÈCES		
PIÈCES	7, rue de la Chapelle	4 600	3 PIÈCES	2-10, rue de la Chapelle	5 300	Imm. récent	NEUILLY	15 450
140 m², 2 ^e étage	AGF - 44-35-45-45	+ 380	68 m², 5 ^e étage	AGF - 44-35-45-45	+ 990	150 m², 2 ^e étage	NEUILLY	+ 2 850
	Frais de commission	3 273	78 m², 3 ^e étage	AGF - 44-35-45-45	+ 771	parking	CAENAN - 48-42-25-40	11 124
12^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE			6 PIÈCES DUPLEX		
4 PIÈCES	45, rue de Courcelles	18 810	3 PIÈCES	128-130, rue Campa	7 500	Imm. récent	PUTEAUX	10 650
171 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-35-45-45	+ 1 740	78 m², 3 ^e étage	GERER - 48-42-25-40	+ 680	135 m², 6 ^e étage	PUTEAUX	+ 1 320
	Frais de commission	13 385	parking	AGF - 44-35-45-45	4 278	parking	SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-88	7 688
14^e ARRONDISSEMENT			93 SEINE-SAINT-DENIS			4 PIÈCES		
2 PIÈCES	3-7, rue des Nanettes	4 680	STUDIO	70, rue de la Chapelle	2 295	110 m², RC	SAINT-CLOUD	10 600
50 m², 5 ^e étage	AGF - 44-35-45-45	+ 422	27 m², 3 ^e étage	GCI - 40-16-28-70	+ 380	balcon 18 m²	SAINT-CLOUD	+ 1 100
parking	AGF - 44-35-45-45	3 330		Frais de commission	182	sur parc	SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-88	8 275
3 PIÈCES	7-9, rue de la Chapelle	6 500	94 VAL-DE-MARNE			3 PIÈCES		
73 m², 2 ^e étage	SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44	+ 1 043	3 PIÈCES			Imm. récent	FONTEINAY-SOUS-BOIS	4 405
parking	Frais de commission	4 680	5 PIÈCES			71 m², RC	FONTEINAY-SOUS-BOIS	+ 828
15^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			parking	FONTEINAY-SOUS-BOIS	3 171
4 PIÈCES	1, rue de la Chapelle	9 595	5 PIÈCES			Imm. récent	FONTEINAY-SOUS-BOIS	+ 1 480
101 m², 5 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 760	3 PIÈCES			104 m², 5 ^e étage	FONTEINAY-SOUS-BOIS	4 343
parking	Frais de commission	7 182	3 PIÈCES			parking	NOGENT	7 188
12^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			70 m², RC	NOGENT	+ 577
3 PIÈCES	78, rue de la Chapelle	6 145	2 PIÈCES			terrasse 19 m²	VINCENNES	8 138
Imm. récent	LOCARE - 40-61-68-00	+ 582	4 PIÈCES			58 m², 1 ^{er} étage	VINCENNES	+ 800
120 m², 5 ^e étage balcon	Frais de commission	5 322	4 PIÈCES			parking	VINCENNES	3 800
4/5 PIÈCES	107, av. Michel Bizot	8 055	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
110 m², 4 ^e étage balcon	CIGIMO - 48-00-58-99	+ 896	4 PIÈCES			91 m², 3 ^e étage	VINCENNES	+ 800
	Honoraire de location	8 070	4 PIÈCES			parking	VINCENNES	8 000
14^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			4 PIÈCES		
3 PIÈCES	18, place Brancusi	6 140	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
110 m², 2 ^e étage	SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44	+ 854	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
parking	Frais de commission	4 420	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
15^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			4 PIÈCES		
3 PIÈCES	4, rue du Bocage	7 700	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
70 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 587	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
parking, balcon	Frais de commission	5 814	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
15^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			4 PIÈCES		
2/3 PIÈCES	3, place Violot	8 500	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
75 m², 5 ^e étage	SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44	+ 1 548	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
15^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			4 PIÈCES		
5 PIÈCES	37, av. de Lowendal	21 500	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
186 m², 2 ^e étage	AGF - 44-35-45-45	+ 2 200	4 PIÈCES			4 PIÈCES		
	Frais de commission	16 299	4 PIÈCES			4 PIÈCES		

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION

CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
Le Service Immobilier

GENERALI

LOC INTER
Transacteurs Tel. 15 15 15 15

AGIFRANCE
GROUPE C&F DES C&F

LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER

SOLVEG
LOCATION ET GESTION

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 2 DECEMBRE

Cours relevés à 13 h 31

[illegible]

COMPTANT (selection)

SICAV (sélection)

1/12

VALEURS	% du sem.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emis/sem. Frais Ind.	Rachet net	VALEURS	Emis/sem. Frais Ind.	Rachet net	VALEURS	Emis/sem. Frais Ind.	Rachet net
Obligations			CATMEX (R) Complet	2807	2807	Pemolde (R)	383	383	Etrangères			Ardem	89 85	191 88	France-Region	1094 43	1023 43	Prévoy. Econom.	118 02	114 87
101 78	3 83	101 78	Cat Lyon Alimont	280	280	Revello	825	825	Amst-gm	7811 50	7811 50	Amst-gm	7811 50	7811 50	Franch-Associat.	38 38	38 38	Priv-Associat.	30885 80	30885 80
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44 47	Prévoy. Econom.	872 37	848 05
102 88	12 10	102 88	Cat Orléans	280	280	Revello	129 80	129 80	Amst-gm	801 32	801 32	Amst-gm	801 32	801 32	Franch-Associat.	44 47	44			

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

La sixième Journée mondiale du sida

Le nombre des séropositifs devrait tripler d'ici à l'an 2000

L'occasion de la sixième Journée mondiale de lutte contre le sida, le débat sur la préservation de l'Eglise catholique a été proposé par le journal l'Alsace. M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a exprimé, « à titre personnel », sa « perplexité » face à l'attitude de l'Eglise, estimant que « la modernité avance ».

Le soir même sur Radio-Montecarlo, le Père Jean-Michel Di Falco, porte-parole de l'épiscopat français, a souligné l'usage du préservatif, puis qu'elle n'est pas limitée à la contraception.

Interrogé sur la progression de la maladie, le directeur de l'Organisation mondiale de la santé, le nombre de séropositifs devrait plus que tripler d'ici à l'an 2000.

passant d'environ 12 millions de personnes à quelque 35 millions, - le Père Di Falco a évoqué sa récente rencontre avec le professeur Léon Schwartzberg, qui proposait « trois moyens de se protéger contre la maladie du sida : la fidélité, la continence, le préservatif ». « Parmi eux, l'Eglise a retenu les deux premiers (...), qui correspondent aux valeurs auxquelles elle est attachée », a déclaré le Père Di Falco.

La « troisième guerre mondiale »

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondante

On a pu pour la première fois par les Nations unies à l'initiative du programme pour le développement de l'ONU (CNUD), la Journée mondiale du sida à l'occasion pour le directeur général de l'OMS, le joueur de tennis Arthur Ashe et quelques

de l'effort d'attirer l'attention des dirigeants du monde sur la dimension d'un engagement communautaire contre la pandémie. « C'est une nouvelle guerre mondiale qu'il nous faut », a déclaré le directeur général de l'OMS, le joueur de tennis Arthur Ashe et quelques

A l'école des enfants malades

Parmi les nombreuses manifestations organisées pour la Journée mondiale du sida, mardi 1^{er} décembre, une école de l'Institut de l'Enfance nationale et de la culture, M. Jean Lang, dans les classes d'école de l'hôpital Necker à Paris a focalisé l'attention sur le problème du sida scolaire des enfants malades, le plus particulièrement de ceux atteints du sida. « L'enfant porteur du VIH, dit-il, n'est pas un enfant malade, mais un enfant atteint de maladies chroniques, dont on ne peut rien faire, à moins que l'on ne fasse quelque chose que possible », a déclaré le ministre de la Santé, son texte de présentation.

Au quatrième étage de l'hôpital Necker, dans le service d'immunohématologie du professeur Griscelli, une salle aux grandes fenêtres, aux tables et aux chaises, des enfants de tous âges, toutes les cultures et toutes les pathologies, ont été réunis. Le professeur Griscelli et M. Claude Reyres, directeur de cette école publique à part entière (douze classes, douze enseignants spécialisés et trois professeurs), ont pu ainsi d'avoir le premier pas d'enseignement en milieu hospitalier, en 1991. Entre septembre 1991 et juin 1992, 2 000 enfants ont été accueillis à l'hôpital Necker. En France, en 1991, 2 000 instituteurs ont travaillé dans soixante-huit hôpitaux, et près de 9 000 élèves ont bénéficié d'une éducation temporaire ou à l'année.

Les enseignants de Necker ont suivi une formation spécifique

Sur ce dernier point, a-t-il ajouté, il faut mettre l'accent sur les droits des individus et les droits à l'emploi des personnes atteintes par le virus. M. Boutros-Ghali s'est adressé aux enfants eux-mêmes : « La maladie qui les frappe ne doit pas être un objet de honte. Se cacher, se taire, c'est se faire du mal. Qu'ils parlent au grand jour », a-t-il ajouté. « C'est grâce à eux, et à leur entourage, et de proche en proche, que les responsables des communautés où ils vivent prendront des initiatives ».

Le discours du secrétaire général, bien qu'apprécié, a été néanmoins contesté pour son optimisme et ses arguments pour avoir que nous étions en présence d'une maladie transmissible par le sang et la sueur, et non pas d'une maladie contagieuse. Informés, les éducateurs ont parfaitement accepté de s'occuper de ces enfants parmi les autres.

En France, près de deux millions par jour naissent de mère séropositive, et 20 % à 30 % d'entre eux sont contaminés. Cela représente environ 200 nouveaux-nés porteurs du virus du sida chaque jour. Au 30 septembre 1992, le directeur de la Santé, M. Claude Reyres, a déclaré que l'ensemble des cas de sida déclarés en France, 77 % des enfants nés d'une mère séropositive ont été contaminés (contre 42 % en 1986), 14,8 % ont contracté le virus lors d'une transfusion sanguine et 13,3 % sont hémophiles.

An conseil des ministres

M. Dumas souhaite que les Nations unies accompagnent l'aide humanitaire en Somalie

En rendant compte de la réunion des ministres réunis mercredi 1^{er} décembre, qui visait de créer un comité d'urgence consultatif pour la révision de la Constitution et d'en nommer les membres, M. Louis Mermaz, ministre chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, a expliqué que ce comité devrait « donner son avis sur les propositions de révision de la Constitution rendues publiques par le président de la République » et « des propositions visant à assurer un meilleur équilibre des pouvoirs, à améliorer le rôle de l'indépendance des magistrats, à renforcer les droits des citoyens ». D'après le communiqué officiel publié par l'Elysée, le comité pourra aussi « formuler une recommandation qu'il jugera utile pour adapter les institutions de la République ». (Voir ci-dessus.)

Le cours de ce même conseil des ministres, M. Roland Dumas a expliqué, à propos de la situation en Somalie, qu'il est « souhaitable que ce soit les Nations unies qui assurent la place de l'accompagnement armé

Les relations commerciales CEE-Etats-Unis

La décision américaine de surtaxer certains aciers européens provoque de vives réactions

La décision américaine d'augmenter temporairement les droits de douane sur les aciers plats en provenance de douze pays, parmi lesquels la Belgique, la France, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Allemagne, six Etats membres de la CEE (le Monde du 2 décembre), a déclenché de vives protestations. La Commission européenne, est « choquée » par l'attitude américaine, indiquant, mardi 1^{er} décembre un porte-parole à Bruxelles. Elle « va examiner les mesures adéquates » pour répondre à ce qui, dans certains milieux communautaires, est interprété comme une manifestation pour le moins hostile à la CEE.

Le dialogue Etats-Unis-CEE, rendu difficile par les négociations commerciales sur le volet agricole du GATT, ne va pas sortir apaisé. Le dossier acier pourrait être inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil sur les relations générales de la Communauté, qui doit réunir les Etats membres du GATT lundi 7 décembre.

Paris devrait plaider pour une réponse concertée et espère rallier à son cause la Belgique, l'Italie, l'Espagne, dont les sidérurgies ont été touchées par la décision américaine. Un communiqué publié par le ministère de

l'industrie du commerce extérieur, le gouvernement français a réagi, dénonçant « une force le caractère injustifié et arbitraire » des mesures prises par les Etats-Unis. « L'une des options envisagées serait de proposer au Conseil européen de saisir le comité des subventions du GATT à Genève. Une démarche s'apprêterait à faire les autorités japonaises, concernées par la concurrence de l'acier, en cause de dumping, sur lesquelles le département du Commerce américain a prononcé le 26 janvier.

La réforme de la Constitution

M. Georges Vedel présidera le comité consultatif

Le conseil des ministres du mercredi 2 décembre a adopté le décret créant le comité consultatif chargé de préparer la révision de la Constitution. Le comité sera présidé par M. Georges Vedel, professeur à la faculté de droit de Paris et ancien membre du Conseil constitutionnel, qui présidera la commission de réflexion créée par le premier ministre sur la réforme de la Constitution.

Ce comité est présidé par M. Georges Vedel, professeur à la faculté de droit de Paris et ancien membre du Conseil constitutionnel, qui présidera la commission de réflexion créée par le premier ministre sur la réforme de la Constitution.

Au titre des premiers, siègent M. Jean-Claude Collard, professeur de droit et ancien directeur de cabinet de M. Mitterrand à l'Elysée; M. Michel Delmas-Marty, professeur de droit à l'université Paris-I, qui a présidé la commission Justice pénale; M. Pierre Agabriel, ancien directeur de cabinet de M. Mitterrand à l'Elysée; M. Louis Favoreu, professeur à l'université d'Aix-Marseille; M. Alain Lenoir, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris; M. François Luchaire, ancien président de l'université Paris-I, ancien membre du Conseil constitutionnel, qui avait déjà participé à l'élaboration de la Constitution de 1958; M. Didier Maus, administra-

teur civil, professeur associé à l'université Paris-I; M. Daniel Soulez-Larivière, membre du conseil de l'ordre des avocats à Paris; M. Pierre Sudreau, ministre général de l'Etat.

Le rapporteur général du comité est M. François Schial, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Le comité est composé de trois catégories de personnes : des magistrats, des professeurs d'université et des personnalités qualifiées.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

La réforme de la Constitution

M. Georges Vedel présidera le comité consultatif

Le conseil des ministres du mercredi 2 décembre a adopté le décret créant le comité consultatif chargé de préparer la révision de la Constitution. Le comité sera présidé par M. Georges Vedel, professeur à la faculté de droit de Paris et ancien membre du Conseil constitutionnel, qui présidera la commission de réflexion créée par le premier ministre sur la réforme de la Constitution.

Ce comité est présidé par M. Georges Vedel, professeur à la faculté de droit de Paris et ancien membre du Conseil constitutionnel, qui présidera la commission de réflexion créée par le premier ministre sur la réforme de la Constitution.

Au titre des premiers, siègent M. Jean-Claude Collard, professeur de droit et ancien directeur de cabinet de M. Mitterrand à l'Elysée; M. Michel Delmas-Marty, professeur de droit à l'université Paris-I, qui a présidé la commission Justice pénale; M. Pierre Agabriel, ancien directeur de cabinet de M. Mitterrand à l'Elysée; M. Louis Favoreu, professeur à l'université d'Aix-Marseille; M. Alain Lenoir, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris; M. François Luchaire, ancien président de l'université Paris-I, ancien membre du Conseil constitutionnel, qui avait déjà participé à l'élaboration de la Constitution de 1958; M. Didier Maus, administra-

teur civil, professeur associé à l'université Paris-I; M. Daniel Soulez-Larivière, membre du conseil de l'ordre des avocats à Paris; M. Pierre Sudreau, ministre général de l'Etat.

Le rapporteur général du comité est M. François Schial, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Le comité est composé de trois catégories de personnes : des magistrats, des professeurs d'université et des personnalités qualifiées.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

Le comité est chargé de préparer la révision de la Constitution de 1958.

SOMMAIRE

DÉBATS	Crise : « Aménager, aménager », par Jérôme Monod; « Une économie socialiste de marché », par Maurice Duverger..... 2
ÉCONOMIE	GATT : M. Dumas souhaite que les Nations unies accompagnent l'aide humanitaire en Somalie..... 18
STRANIER	Russie : M. Eltsine s'efforce de consolider son pouvoir..... 3
POLITIQUE	Les propositions de réforme de la Constitution..... 8 et 9
SOCIÉTÉ	Les suites de l'affaire Eltsine..... 11
ÉDUCATION • CAMPUS	Le premier journal qui sort les banlieues de l'obscurité..... 14 et 15
CULTURE	Musiques : les Transmutations de Rennes; le retour des réalistes..... 17
ARTS • SPECTACLES	Les beaux habits de M. Dumas; les instruments de la musique; le monde d'un film; Photographie : Walker Evans et Dan Graham..... 29 à 38
Services	Abonnements..... 2
	Annuaire classé..... 22 et 23
	Automobile..... 16
	Carnet..... 18
	Marchés financiers..... 24 et 25
	Météorologie..... 26
	Mots croisés..... 17
	Radio-Télévision..... 26
	La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3615 LM
	Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » daté du 29 à 38
	Le numéro du « Monde » daté 2 décembre 1992 a été tiré à 491 472 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » :

littérature pour la jeunesse, jeunesse de la littérature

A l'occasion du Salon du livre de jeunesse de Montreuil, le plus important salon français consacré à la littérature de jeunesse, le Monde des livres présente un recueil de quatre pages qui éclaire ce secteur en trois points stratégiques : la culture écrite, l'économie, l'éducation. Sur les éditeurs, parlers, portraits de auteurs invités, l'équipe de voyage par le livre. Regards sur la littérature jeunesse : Edgar Reichmann évoque Liviu Rebreanu, dans le chef-d'œuvre, Madeline, paru en 1927, est enfin traduit. Bianciotti analyse le Livre des heures, que le jeune Cloran écrit, à vingt-quatre ans, dans sa langue natale.

Un métier : Scénariste de cinéma.

Depuis vingt ans, l'ESEC forme des professionnels de l'audiovisuel. Elle produit et réalise, avec ses étudiants, des films de fiction et documentaires primés dans les festivals internationaux. Son œuvre, en janvier 1993, le premier enseignement au métier de scénariste professionnel de cinéma et de télévision.

L'école internationale des images et des sons ESEC

21 rue de Citeaux 75012 PARIS 43 42 43 22

Le monde
Ville Lumière
le premier journal qui sort les banlieues de l'obscurité
SOS
TSIGANES :
éternel indésirable, ce peuple est à nouveau menacé
vente en kiosque 10 F

هكزان الفصل

Chez IC c'est Noël toute l'année et encore plus à Noël.

A placer sur votre sapin:



A placer sous votre sapin:



Macintosh Classic

4 123 F ht

2/40. Logiciel ClarisWorks.
+ 890 F ht.

Avec l'imprimante StyleWriter
+ 1 686 F ht. (2000 F ht.)
En 4/40 + 505 F ht. (600 F ht.)

Offre étudiants/enseignants



Macintosh LC

7 496 F ht

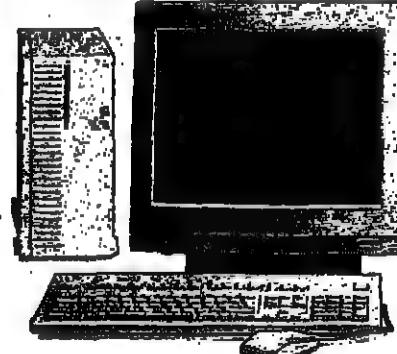
4/40. Moniteur couleur 12".
Logiciel ClarisWorks.
+ 890 F ht.

Quadra 700

30 720 F ht

4/40. Moniteur couleur 16".
Clavier étendu. 36 434 F ht.

Quadra 700. 4/230. Moniteur
couleur 16". Clavier étendu.
47 760 F ht. 56 643 F ht.



Macintosh II vx

20 900 F ht

4/80. Moniteur couleur 13".
Clavier étendu. 24 787 F ht.

PRODUITS GARANTIS D'ORIGINE APPLE.

Certains Macintosh n'ont d'Apple que le nom.

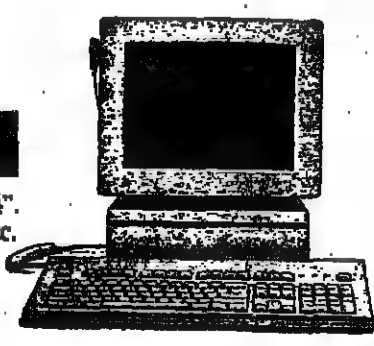
■ IC, un label vous garantit qu'unités
centrales, disques durs, mémoires, écrans
claviers sont à 100 % d'origine Apple.

A des prix ■ IC jusqu'au 24 décembre
seulement: c'est Noël ■ l'année,
mais il ne faudrait tout de même pas exagérer.

Macintosh II

15 000 F ht

5/40. Moniteur couleur 14".
Clavier étendu. 15 999 F ht.



PowerBook 160

13 490 F ht

4/40. 15 999 F ht.
PowerBook Duo 230. 4/80.
+ lecteur externe.
15 990 F ht. 18 964 F ht.



Entre Apple et vous il y a IC.

Macintosh II ci

17 990 F ht

5/80. Moniteur couleur 14".
Clavier étendu. 21 336 F ht.
Configuration en 5/230.
19 900 F ht. 23 700 F ht.



APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26 • APPLE CENTER IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS (1) 42 86 90 90 • APPLE CENTER IC-MICRO VALLEY 7-11 RUE SAINTE LUCIE 75015 PARIS (1) 40 58 00 00 • APPLE CENTER IC MARSEILLE 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE 91 37 25 03 • IC ALX EN PROVENCE 33 BD DE LA RÉPUBLIQUE 13100 ALX EN PROVENCE 42 38 28 08 • APPLE CENTER IC TOULOUSE 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE 61 25 62 62 • APPLE CENTER IC NANTES ■ ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON 78 62 38 38

WELDON



année

هنا في المتحف

ARTS • SPECTACLES

Un musée en pleine transformation

LES BEAUX HABITS DE M. GUIMET

Le Musée national des arts asiatiques, plus connu sous le nom de son fondateur, Emile Guimet, entreprend une vaste campagne de modernisation et de transformation. Son directeur, M. Jean-François Jarrige, s'explique sur son projet, le calendrier, le soutien des mécènes asiatiques et l'avenir de ses collections.

Jean-François Jarrige est un homme pressé et précis. Depuis que cet archéologue dirige le Musée Guimet, ce vénérable établissement va de métamorphose en mutation à un rythme qu'environnent bien des conservateurs. Des expositions temporaires plus nombreuses ont permis d'attirer des visiteurs en nombre croissant — puisque, désormais, il faut des expositions pour conduire le public jusqu'aux collections permanentes. Des donations de premier ordre, telle la donation Fourrier dans le domaine tibétain et celle que vient de consentir M. Krishna Riboud en matière de textiles asiatiques (lire l'encadré page suivante) contribuent à enrichir le fonds. Mieux encore : Guimet, désormais une annexe, est le « panthéon bouddhique », collection de sculpture japonaise récemment installée dans un hôtel particulier de l'avenue d'Iéna dont la restauration s'achève.

Ces changements, que l'on aurait pu croire suffisants, n'étaient cependant que les premiers signes d'une révolution plus complète. Ils préparent l'accomplissement du grand projet de M. Jean-François Jarrige, le redéploiement des collections, l'aménagement des salles, la création de nouvelles réserves. Tout cela en période de crise ? Tout cela parce que le Musée national des arts asiatiques — appellation officielle de Guimet — est un établissement international soutenu par la collaboration des pays dont il étudie et célèbre les arts.

« La création de l'annexe de l'avenue d'Iéna, explique M. Jean-François Jarrige, nous a fourni un modèle que nous voulons développer. Ce modèle repose sur la conjonction d'une forte volonté politique, d'un financement public et d'un financement d'origine privée. Dans le cas du « panthéon bouddhique », il s'agissait pour nous d'engager un pays et ses sociétés — ici le Japon — dans une aventure dont ils étaient tout naturellement les partenaires. Leur participation et celle du gouvernement japonais ont montré que notre démarche correspondait à leur espérance.

« Alors que, jusqu'ici, le Japon et ses voisins avaient l'habitude de s'adresser d'abord aux pays anglosaxons, nous avons fait entrer Paris dans leur champ de vision et nous les avons convaincus que le musée pouvait être pour eux mieux qu'une façade : l'occasion de se faire comprendre. Ainsi l'idée est-elle née d'associer le nouveau Japon, mais aussi la Corée ou Taïwan, à une opération plus importante, la rénovation complète du musée.

Voilà, pour le principe, que justifie une observation très simple : la plupart des pays dont traite le Musée Guimet jouissent d'économies prospères, plus prospères que les économies occidentales — exception faite de la Chine. Il convient de tirer parti d'une circonstance si favorable, d'autant que ces nations souffrent souvent de l'incompréhension des Européens, quand ce n'est pas de leur ignorance. Politique muséographique, économie et considérations de politique étrangère se rejoignent.

« Si la France veut tenir son rang en Asie, comme elle a recommencé à le faire au Cambodge, continue M. Jean-François Jarrige, c'est aussi ici, place d'Iéna,



Bouddha Amida en bois doré (épave Fujiwara, 1150).



Portrait d'un poète ou d'un maître (époque Edo, début du XVIIIe siècle).

qu'elle doit le manifester. L'enjeu dépasse le domaine culturel... Cela étant, l'enjeu culturel est capital. Dans le monde d'aujourd'hui, de plus en plus universel, l'Asie doit cesser d'être exotique pour occuper toute sa place. Ses civilisations et ses arts font désormais partie du bagage de l'honnête homme contemporain. Avec sa bibliothèque, ses missions archéologiques, ses équipes de conservateurs et de chercheurs, le musée doit être à l'image de cette mutation. Il est devenu urgent d'adapter l'institution à l'intérêt de plus en plus marqué de visiteurs de plus en plus nombreux et leur faire découvrir ce que nos collections ont de véritablement exceptionnel. Il ne faut pas hésiter à le dire : elles sont beaucoup plus vastes et riches qu'on ne l'a cru sur la foi de présentations incomplètes.

Là-dessus, il joint la démonstration à la profession de foi. Par des escaliers de plus en plus étroits et des couloirs de plus en plus ténébreux, il conduit le visiteur dans les caves du musée, où s'alignent les réserves, armoires de métal gris et rayonnages garnis d'objets que l'on aperçoit mal, encapuchonnés

plastique de papier, l'étiquette attachée à la cheville dorée d'un bouddha ou à l'anse d'un vase de bronze. Là ont reposé, il y a quelques fois oubliés, des chefs-d'œuvre. Les uns avaient été rapportés par Emile Guimet lors de ses campagnes de collecte. D'autres ont été acquis au marché public au début du siècle, entreposés d'abord au Louvre, transportés ici et abandonnés au silence et à la nuit des caves.

En quelques instants, à leurs côtés, une peinture d'Hiroshige, des bouddhas en bois dignitaires de la sculpture et dorés, des bronzes anciens, autant de pièces précieuses promises à la restauration et à la publication. Quelques pièces, que l'on jouait d'habitude parce que récentes, se sont révélées infiniment plus anciennes. Pour la plus grande fierté des conservateurs français, leurs confrères japonais ou américains viennent les examiner à Paris, spectaculaire inversion des habitudes.

« Nous avons fait des découvertes remarquables, confie à voix basse M. Jean-François Jarrige, des pièces de premier ordre. Ces œuvres, il faut les montrer,

et pour les présenter convenablement, il faut clarifier le parcours muséographique afin de le rendre explicite et séduisant. Ce qui nécessite : donner une cohérence à l'itinéraire, alors que l'absence de cohérence n'existe plus, en raison des adjonctions successives qui ont obscurci le circuit des salles ; recréer le circuit du hall khmer, au cœur du musée. Ouvrir des balcons au-dessus du hall, au niveau du premier étage, permettra de ménager des perspectives et, par conséquent, de rendre visible les relations et filiations.

L'explication se poursuit dans les salles, à commencer par le hall khmer, aussi célèbre pour ses poutrelles métalliques et ses toits cubiques dans le style Aulenti que pour la splendeur des sculptures et des éléments d'architecture qu'il recèle. On y voit-on chef-d'œuvre si mal présentés, victimes d'un exhibitionnisme pseudo-moderniste. Il faut modifier le hall. C'est une tâche impérieuse. Il abrite une collection qui ne peut se comparer qu'aux collections cambodgiennes elles-mêmes. Or elles souffrent d'une présentation, disons, assez peu adaptée. Il était donc urgent de renouveler les socles et l'éclairage et d'abandonner l'appareillage métallique actuel. Ces tubulures encombrant la vue. Notre projet a rencontré en la matière la volonté personnelle de M. Jack Lang, qui, depuis longtemps convaincu de la nécessité d'un changement, il a accepté dans sa dernière conférence de presse qu'un crédit exceptionnel était affecté pour cette opération. Elle pourra donc se réaliser dès 1993. Les travaux du premier étage commenceront en même temps.

Il n'est pour but de simplifier les espaces et de rénover les salles consacrées à l'Afghanistan, à l'Asie centrale, au bouddhisme et à l'archéologie chinoise qui servent pour l'instant dispersées. Or elles doivent s'ordonner pour décrire le cheminement du bouddhisme de l'Inde à la Chine et au Japon en suivant la Route de la Soie. L'histoire de cette diffusion, telle qu'elle est montrée à l'heure actuelle, est à peu près incompréhensible pour le visiteur. Elle est morcelée, l'espace : il faut les faire disparaître, redéployer les œuvres, faire comprendre l'itinéraire d'une œuvre et des formes artistiques qui lui correspondent, mettre en scène une leçon d'histoire des arts et des religions, comme dit M. Jarrige. Cela sera coûteux, mais M. Jean-François Jarrige, cela nous bénéficiera pour ce redéploiement d'un don de 10 millions de francs de la part de M. Hironaka, directeur de l'Université nationale des arts de Tokyo et peintre japonais. Dans la mesure où c'est par la Route de la Soie que le bouddhisme est parvenu au Japon, il s'agit d'une sorte de retour aux sources, d'un cheminement à l'envers de l'Orient vers l'Occident.

En 1993, le deuxième étage du « panthéon bouddhique » sera ouvert et un nouveau mode de présentation par roulement exposera les collections de peintures chinoises, japonaises et coréennes.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 30

THÉÂTRE	30 et 31
Les instruments de la mémoire	
MUSIQUE	32
Tamla Motown : histoire d'un label	
DISQUES	37
Mendelssohn	
PHOTOGRAPHIE	29
Walker Evans et Dan Graham	

prend
nme de
s de la
oufisse-
Cartel
a com-
re. Si
par
la
choses
telles...
s de la
68, du
si
articu-
bis-
haque

us-
99,
an,
rie
et
as,

os
tré
in,
de
la,
bi-
du
de

ita,
éras
der-
plus
on,
des
de
le
iva-
les
qui
jes
lo;
ri-
an-
un
su-
e lu

THÉÂTRE

ENCONTRE

avec Bernard Faivre d'Arcier

Le Festival d'automne vient de publier un livre luxueux, qui raconte les années Michel Guy, Robert Abirached a commencé une histoire de la décentralisation depuis la IV^e République qui se poursuivra jusqu'aux bouleversements de mai 68. D'année en année, le Monde rend compte, en album, du Festival d'Avignon, et Bernard Faivre d'Arcier prépare une grande exposition qui en retracera l'histoire.

Dans un moment où le théâtre semble vaciller, plus que jamais à la recherche d'un point stable, on scrute de plus en plus son passé proche, pour ne pas le laisser se fondre dans l'oubli. Pour s'y raccrocher peut-être, surtout pour savoir. Savoir ce qui a été fait et comment ça a été vécu.

Des livres sur le théâtre, il y en a toujours eu. À partir du moment où les metteurs en scène ont pris une importance particulière, leurs notes et leurs écrits ont été rassemblés, publiés. On peut apprendre ce que pensaient Brecht, Stanislavski, Meyerhold, consulter dictionnaires et encyclopédies, se renseigner sur le théâtre élisabéthain, absurde, expressionniste, futuriste... sans pour autant ressentir les émotions et les réactions du public.

Ce qui manque en effet, c'est l'échange scène-salle : le mouvement même de la vie.

La mémoire affective n'a rien de scientifique, pourtant des travaux on ne peut plus sérieux se fondent sur la subjectivité. Plus précisément sur « les » subjectivités confrontées. On a provisoirement trouvé le moyen de pallier l'imprécision de la mémoire en faisant appel à divers participants, acteurs et spectateurs, d'une période, d'un mouvement. Le modèle, plus ou moins conscient, est l'émission télévisée « Histoire parallèle », où les films d'actualité de la seconde guerre mondiale, tournés par les différents belligérants, sont commentés, avec le recul d'aujourd'hui, par des témoins du temps.

On vit de plus en plus vieux, l'évolution se fait de plus en plus vite, les témoins du théâtre sont là, vivants. Ils ne font pas la leçon, ils se racontent aux générations qui n'ont pas connu. Et ces générations-là s'intéressent. Un proverbe dit que l'expérience ne se transmet pas. Il s'agit de prouver que c'est faux.

COLETTE GODARD

COMMENT TRAITER DE LA LÉGENDE

Bernard Faivre d'Arcier a été directeur du Centre national du théâtre. C'est aussi lui qui a conçu la SEPT, Société d'édition et de production télévisuelle. L'une des missions est d'établir un lien entre spectacle vivant et petit écran. Il a été et est redevenu directeur du Festival d'Avignon. À Avignon, à l'hospice Saint-Louis, il a fondé un Centre national du théâtre où il compte installer une banque de données, organiser des expositions, et dont il veut faire un lieu pour le théâtre.

« Le besoin d'encadrer la mémoire du théâtre est positif. Dans la confusion actuelle, essayer de reconstruire une cohérence est un peu plus normal. Le théâtre tente un retour sur lui-même, il a raison. Il y parvient par l'écrit et l'image. À l'hospice Saint-Louis, c'est l'image qui est au centre de notre travail. Nous préparons pour 1996 une grande exposition sur l'histoire du Festival, à l'occasion de son cinquantième. Auparavant, en 1994, il y en aura une autour d'Antoine Vitez, et, en 1995, une autre encore sur un thème historico-politique : les rapports du théâtre avec le public, depuis la Libération. Ainsi, nous aurons réalisé les trois principaux types d'exposition : documentaire, pédagogique, artistique.

« Ce travail est compliqué, parce que les archives sont rares. La plupart des gens ne savent pas en constituer, ne savent pas s'en servir ni à qui les montrer. Dernièrement, à Avignon, nous avons organisé un colloque de trois jours pour des étudiants en scénographie, de grands noms de France et d'Allemagne. J'ai été frappé de voir à quel point des artistes comme Lucio Fanti, Peduzzi, Yannis Kokkos, sont embarrassés par leurs maquettes et leurs dessins, à quel point ils sont mal préparés à les utiliser de façon pédagogique. À quel point ils sont démunis. Ils avaient seulement réussi à réunir des bouts de films, de vidéos... Mais c'est vrai, c'était la première fois qu'ils étaient conviés ensemble à ce genre d'échanges.



« À la Maison Jean-Vilar, Paul et Melly Poux organisent régulièrement des expositions, dans le même esprit que la Bibliothèque nationale : maquettes, photos, manuscrits. Elles servent de points de repère, mais nous cherchons ailleurs. Il n'est pas question de faire œuvre de conservation, de mettre le théâtre au musée. Puisque le théâtre ne se transmet que par la mémoire, et que, par nature, elle déforme une image qui lui échappe et la transforme en légende, c'est de la mémoire et de la légende que nous voulons traiter.

« Nous allons enregistrer les témoignages de ceux qui ont vécu et fabriqué le Festival, en leur demandant de rester totalement subjectifs. Dans ce matériau, seront puisés quelques éléments qui feront partie de l'exposition, mais surtout, ils nous serviront à mettre l'histoire en images et en scène. Sur le modèle de « Cinq-Cinés ». Reconstituer une époque, la restituer est impossible. Ce que l'on peut, c'est restituer une émotion à travers un objet, une musique, une voix. Ce sera possible parce qu'il y aura également de l'information pure, chronologique, documentaire qui permettra de suivre et de comprendre.

« J'ai acquis une certaine expérience dans ce domaine quand j'ai été chargé, en 1989, d'organiser une exposition sur le théâtre français à l'Assemblée nationale. Je devais utiliser le lieu pour son architecture et ses façades. Sans me perdre dans le fatras historique de la Révolution, je devais en faire vivre la

légende. Ce travail est sans rapport avec les projets que nous avons mis sur pied au moment où nous préparons la SEPT.

« Nous discutons alors beaucoup sur les mérites comparés de la simple captation d'un spectacle et de sa transcription cinématographique. En tout état de cause, un film sur le théâtre peut à la rigueur être bon, mais il reste un film, et tout ce qu'il peut transmettre est la mémoire du cinéma. Pas l'ambiance de la représentation, s'il est tourné en public, car nous ne sommes pas avec ce public, nous le voyons nous-mêmes les spectateurs.

« Les tournages de spectacles sont utiles. ARTE possède un catalogue intéressant. Certaines institutions se constituent leurs archives. Daniel Mesguich, par exemple, tourne tout ce qu'il fait, et accumule. Plus intéressant est Peter Brook qui a filmé des séquences de travail dans un but de transmission. Mais la « mémoire du théâtre » est autre chose. Elle est une façon de montrer un monde intérieur, de transformer la réalité en mythe. Elle est fragile, éphémère, c'est pourquoi les expositions ne seront pas permanentes. Elles resteront à Avignon pendant l'été, puis tourneront dans quelques grandes villes françaises et européennes susceptibles de les accueillir, puis disparaîtront. Si en l'an 2000 quelqu'un songe à raconter l'histoire du Festival, elle sera forcément différente de celle que nous connaissons. »

UN MUSÉE en pleine rénovation

LES BEAUX HABITS DE M. GUIMET

Suite de la page 29

La même année, en 1994, au Japon une pagode de collectionneurs fonde sous la direction de l'ancien directeur de la Banque industrielle du Japon, M. Isao Masamune. Elle a pour but de réunir la somme nécessaire à la transformation des galeries japonaises au deuxième étage du musée.

Une somme qui tourne autour de 20 millions de francs. « Grâce à ces dons », dit le responsable du Guimet, les salles consacrées aux arts de l'archipel croîtront de 200 mètres carrés à environ 800 mètres carrés et accueilleront des paravents, des sculptures et, par rotation, des objets d'art. Le musée possède un ensemble de jardins japonais suspendu. Nous espérons pouvoir faire le même pour les collections coréennes, qui souffrent de la même sous-représentation. Je pense que ce projet intéresse d'ores et

de gouvernement coréen. Les concours pour l'aménagement de ces salles se dérouleront en 1994, et les travaux eux-mêmes l'année suivante. C'est un cas où ce qui prévoit à l'heure actuelle notre calendrier.

En 1995, l'essentiel serait donc acquis, le musée, les collections largement exposées et mieux expliquées. Mais le travail ne s'arrête pas là. Pour l'heure, nous sommes les principaux d'entre eux commenceront-ils à peine. Les grands travaux dont rêve M. Jean-François Jarrige : « Les aménagements pour mieux intégrer l'évidence de la place, et il faut créer un musée d'exposition temporaire, un auditorium et une bibliothèque de la collection de l'établissement : il faut donc nous agrandir. Au terme d'une étude architecturale, il est apparu que le mieux serait de creuser dans le sous-sol du musée plusieurs niveaux superposés. L'entreprise paraît assez aisée. Le musée a été bâti sur d'anciennes carrières qui n'ont été totalement comblées que dans les années 30, et les ingénieurs ont fait l'étude de ces carrières. Si les analyses se confirment – des études techniques auront lieu l'an prochain –, j'espère que le musée sera entièrement rénové en 1997.

« Nous aurons alors enfin des réserves spacieuses et commodément aménagées pour les chercheurs. Cela préviendra à une métamorphose plus complète que celle qui est en chantier. Elle fera du Musée Guimet un lieu où il est agréable de travailler, un lieu tout meilleur établissement au monde. Elle en fera aussi un musée attractif pour les donateurs et les collectionneurs privés. C'est à l'un d'eux, Emile Guimet, que nous devons l'existence du musée. Il faut être à la hauteur de son ambition. »

PHILIPPE DAGEN

L'exposition « Manteau de nuages, kesa japonais »

La tunique du Bouddha

QUAND il prit le bouddhisme, le kesa du Bouddha abandonna ses vêtements luxueux pour ne conserver qu'un haillon de débris rapiécés, symbole de son renoncement et de sa pauvreté volontaire.

De ce symbole, les Églises bouddhiques firent plus tard un instrument de culte. En 1989, puis au Japon, où il fut nommé kesa, il devint un chapeau liturgique dont la composition et l'exécution obéissent à des règles admirablement précises. Les haillons eurent tôt fait de se changer en coupons de soieries brochées, somptueusement tissés de fils d'or et d'argent, ornés de fleurs et de paysages. De coutures rustiques, il ne fut plus question, mais de bandes verticales disposées parallèlement en un agencement très soigné. Les kesa les plus humbles n'en comptaient que cinq ; ceux des dignitaires les plus élevés et des cérémonies les plus importantes en avaient jusqu'à vingt-cinq. Les harmonies de tons, les contrastes de texture, les effets de moire et de motté, les découpes géométriques, la virtuosité des trames et des points s'emparent si bien sur la règle d'humilité qu'il n'en resta plus rien.

C'est dire que l'exposition que le Musée Guimet consacre à ces vêtements de parade grâce à l'initiative de l'Association pour l'étude et la documentation des arts d'Asie (AEDA), fondée et présidée par Katsune Hiboud, peut se visiter de plusieurs manières. La plus pieuse, la plus fidèle à l'enseignement du Bouddha incite à rechercher les allusions sacrées, à reconnaître les quatre gardiens de l'Orient disposés aux angles, à la façon des mandala.

La plus distanciée peut se fonder sur une réflexion comparative : comme l'arche française, qui fit profession de pauvreté, ne put éviter d'édifier des basiliques admirables et d'employer les peintres les plus illustres

pour les orner de fresques, le bouddhisme a glissé du dédain des biens terrestres aux fastes d'un culte hiérarchisé et fortuné. Oserait-on suggérer que ces métamorphoses, qui pourraient passer pour des élégances dissimulées, témoignent chaque fois de la victoire de l'art sur l'ascétisme, du plaisir sur l'abstinence, vicieux somme toute rassurant, quand même il ne déçoit pas les théologues ?

Quant à la plus naturelle des manières de visiter, elle est de pure contemplation. Il y a tant d'artifices calculés avec adresse, tant d'harmonies caressantes dans ces patchworks exécutés à partir des étoffes les plus coûteuses que l'œil s'enlèche à glisser d'un kesa à l'autre. Il ne réjouit d'autant mieux que la présentation ne se refuse pas le secours de quelques effets doucement théâtraux, éclairages flatteurs, mise en scène d'un dignitaire et d'une rizière – car les coutures du kesa sont comme les levées de terre qui séparent les bassins où trempent les pousses du riz nourricier. « Luxe, calme et volupté », ce pourrait être le thème de cette exposition.

Les kesa qu'elle réunit, une quarantaine, appartenaient jusqu'ici à la collection de l'AEDA. Elle a résolu d'en faire don au musée, et d'y joindre d'autres pièces de sa collection privée, sans doute la plus belle actuellement dans ce domaine. La donation est donc d'importance. D'autant plus qu'elle permet de transformer un point faible du musée en point fort. Etoffes indiennes peintes, vêtements de parade et de cérémonie, tapisseries et éléments de décoration seront exposés place d'Iéna une fois terminée la modernisation des salles du musée.

Ph. D.

* Musée national des arts asiatiques-Guimet, 6 place d'Iéna, 75116. Tél. : 47-23-61-65. Jusqu'au 15 février.

STOIRE



L'épreuve de l'é

هكذا ان النمل

RENCONTRE
avec Robert Abirached

COMMENT APPRIVOISER L'HISTOIRE

Ex-directeur du théâtre au ministère de la culture, Robert Abirached est l'auteur de plusieurs livres sur le théâtre, qu'il enseigne à l'université de Nanterre. Succédant à Bernard Dort, il est professeur de dramaturgie au Conservatoire national d'art dramatique. Un cours très fréquenté, bien que n'étant sanctionné par aucun prix.

« Les metteurs en scène et comédiens, les gens qui ont entre vingt-cinq et trente ans et qui, professionnels ou non, s'intéressent au théâtre sont contents de découvrir leurs racines. Ils sont d'autant plus avides de connaissance que la mémoire proche s'est effacée. Ils ne savent rien des dernières quarante années, ce qui s'est passé, notamment, entre 1945 et 1970. Ils connaissent les noms de Vilar ou d'Artaud sans savoir ce qu'ils représentent, je caricature à peine.

» Il m'en suis rendu compte en reprenant mes cours à Nanterre, après avoir quitté la direction du théâtre. Pendant quatre ans, j'ai dû affronter les problèmes actuels de

la décentralisation. Connaître de l'intérieur l'évolution du rôle de l'État, celle du service public, m'avait été indispensable. Je ne voulais pas recommencer mes cours précédents sur le personnage, je voulais profiter de l'expérience acquise. J'ai organisé des séminaires sur le thème du premier âge de la décentralisation pendant la IV^e République, de 1945 à 1958, en les reliant aux pratiques contemporaines. Ils ont été suivis avec une attention que j'espérais à peine. Il est temps de retrouver cette mémoire, parce que plusieurs acteurs de l'aventure sont encore vivants et peuvent venir en parler.

» Nous avons fait coexister trois points de vue. Nous avons demandé aux « pionniers » de la décentralisation, des gens comme Maurice Sarrasin ou Gabriel Monnet, de raconter leur « parcours sensible », et peu importe si les souvenirs sont embellies, déformés. Il est important d'entendre un récit personnel, subjectif – je ne vois pas de meilleur terme que « parcours sensible ». Les possibilités de vérification et de confrontation viennent ensuite. Evidemment, quand il s'agit de théâtre, les idées et les jugements, avec ce qu'ils ont d'éphémère et d'arbitraire, prennent plus de place que les preuves irréfutables.

» Ont également été invités ceux que nous appelons les « témoins », qui ont participé de façon marginale à la décentralisation ou l'ont accompagnée, comme Bernard Dort ou Emile Coppiermann. Et puis des historiens, qui l'ont replacée dans les mouvements de son époque. De ces séminaires est né à Bourges un colloque, dont nous avons tiré un livre (paru aux éditions Acte Sud Papier). Il sera suivi d'un second sur les années Mitterrand et d'un troisième sur mai 68, construits selon le même processus.

» Je le dis sans vanité, ces livres – ce type de livres – ont une plus d'importance que les archives du théâtre sont vraiment mal tenues. Celles de Villeurbanne, par exemple, ont quasiment été détruites. Pour les retrouver, il faut courir à droite et à gauche. Comme la plupart des metteurs en scène, Roger Planchon déteste parler et parler de son passé proche, ce qui ne facilite pas la tâche. A moi, son nom évoque un immense travail, un peu de ma vie, de mon plaisir théâtral. Les générations ne voient en lui, au mieux, que le metteur en scène de l'Avare ou de Fragile Forêt... Ils assistent à ses spectacles sans révérence ni d'ailleurs insolence particu-

lière. Ils se placent sur un autre plan et font remonter plus loin leurs racines. Le comportement de leurs aînés, Chéreau, Vincent, Lavautant, me semblement. Même si certains refusaient leurs pères, ils les avaient étudiés.

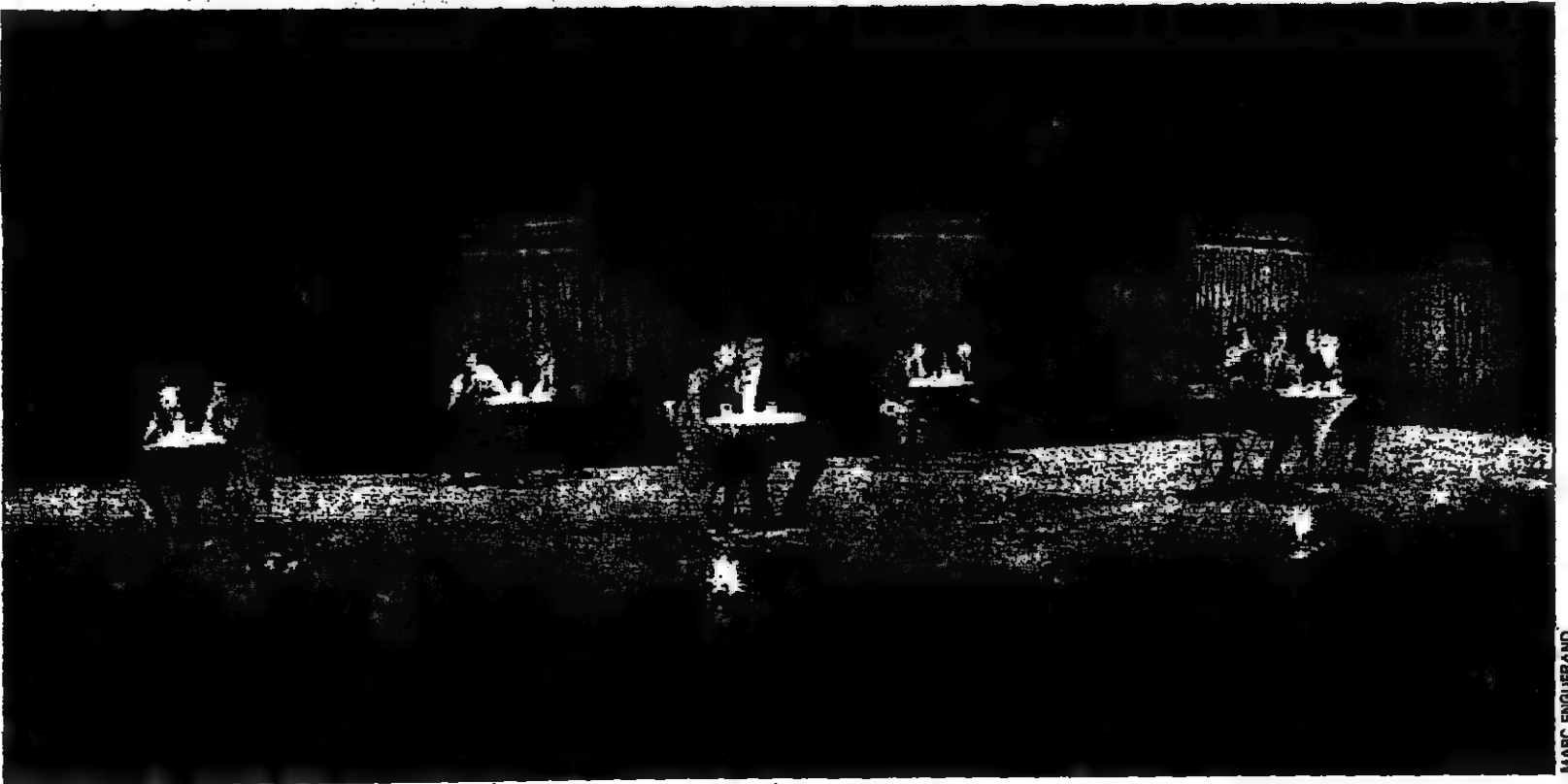
» On peut apprendre le théâtre en lisant les écrits de Meyerhold, Appia, Brecht, Stanislavski... Des documents d'époque de première main. Dans les années 70, il y a eu des essais sur les spectacles eux-mêmes, analyses sémantiques, structurales, traités, etc. – qui depuis ont disparu. Il est intéressant de se poser des questions sur les obsessions d'un moment – le « public » par exemple – sur des jargons récents et pourtant formidablement datés... Là, nous avons affaire à des tranches de vie. En fait, pendant longtemps l'histoire du théâtre a été traitée dans un contexte plus général – le mécénat royal, la politique culturelle du Front populaire... L'intérêt pour une histoire spécifique est né en même temps que l'extension de la mise en scène, en même temps que l'entrée des études théâtrales à l'université.

» Quand j'étais étudiant, j'ai découvert le Théâtre et son double, d'Antonin Artaud, sur les quais, par hasard, parce que je connaissais ses poèmes. La parution de ses œuvres complètes n'a commencé qu'en 1959. Il n'existait pas dans le paysage intellectuel de Jeanne Laurent quand elle a fait naître la décentralisation. Et Brecht n'a pris son importance qu'en 1954, avec la venue du Théâtre Ensemble au Théâtre des Nations.

» L'évolution du théâtre va avec celle des mentalités et de la société. Après le guerre, ce sont les mouvements associatifs, syndicaux, universitaires, Travail et Culture qui ont permis la décentralisation, la mise en place du secteur public subventionné. Les gens de vingt-cinq à trente ans sont arrivés sur la scène après 1981. Les Braunschweig, l'Institut de théâtre Can-... subventions représentent un financement normal, mais je n'en connais aucun capable de dire, comme dans la génération précédente, même par boutade : « Si la salle vide, ce sont les spectateurs qui ont tort. » Ils redécouvrent les pratiques de recherche du public, l'action culturelle. Ils ont envie de savoir ce qu'elle a été, le pourquoi de polémiques qu'elle a provoquées – l'antithèse contre le

« socio-cul... » Quand on explore l'histoire, on prend conscience de la continuité de la vie théâtrale comme de ses ruptures. Ainsi, on constate que la naissance de la décentralisation après la guerre est en réalité l'aboutissement d'une réflexion qui a commencé au temps du Cartel (Jouvet, Dullin, Lugné-Poe, Pitoëff), avec refus du commercial, et qui s'est poursuivie pendant la guerre. Vichy a voulu tuer le théâtre parisien, c'est par force. L'après-guerre, la réforme du théâtre en 1945 a repris d'une loi la décentralisation. Vichy, épurée des professionnels... Je fais partie de ceux qui portent en eux les traces de la IV^e République, de la guerre d'Algérie, de mai 68, du gauchisme. L'histoire est présente en moi, même si elle ne se recompose pas toujours avec logique. Le regard de ma génération sur le passé lui donne une couleur particulière. Nous servons de lien entre la jeunesse et une histoire que nous n'avons pas vécue. C'est un travail que chaque génération doit poursuivre et recommencer.

À LIRE :
Le Théâtre en France, sous la direction de Jacques de Jomaron. Tome 1 : Du Moyen Âge à 1789. Tome 2 : De la Révolution à nos jours. Armand Colin. 111 F. chaque volume.
Histoire du théâtre, de Bernard Dort. Librairie Armand Colin. 111 F.
Le Théâtre, sous la direction de Daniel Couty et Alain Rey, prologue de Jean-Pierre Vincent. Bordas. « Spectacles », 399 F.
Histoire du théâtre des années, de la préhistoire à nos jours, sous la direction de Jean Dastès. Auto-édition, 180 F.
La Décentralisation théâtrale, sous la direction de Robert Abirached. Vol. 1. Du Premier Âge, 1945-1968. Vol. 2. A partir de 1968. M. Mitterrand, M. Mitterrand, M. Mitterrand. Sud-Papiers.
Le Théâtre en France 1981-1991, de Robert Abirached. Pion. 111 F.
Le Théâtre en France, l'évolution des rapports du Théâtre et de l'État de 1968 à 1992, de Raymond Tarkine. Éditions théâtrales, 180 F.



« Terra incognita », mise en scène de Georges Lavautant, aux Taillades.

Avignon, mémoire

Un bar, la nuit, à Mexico ou ailleurs. Terra incognita, terre inconnue à l'assaut de laquelle partis les héros imaginaires de Georges Lavautant, huitième dernier aux Taillades, lieu le plus éloigné et pourtant le plus proche d'Avignon, le plus proche de l'esprit d'Avignon. Même si l'édition 92 a été marquée par la colère des intermittents du spectacle, le Festival a connu peu de peines et de grandes joies. Le Monde Éditions publie le quatrième album consacré à ce rendez-vous sans équivalent. Il rend compte de l'accueil des spectateurs, réunit les analyses professionnelles, nombreuses photos qui signalent les temps forts. Comme les cavalcades amoureuses d'un jeune chevalier espagnol, Olmedo; l'entrée des remparts de Jean-Louis Martinielli, en compagnie de Pasolini et de son Calderon, tandis qu'à la Chartreuse, compositeurs, dramaturges, acteurs s'employaient à écrire de nouvelles pages de l'histoire de la création contemporaine.

★ L'Album Festival d'Avignon 1992. Coédition Le Monde Éditions-Festival d'Avignon. 142 illustrations, 130 F. du Centre.

Entretien avec Emmanuel Letourneux

L'épreuve de l'écrit

La mémoire du théâtre peut-elle se circonscrire dans une histoire écrite? La question intéresse Emmanuel Letourneux, normalien et jeune metteur en scène de vingt-six ans. Il suit pour la cinquième année le séminaire de Robert Abirached et enseigne l'esthétique théâtrale et l'analyse de spectacle à Nanterre.

« L'histoire du théâtre, telle qu'on peut la découvrir dans les livres, est celle des techniques, des esthétiques – tout ce que l'on peut réduire et formaliser par l'écrit. La mémoire du théâtre pourtant ne se limite pas à celle des formes et des faits, c'est aussi celle de la perception du public, de l'effet que produit une pièce sur des spectateurs.

» Un livre d'histoire de la peinture peut-il raisonnablement se passer de montrer les œuvres? Les ouvrages sur le théâtre semblent, quant à eux, n'avoir guère d'alternative. La poésie peut s'éprouver dans la solitude du poète qui se lit à lui-même. Il n'y a aucune expérience théâtrale possible, aucune répétition, aucun travail de recherche, sans au moins un regard extérieur. L'histoire du théâtre dessinée, d'André Degaine, n'est pour cette raison un ouvrage passionnant. Rapproché, par le dessin, le lecteur dans la position du spectateur, il est finalement plus riche d'enseignements que de nombreux livres écrits.

» Si l'on ne cherche pas à percevoir la réaction du public ou si l'on se borne à une identification traditionnelle et scolaire du théâtre au texte, comment peut-on comprendre pourquoi tout le monde pleurait au XVIII^e siècle en assistant à une représentation d'une tragédie classique comme Bérénice? Et comment apprécier la démarche des naturalistes qui, en introduisant, par exemple, de vrais arbres sur scène, cherchaient, au départ, à rejoindre la vie? Mais qu'aujourd'hui la même scénographie produit un effet de « sur-théâtralité », autrement dit de : un arbre très réel, sur une scène, fait décor; un bout de fil de fer fait arbre! Cette inversion de l'effet sur le public n'a pas été décidée par décret, elle est complexe et les écrits sont peu éclairants.

» La question de la mémoire est dans les mains de ceux qui font le théâtre aujourd'hui, qui le connaissent intellectuellement et pratiquement. En même temps, elle dépend beaucoup de la vitalité de la tradition, même née, même retravaillée par les contemporains. La mémoire du théâtre perd de sa force et de sa pertinence si elle ne s'appuie pas sur la puissance de cette tradition, sur quelque chose qui résiste encore et toujours à la rationalité. »

COMEDIE DE CAEN

UN CIEL PALE, SUR LA VILLE

de Fix

en scène Michel Dubois, Jean-Yves Lacroix

12 au 23 décembre

11 rue d'HEROUVILLE - 31 46 72 29

ESPACE PIERRE CARDIN

MAÏA PLISSETSKAÏA

LA FOLLE de CHAILLOT

de Jean GIRAUDOUX - LILY DENIS

Chorégraphie GIGI CACIULEANU - Musique RODION CHITCHEDRINE

Mise en scène DAN MASTACAN - Conseiller artistique A.P. HEF

DU 5 AU 23 DECEMBRE - Loc. : 42.65.27.35

THÉÂTRE DU CAMPAGNOL

du 8 au 20 décembre

LE VOYAGE A ROME

mise en scène J.C. PENCHENAT

Centre Dramatique National de Corbeil-Essonnes

Location : 64.96.63.67

LE MIRACLE DE MOTOR CITY

De 1959 à 1971, plus de cent chansons enregistrées pour les labels Tamla et Motown au placèrent parmi les dix premières places du hit-parade américain. Cette réussite commerciale reflétait une série d'innovations artistiques qui avaient fait de Tamla Motown la plus importante des maisons de disques indépendantes américaines, et de son fondateur, Berry Gordy, l'archétype de l'entrepreneur noir américain.

COMMENÇONS par Vanessa Paradis, il le faut bien. *Be My Baby* caracole en tête du hit-parade. Mélodie simple qui finit par tourner sur elle-même. C'est une valse, presque un tambour de marche, tambourins, cordes aiguës. Jusqu'à la voix de la tête qui gazouille à perdre haleine. « C'est de la Motown », ont soupire les vieilles barbes, de toute façon averties par le casier déjà chargé de l'auteur-plagiaire *Be My Baby*, Lenny Kravitz. Les innocents, éblouis par la simplicité et l'efficacité de la recette, se laissent embarquer.

A eux, aux vieilles barbes (pour qu'elles ne se souviennent pas de se remettre à danser), on peut leur proposer l'écoute de *Hitsville USA*, 100 chansons enregistrées entre 1959 (fondation de Tamla) et 1971 (l'empire de Berry Gordy quitte Detroit pour Los Angeles). L'histoire d'un label, de ses artistes, de ses succès.

Berry Gordy, fils de paysans géorgiens qui avaient émigré à Detroit pour fuir les lynchages, avait commencé à boxer. Il avait été *sparring partner* d'un boxeur amateur, puis promoteur, Jackie Wilson. Lorsque Wilson se fit chanteur, Gordy se fit auteur. En 1957, *Reet Petite*, chanté par Wilson, fut le premier succès de Berry Gordy. Il était le premier entre le hit-parade rhythm'n'blues (on ne disait plus *race records* depuis février 1949) et le *mainstream pop*. Deux ans et quelques succès plus tard, Berry Gordy empruntait 700 à 800 dollars (la somme varie selon les biographes, qui ignorent superbement le fait que Gordy était une personnalité importante du show-business noir) et lançait Tamla, d'abord baptisée Tammie (du nom d'un personnage incarné par Debbie Reynolds, à qui Gordy vouait une grande admiration).

Il s'installait dans une maison d'un quartier résidentiel au 2648 Grand Boulevard. La présence d'entreprises Gordy était signalée par un panneau qui proclamait « Hitsville USA », d'où le nom de la compilation. Les premiers enregistrements réalisés par Gordy furent diffusés par d'autres labels de rhythm'n'blues. Ce fut le cas de *Money*, interprété par Barrett Strong, brutalement lancé par les Miracles, hymne à l'argent que les Miracles reprirent sur leur premier album. Les Miracles furent le premier groupe à enregistrer sous l'étiquette Motown propre-dite.

Emmenés par William « Smokey » Robinson, chanteur exceptionnel, compositeur malin et parolier à l'air (Bob Dylan le lui fit un jour comme le plus grand poète américain vivant, ce n'était pas une boutade), les Miracles firent leur inspiration de deux voix : la pop blanche, telle qu'elle avait évolué depuis le kidnapping du doo-wop (musique de danse vocale d'origine noire) par le show-business, et le gospel. Cette recette de *Tamla Motown* de 1959

terriennes du rhythm'n'blues et du blues, gardant du jazz que l'incarnation la plus « chet » (celle de Nat King Cole), tout en restant essentiellement noire. Mais elle reflétait une expérience nouvelle pour la communauté : celle de la première génération à n'avoir connu ni l'esclavage, ni la ségrégation sudiste, ni la migration vers les villes. Les artistes, public, étaient dans les métropoles du Nord, n'avaient jamais travaillé qu'en usine. En octobre 1960, les Miracles offraient à Gordy son premier numéro 1 au hit parade rhythm'n'blues *Shop Around*.

Logiquement, le second label Gordy fut nommé Motown, contraction de Motor-Town (la ville de l'automobile, surnom de Detroit), et le directeur y mit à fabriquer des disques comme *Tamla* fabriquait des automobiles. Il s'inspira à la fois du système du Brill Building (immeuble new-yorkais dans lequel une écurie de compositeurs – parmi lesquels Carole King et Gerry Goffin – écrivaient les chansons qu'on vite que l'on pouvait leur faire interpréter) et des studios de Chicago (où un orchestre maison accompagnait les artistes y enregistrer). Berry Gordy mit à peine quatre ans pour réunir une équipe imbattable, organisée en plusieurs labels (Tamla, Motown, Gordy, Soul), une maison d'édition (Jobete) et une agence artistique (ITM).

Jusqu'à 1964, les artistes Tamla Motown relevaient plus de leur genre d'origine que d'un éventuel nom de label. Les premiers disques de Marvin Gaye (*Stubborn Kind of Fellow*, *I Get a Witness*, le dernier titre curieusement absent de la compilation) donnent à

sorti le 13 mars 1964, est une chanson charmante, qui accroche l'auditeur par un *hook* (littéralement « chet », motif mélodique joué au piano) qui s'imprime de manière indélébile dans la mémoire de l'auditeur. Le son aigu, mettant en valeur les claquements de mains, la caisse claire, étaient étudiés pour les grandes ondes, pour ces radios Top 40 qui ressassaient inlassablement les 40 disques les plus vendus aux États-Unis. Ce fut également le premier 45 tours de Motown à atteindre la première place au hit-parade pop.

En 1964, les frères Holland, Brian et Eddie, et Lamont Dozier furent pour devenir une équipe d'auteurs, et la productivité, la créativité et le savoir-faire vont faire de Motown à l'opulence : ils ont commencé par écrire pour Martha and the Vandellas (*Heat Wave, Come and Get This, Memories*) ; mais leur style ne convient pas tout à fait à la voix puissante de Martha Reeves, qui s'exprime mieux sur l'hymne à la danse que lui a composé Marvin Gaye, *Dancing in the Street*. En revanche, les voix flûtées des Supremes (Diana Ross, Florence Ballard et Mary Wilson) étaient faites pour les mélodies éthérées, les cordes enlatées, les tambourins frénétiques de l'équipe Holland Dozier.

Pour jouer cette musique, Gordy avait réuni un groupe de musiciens dont on commence seulement à percevoir l'influence. Contrairement à leurs confrères de Stax, qui enregistraient sous le nom de Booker T and the MG's, Benny Benjamin (batterie), James Jamerson (basse), Joe Messina, Robert White (guitares), Earl Van Dyke (claviers), et quelques autres, simples musiciens dont la contribution ne fut jamais

Tamla Motown, comme il avait imposé un son. En 1965, le chorégraphe Cholly Atkins embaucha à plein temps afin de mettre en scène la présentation pour chacun des artistes. Les pirouettes des Temptations, les petits mouvements de hanches des Supremes, devinrent l'illustration parfaite de leurs chansons, en ces temps d'avant la vidéo. Pour être sûr que ses artistes fassent honneur en toutes circonstances, Gordy les forçait à prendre des cours de maintien. « *The Sound of Young America* », proclamait le slogan publicitaire de Tamla Motown.

Tout en apparaissant régulièrement dans *Ebony* et d'autres magazines destinés aux Noirs, Berry Gordy ne jurait que par l'intégration. Le poète LeRoi Jones (aujourd'hui Amiri Baraka) croyait entendre dans *Dancing in the Street* l'écho d'émeutes urbaines à venir (elle devaient en fait ravager Detroit en 1967), mais Berry Gordy se gardait bien de s'engager d'un côté ou de l'autre. Ce n'est qu'en 1970 qu'Edwin Starr enregistra *War*, chanté par le pacifiste, et en 1972 que les Temptations chantèrent *Papa Was a Rolling Stone*, chronique impitoyable de l'éclatement d'une famille du ghetto.

Mais à ce moment Tamla Motown avait vécu. En 1972, la firme quittait Detroit pour Los Angeles. Berry Gordy, qui dirigeait sa firme depuis Las Vegas, avait depuis longtemps abandonné la maison de deux étages sur West Grand Boulevard. Un procès douloureux opposait Holland-Dozier Holland qui avait claqué la porte. De nouvelles associations d'auteurs, Nickolas Ashford et Valerie Simpson, qui écrivaient les duos interprétés par Marvin Gaye et



THE SUPREMES



STEVIE WONDER
Tamla Recording Artist
Director
International Talent Management, Inc.
3000 West Grand Boulevard
Detroit 8, Michigan

un rhythm'n'blues électrique, le proche du rock, et les Miracles (*Please Mr. Postman*, *Beechwood 4-5789*) étaient un groupe féminin composé de quatre femmes. Il en existait des centaines à travers les États-Unis, la grâce et les chansons exceptionnelles en plus. Mais, au fur et à mesure que les auteurs maison développaient un style, que les arrangeurs développaient un point de vue, le son Tamla Motown émergeait.

Smokey Robinson fournissait les Miracles, mais aussi Marvin Gaye, dont le style commençait à se polir, les Miracles, Martha and the Vandellas, et une jeune chanteuse à la voix douce, la jeune teinte d'un soupçon de provocation, Mary Wells. *My Guy*,

reconnue. Lorsqu'en 1983 une compilation de Tamla Motown fut publiée, les Miracles les seuls qui, pour la plupart, avaient depuis longtemps quitté le label, les musiciens ne furent même pas invités, alors qu'ils avaient contribué à créer le son Motown, à qui presque tous les artistes présents, de Diana Ross à Marvin Gaye, devaient leur gloire.

Berry Gordy était un businessman assez fin pour réaliser qu'un marché se peut se faire d'un seul produit. La gamme d'artistes que proposait Motown était aussi étendue que celle de General Motors. De la pop sucrée des Supremes aux instrumentaux brutaux du saxophoniste Junior Walker, en passant par la sophistication des Miracles, le sex-appeal de Marvin Gaye et le dynamisme de la jeune prodige aveugle Little Stevie Wonder, tout le monde pouvait trouver son compte. Il suffit de constater avec quel enthousiasme les groupes britanniques de la fin des années 60 reprenaient le répertoire Motown : *Please Mr. Postman*, *You Really Got a Hold on Me*, *Money* pour les Beatles ; *Heatwave* pour les Who ; *Dancing in the Street* pour les Kinks ; *Every Little Bit Hurts* – créé par Brenda Holloway – pour le Spencer Davis Group ; *Hitch Hike*, *I Get a Witness* pour les Rolling Stones.

Berry Gordy gérait cet empire avec prudence mais sans pitié. Dans une interview, il déclarait : « Moi, ces jeunes gens pleins de talent, j'en ai encore serveurs dans les restaurants de Detroit. » Cette vision paternaliste découlait de nombreux devoirs pour les artistes et peu de droits. Dès 1962, Gordy avait organisé une tournée de la *Motown Revue*, qui envoyait sur les routes les meilleurs artistes des trois labels. Accompagnés d'un orchestre, les Miracles, les Supremes, Marvin Gaye, les Vandellas, se produisaient à travers l'Amérique.

Sur scène, Gordy entreprit d'imposer une image

Tammi Tyrell, Norman Whitfield et Barrett Strong (ces derniers avaient commencé à travailler pour Gordy dès le début des années 60, mais n'arrivèrent à maturité que vers 1966), continuèrent de fournir des succès. Mais l'esprit d'optimisme et de progrès qui avait présidé à la naissance de l'aventure s'était dissous dans les fumées des émeutes urbaines, dans les échos de la guerre du Vietnam, qui avait prélevé un lourd tribut dans les ghettos. De ces dernières années de Motown datent certaines des plus belles chansons du label, au premier rang desquelles *I Heard it through the Grapevine*, écrite par Whitfield et Strong, et par Gladys Knight and the Pips en 1967, immortalisée par Marvin Gaye l'année suivante.

Gaye et Stevie Wonder allaient être les seuls artistes dont la musique devait sortir de l'ombre. Prenant le contrôle artistique de leurs disques, ils réussirent au début des années 70 une série d'albums, inaugurée par *What's Going On* pour Marvin Gaye et *Talking Book* pour Stevie Wonder, qui devaient marquer durablement la musique américaine. À cette époque, Berry Gordy retrouvait une dernière fois le flair qui avait fait Motown en prenant sous contrat cinq ans de Gary (Indiana), le plus jeune et le plus nommé Michael. Les Jackson enregistrèrent les deux grands albums sortis sous l'étiquette Motown (*I Want You Back*, le jour la meilleure chanson qu'il n'ait jamais chantée avec *Billy Jean*), ABC et quelques autres. Après ce dernier éclat, Motown s'enfonça dans la routine de n'importe quelle maison de disques de taille moyenne. En 1988, Berry Gordy vendit le label au groupe MCA. Il a depuis changé de mains et est aujourd'hui lié par un accord de distribution au groupe Polygram.

THOMAS SOTINEL

★ *Hitsville USA*, 4 CD Motown 37463612-2.

du 17 novembre au 13 décembre

TGP
42 43 17 17

MARIVAUX
la dispute
Mise en scène de Stanislas Nordey

Saute, Marquis !

MONOLOGUES
DE GEORGES FEYDEAU
conception et mise en scène
ALAIN FRANÇON
et
GILLES DAVID
avec
GILLES DAVID
Coprédiction CDD de Sévère
Anney Chambrey Rhône-Alpes
L.A.R.C. Scène Nationale Le Creusot
du mardi au dimanche 19h - dim. 15h
LE MOND-PONT - THEATRE RENAUD-BARRAUD
42 56 60 70

VOTRE TABLE
CE SOIR

THEATRE

Spectacles nouveaux

La Cantatrice chauve

de Eugène Ionesco, mise en scène de Jean-Luc Lagarce, avec Mirella Herbstmeyer, Jean-Louis Griffield, Elisabeth Mazzeo. Le réveil d'aujourd'hui reprend le thème de l'humour des années 60. Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. À partir du 8 décembre. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Conversation en Sicile

d'Elia Vittoria, mise en scène de Daniel Zardi, avec Robin Renucci, Courtillot, Robin Renucci, Courtillot, Robin Renucci, Courtillot. Quand tout ce qui doit être dit a été dit, quand la mémoire débarrasse de la pudeur, disparaît la souffrance. Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Edwige Feuillère en scène

de Jean-Luc Tardieu, mise en scène de l'auteur, avec Edwige Feuillère et Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Edwige Feuillère et Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Mar'mots

de Bruno Coppens, mise en scène de Jean-François Neek, avec Bruno Coppens. Les mots s'emballent, tournent à vide, leur sens s'éparpille. R. la poésie. Centre 46, rue Quin-campois, 4. À partir du 8 décembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-71-26-16, 70 F et 100 F. Du 8 au 12.

Le Pleure-misère

d'après Flann O'Brien, mise en scène de Dominique Collignon-Maurin, Laurent Martini, Michel Mathieu et Emmanuel Stoch. Mémoires picaresques, drôlesques et surprenantes de villageois irlandais. Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. À partir du 3 décembre. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45. Le dimanche à 16 h 45. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Saut, Marquis!

d'après Flann O'Brien, mise en scène de Gilles David et Alain François, avec Gilles David. Quelques monologues de Feyla, les délices d'un domestique. L'imper-turbable. Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

La Serva amorosa

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jacques Lussac, avec Alain Pralon, Claire Vernet, Catherine Hiegel, Nicolas Silberg, Jacques Sereys, Jean-Yves Dubois. Les chasses-croisés de l'amour, du désir, du pouvoir et de l'argent. Jacques Lussac célèbre l'année Goldoni avec une pièce très peu connue. Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Les Ubs

d'Alfred Jarry, mise en scène de Daniel Zardi, avec Robin Renucci, Courtillot, Robin Renucci, Courtillot. Quand tout ce qui doit être dit a été dit, quand la mémoire débarrasse de la pudeur, disparaît la souffrance. Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Edwige Feuillère et Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.



« Les échelles d'Orphée », dansé par Josef Nadj au Théâtre de la Ville.

Paris

Appartement témoin ; De plein fouet

de Gilberte Toul, mise en scène de Gilberte Toul, avec Akka N'Dah, Kelong et Mohammed Roubil. Trois immigrés se retrouvent pour le rap. Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. À partir du 3 décembre. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45. Le dimanche à 16 h 45. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

La Dispute

de Marivaux, mise en scène de Stanislas Nordey, avec Stanislas Nordey, Jean-Jacques Simonian, Virginie Wolmann, Stanislas Nordey, Eric Legrand, Delphine Ellet, Emmanuel Costes, Bertrand Bessard et Julia Poullet. Ils sont jeunes, ils sont beaux et jouent avec fougue l'éveil du désir chez des enfants sauvages et leurs premiers pas dans la tromperie. Théâtre Gérard-Philipe, 88, bd de la Chapelle, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 48-43-00-88, 80 F et 100 F.

L'Ecole des mères ; Les Acteurs de bonne foi

de Marivaux, mise en scène de Stanislas Nordey, avec Stanislas Nordey, Jean-Jacques Simonian, Virginie Wolmann, Stanislas Nordey, Eric Legrand, Delphine Ellet, Emmanuel Costes, Bertrand Bessard et Julia Poullet. Ils sont jeunes, ils sont beaux et jouent avec fougue l'éveil du désir chez des enfants sauvages et leurs premiers pas dans la tromperie. Théâtre Gérard-Philipe, 88, bd de la Chapelle, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 48-43-00-88, 80 F et 100 F.

Le Banc

d'Harold Pinter, mise en scène de Tati Sabet, avec Tati Sabet, Marie-Hélène Raulin et Hervé Lebas. Ils se sont rencontrés sur un banc, ils se sont aimés, se sont séparés, ont ri ensemble, se sont quittés, se sont retrouvés, et tout ça en une heure, presque sans mots, mais avec plein de talent. Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, 9. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 47-70-61-47, 110 F.

Cinq essais d'effraction

de Claude Degliame, Jean-Michel Rabeux, Agnès Laurent, Georges Gaby, Didier-Georges Gaby. Une cinquantaine de comédiens ont choisi cinq textes non dramatiques et non littéraires, des textes bruts, des témoignages et les ont théâtralisés. Théâtre du Campagnol, 20-22, rue Marcel-Cachin, 91000 Corbeil-Essonnes. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-92-72-31.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Je Deux Mieux...

d'après Roland Dubillard, mise en scène de Stéphane Lachaux, avec Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin, Jean-Luc Tardieu, Jean-Camille Séverin. La grande Edwige Feuillère raconte une vie de femme et quelques rôles. Madeleine, 18, rue de Surène, 6. À partir du 8 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-86-43-88, 80 F et 100 F.

Province

Le Baladin du monde occidental

de John Millington Synge, mise en scène de Philippe Adrien. « Quelqu'un a vécu véritablement proche des paysans, a vu combien les dires et les pensées les plus sauvages de cette pièce sont plats comparés aux délirs fantasmatiques de la chambre », écrivait Synge, qui pourtant a traduit avec une vigueur sans pareille les balancements des âmes irlandaises. Théâtre de la Ville, Place de l'Hôtel-de-Ville, 35000 Rennes. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 99-31-12-31. De 80 F à 100 F.

Le Fantôme amoureux

de Philippe Quinault, mise en scène de Jean-Marie Villégier. Jean-Marie Villégier continue à faire découvrir les merveilles du théâtre baroque. Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30. Tél. : 88-35-44-82. De 60 F à 120 F.

Home

de David Storey, mise en scène de Philippe Fugère. Cinq personnes tentent de se protéger du monde extérieur. Théâtre de la Parochiale, rue de la Parochiale, 35000 Rennes. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 88-78-47-83, 70 F et 100 F.

Ondine

de Jean Giraudoux, mise en scène de François Ruello. Les amours d'un Chevalier et d'une fille des eaux. Comédie de Picardie, 62, rue des Jacobins, 80000 Amiens. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 22-22-94-95. De 60 F à 110 F.

Les Prodiges

de Jean Vauthier, mise en scène de Jean Vauthier. Marcel Maréchal retrouve le monde enfantin, cruel, picaresque et bouleversant de Jean Vauthier. La Cité, 30, quai de l'Île-Neuve, 13000 Marseille. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 81-84-70-84, 80 F et 120 F.

DANSE

Théâtre Jol/Joséph Nadj

Les Echelles d'Orphée (I) Comédie Templo (I) Des gags gesticulés réglés au millimètre et un dixième de seconde : le théâtre drôle et grimpant de Nadj, cocktail de surréalisme, cinéma muet, cirque, acrobatie. Il se dégage dans les Echelles d'Orphée de Kantor, encore très présente dans Comédie Templo. Théâtre de la Ville, (1) du 1^{er} au 5 décembre, (2) du 8 au 12, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77, 85 F et 130 F.

Daniel Larrien

Rituel ou les trois jours de décembre Les adieux de Daniel Larrien à La Ferme du Buisson, où il était en résidence depuis trois ans. Cette création, conçue avec le plasticien Jean-Michel Othoniel et basée sur le Requiem de Fauré, n'est pas destinée à être reprise. Nohet, La Ferme du Buisson, les 3-4-5 décembre, 21 heures. Tél. : 64-62-77-77. De 70 F à 110 F.

Biennale du Val-de-Marne

1.2.3.4 Fin de l'opération « un solo, un duo, un trio, un quatuor », avec des pièces de Denis Plassard, Catherine Berbeaud, Régis Xavier (le 3), Théâtre Romain-Rolland de Villejuif, Noël Laperson, Nathalie Collantes, Faizal Zeghoudi et Jackie Taffanel (le 4), CMA Jean-Vincent de Champs-sur-Marne, Sandra Martinez, Paco Decin, Richard Mourdin et Mourad Belkhir (le 5), Salle Gérard-Philipe de Bonneuil-sur-Marne.

Centre chorégraphique de Nantes

Hommage à Jacques Garnier Avec Anais, de Jacques Garnier, et deux pièces de Brunschön : la reprise de Folie et la création des Démolitions de Lola. Les deux soirées sont données au bénéfice de la lutte contre le sida. Centre chorégraphique de Nantes, 44100 Nantes. Les 3-4-5 décembre,

LA SÉL

DE LA SEMAINE

le biais de l'association AIDES-Atlantique. Opéra de Nantes, les 4 et 5 décembre. 21 heures. Tél. : 40-67-61-77. 100 F et 150 F.

Nîmes
Anne Teresa de Keersmaecker

Achterland
Dans le cadre d'un Mois de la danse comprenant diverses manifestations (vidéos, rencontres, expositions de photos, stages, interventions en milieu scolaire), la visite de la grande chorégraphe flamande est un événement.
Théâtre de Nîmes, les 4 et 5 décembre. 20 h 30. 100 F et 130 F.

Marseille

Compagnie Bagouet

So Scherif, One Story in a Family
Le beau programme qui vient de donner la compagnie Bagouet à l'Opéra de Paris : une pièce sublimement écrite de Dominique Bagouet, suivie d'une pièce subtile de Trisha Brown.
Théâtre Tournais, la 4 décembre. 21 heures. Tél. : 91-62-55-110 F.

Dijon/Chalon-sur-Saône

Art Danse 92
Un « duplex chorégraphique » organisé par les deux villes mettra leurs forces en commun.
Divers lieux de Dijon et de Chalon-sur-Saône, du 3 au 20 décembre. Tél. : 90-30-59-78 à Dijon, 95-42-52-00 à Chalon.

La sélection « Théâtre » a été réalisée :
« Danse » : Sylvie de Nismes.

MUSIQUE

Musique classique

Mercredi 2 décembre

Stravinsky

Le Chant du rossignol
Le Sacre du printemps

Debussy

La Mer

Orchestre de Paris.
Jean Massel (direction).
On avait quitté Massel dans Mahler à la tête du National. On le retrouve dans le plus splendide des programmes de musique française avec l'Orchestre de Paris. Le technicien reste hors pair dans quelque répertoire que ce soit. Et s'il pouvait faire plus que passer, comme on se le connaît !
Salle Pleyel, 20 h 30 (les 3 et 4). Tél. : 45-63-85-73. De 120 F à 400 F.

Lully

Armide

Sylvie Brunet (Armide),
Howard Crook (Fénelon),
Bernard Denard (Hidra),
John Hancock (Armand),
Noémie Rima (Sémio),
Véronique Gené (Phénice),
Luc Cordes (Arante).
Compagnie Lasser,
Chœur et orchestre du Collège Vocal de Saint-Étienne de la Chapelle royale.
Philippe Harroche (direction).
Patrick Caumont et Moïse Lasser (mise en scène).
Stéphane Aubin (chorégraphie).
Incroyable mais vrai. Cette Armide dont la mise-en-scène n'a aucun caractère historique, qui ne se veut en rien une reconstruction, dont les costumes et les décors évoluent entre le cinéma d'avant-garde, Dufy et Bontemps, dont la chorégraphie se rit de la rhétorique d'époque, ont, ce spectacle résume plus vrai que vrai à l'œil et à l'oreille. L'anti-Apô, absolument, mais d'une cohérence égale dans ses choix. Y compris quand Sylvie Brunet fait de la magicienne amoureuse une héroïne romantique, au sein d'une équipe de chanteurs et de musiciens recrutés dans les rangs du baroque.
Théâtre des Champs-Élysées (les 2, 4 et 5, 19 h 30 ; le 6, 17 heures). Tél. : 45-52-50-50. De 50 F à 540 F.

Gounod

Faust

Gösta Winbergh (Faust),
Pavla Burchardova (Margarete),
Kellen Speranza (Margarete),
Andreas Schmidt (Valentin),
Collette Alliot-Lugaz (Séraphine),
Bernadette Antona (Wagner),
Jean-Philippe Maréchal (Wagner),
Orchestre et Chœur de l'Opéra de Paris.
Julius Rudel (direction).
Joyce Lavelli (mise en scène).
Privilegies qui ont gardé le souvenir de la distribution qui anima la création, en 1975, à Caen, de cette légendaire production, avec vos oracles du souvenir de Frem, Chisarov, Gedda, etc. Sifflez à l'époque pour son antinaturalisme, la mise

en scène de Lavelli ne scandalise plus personne.
Opéra-Bastille, 19 h 30 (le 4). Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 570 F.

Jeudi 3

Brahms

Quatuor à cordes n° 2

Schumann

Quatuor à cordes n° 3

Quatuor à cordes n° 4

Quatuor à cordes n° 5

Quatuor à cordes n° 6

Quatuor à cordes n° 7

Quatuor à cordes n° 8

Quatuor à cordes n° 9

Quatuor à cordes n° 10

Quatuor à cordes n° 11

Quatuor à cordes n° 12

Quatuor à cordes n° 13

Quatuor à cordes n° 14

Quatuor à cordes n° 15

Quatuor à cordes n° 16

Quatuor à cordes n° 17

Quatuor à cordes n° 18

Quatuor à cordes n° 19

Quatuor à cordes n° 20

Quatuor à cordes n° 21

Quatuor à cordes n° 22

Quatuor à cordes n° 23

Quatuor à cordes n° 24

Quatuor à cordes n° 25

Quatuor à cordes n° 26

Quatuor à cordes n° 27

Quatuor à cordes n° 28

Quatuor à cordes n° 29

Quatuor à cordes n° 30

Quatuor à cordes n° 31

Quatuor à cordes n° 32

Quatuor à cordes n° 33

Quatuor à cordes n° 34

Quatuor à cordes n° 35

Quatuor à cordes n° 36

Quatuor à cordes n° 37

Quatuor à cordes n° 38

Quatuor à cordes n° 39

Quatuor à cordes n° 40

Quatuor à cordes n° 41

Quatuor à cordes n° 42

Quatuor à cordes n° 43

Quatuor à cordes n° 44

Quatuor à cordes n° 45

Quatuor à cordes n° 46

Quatuor à cordes n° 47

Quatuor à cordes n° 48

Quatuor à cordes n° 49

Quatuor à cordes n° 50

Quatuor à cordes n° 51

Quatuor à cordes n° 52

Quatuor à cordes n° 53

Quatuor à cordes n° 54

Quatuor à cordes n° 55

Quatuor à cordes n° 56

Quatuor à cordes n° 57

Quatuor à cordes n° 58

Quatuor à cordes n° 59

Quatuor à cordes n° 60

Quatuor à cordes n° 61

Quatuor à cordes n° 62

Quatuor à cordes n° 63

Quatuor à cordes n° 64

Quatuor à cordes n° 65

Quatuor à cordes n° 66

Quatuor à cordes n° 67

Quatuor à cordes n° 68

Quatuor à cordes n° 69

Quatuor à cordes n° 70

Quatuor à cordes n° 71

Quatuor à cordes n° 72

Quatuor à cordes n° 73

Quatuor à cordes n° 74

Quatuor à cordes n° 75

Quatuor à cordes n° 76

Quatuor à cordes n° 77

Quatuor à cordes n° 78

Quatuor à cordes n° 79

Quatuor à cordes n° 80

Quatuor à cordes n° 81

Quatuor à cordes n° 82

Quatuor à cordes n° 83

Nelson

Ichthyos

Pape

Stasie

Butin

Les

Michèle Lévesque (piano),

Robert de Senne (violoncelle),

Orchestre de Massy,

Dominique Roula (direction).

Lévesque, dont l'intégrale des Sonates de

Beethoven vient de paraître en un gros coffret

(Adès), prolonge ses visions beethoven-

nismes toujours originales dans une œuvre de

son cri destinée au clavier. Belle lignée.

Xenakis continue à souffler ses 70 bougies,

l'été par Radio-France.

Grand auditorium de Radio-France,

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

20 heures. Tél. : 42-30-15-16.

Régions

Marseille

Verdi

Rigoletto

Les Noces (Rigoletto),

Kathleen Gosselle (Hélène),

Ignacio Echeburua (le duc de Mantoue),

Marino Luperi (Rigoletto),

Giuseppe Tassinari (Maddalena),

John Tranter (Montreuil),

Chœur et orchestre philharmonique de

Marseille.

André Gergely (direction).

Piero Tassinari (mise en scène).

Rigoletto au Capitole ? (lire plus bas). Rigo-

letto à Marseille presque dans la même

pièce. Un Elixir d'amour à Nice, pen-

dant la même période, montre dans ces

conditions un sérieux souci de se singular-

iser.

Le 3, 20 h 30 ; le 6, 14 h 30. Opéra.

Tél. : 91-55-21-12. De 190 F à 250 F.

Le 3, 20 h 30 ; le 6, 14 h 30. Opéra.

Tél. : 91-55-21-12. De 190 F à 250 F.

Le 3, 20 h 30 ; le 6, 14 h 30. Opéra.

Tél. : 91-55-21-12. De 190 F à 250 F.

Le 3, 20 h 30 ; le 6, 14 h 30. Opéra.

Tél. : 91-55-21-12. De 190 F à 250 F.

Le 3, 20 h 30 ; le 6, 14 h 30. Opéra.

LA SÉLECTION

Dessins de Liotard (1702-1789)

Après Genève, le Louvre accroche 130 dessins choisis dans les cartons du fleuron de la Suisse du XVIII^e siècle, Jean-Etienne Liotard. Il faut découvrir cet artiste qui fut un des premiers à se dégager de l'esthétique rocaille pour s'orienter vers un style plus dépouillé qui annonce une part du néo-classicisme et beaucoup de l'introspection dans le portrait du XIX^e siècle.

Musée du Louvre, pavillon de Flora, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturnes un lundi sur deux et tous les mercredis jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 14 décembre. 31 F (billet d'entrée du musée).

Figures du moderne

450 œuvres d'une des plus importantes tendances de l'art du XX^e siècle, souvent évoquée, mais mal connue sous nos climats. De *Die Brücke*, à Dresde puis à Berlin, au *Blauer Reiter* de Munich, c'est tout un pan de l'art moderne qui surgit, avec les figures de Kandinsky, Marc, Schmitt-Rottluff et bien d'autres. La plus belle et la plus intéressante exposition de cette fin d'année.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 14 mars 1993. 30 F.

Peter Fischli et David Weiss

La Suisse n'est plus ce qu'elle était : on y trouve l'excentricité, l'humour et le clin d'œil, le plaisir jamais gratuit de la dérision. Zürichois, Fischli et Weiss posent leurs valises, leurs drôles de sculptures, leurs photos montées et leurs vidéos à Paris. Un grand vent frais venu des Alpes.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 janvier 1993.

les jours sauf mardi et dimanche de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 janvier 1993.

Fragonard et le dessin français au XVIII^e siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du XVIII^e siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des 37 illustrations qu'il fit des *Contes de La Fontaine*. Jamais montrés, ces dessins voués aux enfers des bibliothèques devraient susciter bien des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-86-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 février 1993. 30 F.

Images d'un autre monde

Du microscope au système solaire, de la botanique à l'imagerie médicale, du ciel aux fonds marins, les scientifiques n'ont cessé d'utiliser la photographie. Aujourd'hui, l'image numérique leur offre, ainsi qu'aux artistes, un nouveau champ de création.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-33-38-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 18 janvier 1993. 25 F (entrée du musée).

La Lituanie au tournant du siècle

Trois auteurs ont marqué la photo en Lituanie « au tournant du siècle », de 1870 à 1930. Juozas Cebavičius, le comte Tykiewicz, et Jan Buihak : images de Vilnius, monuments de la ville, portraits.

Centre photographique d'Île-de-France, Ferme briarde, hôtel de ville, Pontault-Combault, 77340. Jusqu'au 10 janvier 1993.

L'Art d'Amérique latine 1911-1968

Un demi-siècle de peinture et de sculpture de douze pays d'un continent fasci-

nant, complexe, bigarré. Des muralistes mexicains aux constructivistes argentins en passant par l'étrange Frida Kahlo, mi-naïve, mi-surréaliste, la découverte d'un demi-monde que l'on complétera avec celle des jeunes générations montées à l'Hôtel des arts.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 11 janvier 1993.

Les Etrusques et l'Europe

On leur doit l'introduction du vin en Gaule. Ils n'avaient pas envahi la France depuis trente-cinq ans. Les Etrusques sont de retour à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 décembre. 40 F (possibilité de billet jumelé avec « Picasso » : 60 F).

Picasso et les choses

Les nombreux ateliers de Picasso étaient connus pour l'amoncellement d'objets hétéroclites dont il aimait s'entourer. Après les musées de Cleveland et de Philadelphie, Paris dressa l'inventaire en 130 œuvres du bric-à-brac d'où jaillirent quelques-unes des plus formidables natures mortes du siècle.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 décembre. 30 F (possibilité de billet jumelé avec « Les Etrusques » : 60 F).

Martial Rayssé, rétrospective

Depuis dix ans le travail de Martial Rayssé est, pour beaucoup, une énigme : il fut une des comètes du nouveau ré-

alisme, mais, contrairement à ses amis qui menaient grand tapage, a disparu depuis dix ans du devant de la scène artistique. Généralement, c'est bon signe.

Galerie nationale du Jeu-de-paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-60-89-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Projection de films et vidéos de Rayssé (à 14 heures. Jusqu'au 31 janvier 1993. 35 F).

Charlotte Salomon : vie ou théâtre ?

170 gouaches extraites d'une déclaration d'amour en 1325 feuilles à un professeur de chant, réalisée par une jeune Berlinoise qui grandissait à l'ombre du nazisme. Un journal intime illustré, en une époque qui en vit naître d'autres. Charlotte Salomon fut gazée à son arrivée à Auschwitz, en 1943. Elle avait vingt-six ans.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Sisley

Soixante toiles du Britannique Sisley, qui fut un des piliers du groupe impressionniste mais aussi un des rares à n'avoir pas bénéficié d'une grande rétrospective. L'exposition doit réparer cette injustice, mais risque également de conforter les sentiments de ceux qui le considèrent comme un petit maître.

Musée d'Orsay - rez-de-chaussée, Entrée quel Anstole-France, pl. Henri-de-Montant, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Conférences les 3, 16, 23 et 30 janvier 1993. Jusqu'au 31 janvier 1993. 32 F, 45 F (billet jumelé musée-exposition).

Galleries

Louise Bourgeois

Née à Paris, mais installée à New-York depuis 1938, elle est devenue un des plus grands sculpteurs américains. Nul n'étant prophète en son pays, voici, après une première rétrospective chez Lebas, une nouvelle exposition de Louise Bourgeois à Paris, avec une dizaine d'œuvres récentes.

Galerie Karsten Greve, 5, rue Debel-lyme, Paris 3^e. Tél. : 43-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 janvier 1993.

Patrick Dubrac

La première chose que fait une équipe d'ouvriers en arrivant sur un nouveau chantier de construction, c'est de se construire un mobilier : bancs, tables et établis, vides cloués, avec le minimum de moyens et des bois de récupération. On l'appelle le *bidu*. Dubrac le salue de la benne, le peint en blanc et lui redonne vie, en le recomposant.

Galerie Barthelemy, 7 et 8, rue Pecquary, Paris 4^e. Tél. : 40-27-84-14. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 décembre.

Gastrowald

Il existe une curieuse sorte de milieu artistique, celle des administrateurs institutionnels de Gastrowald, qui fut un des peintres les plus doués de sa génération, mais aussi l'un de ceux qui se méfiaient le plus de la peinture.

Galerie Maeght, hôtel Le Rebours - 12, rue Saint-Martin, Paris 4^e. Tél. : 42-78-43-44. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 janvier 1993.

William Mackendree

Deux expositions montrent les travaux récents de William Mackendree, qui a quitté sa Géorgie (USA) natale et a travaillé ses premières années à Paris. Humour surprenant, ses dessins sont d'une richesse et d'une profondeur qui les rendent au moins aussi intéressants que les toiles.

Galerie Vidal - Saint Phallix, 10, rue du Théâtre, Paris 4^e. Tél. : 42-76-06-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 24 décembre. Galerie Barbéro et Co, 74, avenue Quincampoix, Paris 3^e. Tél. : 42-72-57-36. Jusqu'au 15 janvier.

Aurélien Nemours

Travaux récents d'une grande dame de l'abstraction géométrique, chez une autre. Il faut bien constater l'absence fraîcheur d'une des dernières formes d'expression où la peinture allie la rigueur à l'humour.

Galerie Denise Rand, 22, rue Charlot, Paris 3^e. Tél. : 48-57-73-94. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1993.

Henri Presset

Les constructions de Presset partent de la figure humaine, qu'elles symbolisent magistralement. La Suisse est un des bastions de l'art concret, trop peu connu en France, dont il faut souligner l'extrême richesse, la grande subtilité, et parfois une sensibilité inattendue.

Galerie Pascal Gabart, 50, rue Quincampoix, Paris 3^e. Tél. : 48-04-94-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1993.

Michel Séménako

Michel Séménako est un photographe de la nuit, pas des night-clubs, mais des forêts, des montagnes, des temples, jardins, balais qu'il arpente en silhouette depuis toujours, en redonnant le paysage obscur à coups de lampes et de flashes.

Galerie Fanny Guillen-Lafaille, 4, avenue de Marbais, Paris 8^e. Tél. : 45-63-52-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 19 décembre.

Eric Snell

Concurremment au délire technologique qui envahit l'art d'aujourd'hui, il existe une tendance qui cherche les éléments premiers de la fabrication d'une œuvre. Le Britannique Eric Snell, dans la lignée de Burri, Miró, Klein, Jaccard et plus récemment Marchetti, travaille le fer, brille les instruments avec le charbon desquels il dessine ensuite.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris 4^e. Tél. : 42-72-39-94. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 décembre.

Tony Soulié

La joie de peindre existe encore. On peut le constater dans les petits formats aux rythmes synopsés de Tony Soulié, comme dans la grande toile (plus de 4 mètres sur 2) aux harmonies d'ocre rouge et d'acier rouillé, qui témoigne en outre d'une belle santé.

Galerie François-Pelland, 91, rue Quincampoix, Paris 3^e. Tél. : 42-71-94-15. Tous les jours sauf lundi de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 19 décembre.

Mario Giscomelli

Le plus grand photographe italien vivant est installé dans la région des Marches, à la fois imprimeur-typographe et poète de campagne. D'après des poèmes de Vincenzo Cardarelli, il présente « Passato » (le passé), un travail récent autour de la mémoire et de la poésie.

Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4^e. Tél. : 42-77-38-24. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 19 heures. Du 2 décembre au 9 janvier 1993.

La sélection « Arts » a été établie par :
Harry Bellet
« Architecture » :
Frédéric Edelmann
« Photo » :
Michel Guerin

SZAFRAN

Aquarelles

jusqu'au 10 janvier 93

Vallois

36 RUE DE SEINE
75004 PARIS
TEL 43 29 51 15
FAX 43 29 90 73

EXPOSITION PHOTOS DU 4 AU 31 DÉCEMBRE 1992

Signature du livre le 3 décembre à partir de 18 h

MES ANNÉES LIFE

PIERRE BOULAT

LA CHAMBRE CLARE - 14, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris. Tél. : (1) 46-34-04-31.

GALERIE COARD

12, rue Jacques Callot, 75006 PARIS 43 26 99 73

BOLIN

œuvres récentes
du 18 novembre au 18 décembre



NOUVEAUTÉ

INTÉGRALEMENT
EN COULEURS

LES PERSPECTIVES SAVANTES
LES BATAILLES FANTASTIQUES

***Vous êtes curieux
de ce qui se décide aujourd'hui
dans le monde artistique et culturel ?
Alors choisissez
Profession Culture.***



*Un journal qui s'attache à privilégier
les itinéraires sur les résultats,
les personnalités sur les institutions,
les expériences sur les événements.
Une source d'informations pour ceux
dont l'ambition est d'accompagner des créateurs
et la création. Un outil conçu pour permettre aux
professionnels et aux futurs professionnels de mieux
décrypter l'organisation de la vie artistique
et culturelle locale, nationale et internationale.*

Jean-Michel Djina
Directeur de la publication

Profession Culture est vendu uniquement sur abonnement. Vous pouvez aussi adhérer au Cercle (opérationnel à partir de 1993) et bénéficier ainsi d'un certain nombre de services (invitations aux galeries, avant-premières, dîners-débats, etc.). Remplissez le coupon-réponse et adressez-le à :

Profession Culture / Artes Presse, 89 rue de Turbigo 75003 Paris, ou téléphonez au 16 (41) 42 62 67 77.

Je souhaite m'abonner, dès aujourd'hui, à Profession Culture au tarif de 800 F pour 10 numéros :
☐ oui ☐ non. Tarif spécial étudiants et intermittents du spectacle.

Je désire également adhérer au cercle, pour un an au tarif de 300 F : ☐ oui ☐ non.

Je vous transmets mon règlement par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal.

Merci de me communiquer une facture : ☐ oui ☐ non.

Nom : Prénoms :

Société :

Adresse (personnelle ou professionnelle) :

هكذا في العمل

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Shura Cherkassky
Live à Carnegie Hall : œuvres de Bach, Beethoven, Schubert, Chopin, Ives, Hoffmann, Tchaikovsky, Paganini et Mozart Gould.
Shura Cherkassky (piano).
Enregistré en public, lors de l'unique concert donné par Shura Cherkassky, à New-York, en 1991, l'année de ses quatre-vingts ans, l'un des plus beaux enregistrements de piano que nous connaissions. Il sera le témoin, pour les générations futures, de l'art d'un interprète longtemps décalé avec son époque, qui, le grand âge venu, se voit soudain promu au rang de référence. Qui joue encore du piano avec ces airs gourmands, cette malice, ce goût du risque ? Quel pianiste oserait à quatre-vingts ans apprendre une sonate de Charles Ives et la jeter ainsi à la face d'un public peu réputé pour son amour de la musique « moderne » ? Et surtout quel jeune teneur d'ivoire aurait le culot de jouer la *Boogie Woogie Étude* de Morton Gould en swingant ainsi

sur son siège ? Qui penserait à exhumier la paraphrase composée par M. Pabst sur des thèmes d'*Elégie Oleguine* de Tchaikovsky ? Cherkassky n'a rien à prouver, il joue ce qu'il aime comme il a toujours tenu à le jouer, avec une liberté d'allure, un chic disparus. Il tire tant de sonorités différentes de son piano, ses attaques sont si différenciées que ce disque est un catalogue presque complet de tout l'arsenal technique qu'un pianiste se doit de maîtriser. Quel dommage que ce concert n'ait pas été filmé, et qu'il ait été enregistré par Decca, dont les prises de son « industrielles » abiment, depuis près de vingt ans, les interprétations des pianistes. Le piano a été capté par des micros atteints de myopie. L'acoustique de la plus célèbre salle de concert du globe ressemble donc à celle du premier studio venu.
1 CD Decca 433 654-2.

Paganini
24 caprices pour violon seul
Néglige Pasquier (violon).
Quelques-uns seulement des grands violonistes de notre siècle se sont risqués à enregistrer les caprices de Paganini (Rabin, Perlman, Ricci, Poullet, Markov, etc.). Milstein, Heifetz, Szeryng, Szegedy, Kreisler, Francescatti, virtuoses transcendants s'il en fut, évitèrent soigneusement de se colleter à l'intégralité du bréviaire des violonistes doués pour l'acrobatie. Horowitz ne s'aventura pas, lui non plus, à enregistrer toutes les études de Chopin, ni toutes celles de Liszt. Cette somme violonistique est-elle d'ailleurs de celles que l'on doit publier sur disque ? La substance musicale est mince, et les difficultés ne sont pas toujours là où les non-violonistes croient les repérer. Les écouter à la file agit comme un somnifère. Le microscillon avait un avantage : il contraignait l'auditeur à se lever pour changer de face. Régis Pasquier est un violoniste qui a les moyens techniques de s'expri-

mer, et comme il a beaucoup de belles choses à dire, il est l'un des musiciens les plus attachants de notre temps. Son Paganini a de l'élégance, du lyrisme ; il est onctueux, méditatif, brillant. Son jeu est un miroir réfléchissant qui ne déforme pas ces pièces. Mais c'est dans un grand et beau concerto qu'on aimerait l'entendre, avec un chef et un orchestre à sa mesure : de grande pointe.
1 CD Vade-Aurville V 4 673. Excellente prise de son.
A. L.

Jazz
Archie Shepp Quintet
Blind Fire Tribute to Charlie Parker
C'est un 25 janvier 1979, au studio Ramzes. Archie Shepp a entrepris depuis quelques années son œuvre de relecture de la grande bibliothèque du jazz. Ça laisse une partie des fidèles pantois, le gros de la critique réservé et nous, très tranquille. C'est beau, c'est grave, c'est enlevé, c'est profond et ça va de l'avant. Quatre pièces illustrées par Charlie Parker y passent. On se demande toujours pourquoi Archie Shepp ne joue pas comme il faut et jamais, par exemple, si la diction de Coluche est bien différente de celle de Balladur. Shepp au ténor (et au baryton, bizarre), Everett Hollins à la trompe, Siegfried Kessler aux maracas, rythmique de première division (Bob Cunningham et Clifford Jarvis).
Un CD 151 962 IMPRO Audiolib.
F. M.

Rap
Stereo MC's
Connected
Londoniens, les Stereo MC's se sont mis au rap avec l'énergie et la

saïveté des convertis. C'était il y a trois ans. *Connected*, leur troisième album, montre le chemin parcouru depuis. Si le groupe n'a rien perdu de son énergie (qui en fit tout de suite l'un des meilleurs sur scène), il a ouvert sa musique à d'autres influences passées et contemporaines. On trouvera donc sur *Connected* des échos de toute l'histoire de la musique noire (brèves de cuivres, lignes de basse grassouillettes) et beaucoup de relents de dance-music, telle qu'elle se pratique dans les raves. Tout au long de l'album, les Stereo MC's jouent à la fois la tête (les textes sont plus qu'intelligents : inspirés parfois) et les jambes, sur des tempos moyens mais irrésistibles. En plus, contrairement à beaucoup de rappers qui s'essaient à la mélodie, ils évitent les clichés et font preuve de dispositions évidentes en la matière.
4th-Broadway/Que Street-Island 512 743-2, distribution Barclay.
T. S.

Rock
Brenda Kahn
Epiphany in Brooklyn
Encore une New-Yorkaise qui chante. Elle ose des armes du folk, guitare acoustique, couplet-refrain. Elle va jusqu'à piller la mythologie du Greenwich Village des années 60, la première chanson du disque s'appelle *I Don't Sleep I Drink Coffee Instead* (« Je ne dors pas, à la place, je bois du café »), comme si à New-York la caféine suffisait pour rester éveillé. Elle chante même un texte de Delmore Schwartz, le poète urbain qui fut le mentor de Lou Reed.
Mais il y a un peu plus que ce ressassement dans les chansons de Brenda Kahn. Il y a une voix d'abord, un peu étranglée, tendue, qui évoque vraiment Patti Smith à ses débuts. Qui évoque donc l'ur-

gence, le désir irrépressible de chanter. Et puis un savoir instinctif de ce qui fait une vraie chanson, un respect de la mélodie, de la logique interne de cet artisanat, qui discipline les accès déraisonnels de Brenda Kahn sans les neutraliser. *Epiphany in Brooklyn* se fait assez exaspérant par moments. Mais à la fin de chaque écoute, entre frustration et émerveillement, on a envie d'y revenir.
Columbia 01-472080-10
T. S.

Chanson
Capdevielle
Vertigo
Capdevielle, dixième. Il y a douze ans, Jean-Patrick Capdevielle arrivait sur le marché, grosse campagne promotionnelle à l'appui (énorme pour un chanteur alors inconnu), avec *Quand t'es dans le désert*. Mal à l'aise dans son rôle de fabricant de tubes, Capdevielle, d'abord passé par la peinture, le journalisme et Ibiza, avait par la suite essayé une série d'échecs relatifs. Ses deux derniers albums (réalisés avec le compositeur italien Romano Musumarra, ex-Jeanne Mas) avaient capoté sans heurts, sous l'usure de l'ennui.
Capdevielle a changé de maison de disques. Il a trouvé son inspiration aux États-Unis, et c'est à la Nouvelle-Orléans et à Memphis qu'il a patiné son tout nouveau *Vertigo*, en compagnie du producteur Barry Beckett (Dylan, Dire Straits, Bob Seger). Les onze titres de l'album sont assez variés dans leur forme (reggae, chanson française, rock, mélo, swing, etc.) pour faire oublier des redites sur le fond (« *Nicotine, Nicotine, Nicotine* / Dans la danse de la fumée bleue / C'est la vie, c'est ma vie, c'est la vida ») et les accents emphatiques d'un chanteur qui, s'il s'est fabriqué un style, n'a pas

réussi tout à fait à trouver sa voix. Au moins quatre titres suffisent à sauver *Vertigo* du préfabriqué : *Black Bone*, tube en puissance, musclé, rythmé comme il se doit, et chanté avec une éprete particulière, *Pauvre Prudence*, une jolie chanson douce, *L'enfant de la lune*, de la musique country très mélangée, et *Peur*, mélodie roulée dans la noirceur, entre gospel et mambo.
1 CD Virgin 31087.
V. Mo.

Musiques du monde
Colección de Canciones populares españolas
Federico García Lorca (poète). La Argentina (voix)
Rencontre de deux mythes : le poète et la danseuse. En 1931, Federico García Lorca enregistre pour La Voz de su amo cinq disques 78 tours contenant chacun dix chansons populaires anciennes, qu'il choisit, arrange et fait chanter par une des plus grandes danseuses de l'époque, Encarnación López, dite la Argentina, car née à Buenos-Aires, en 1895.
Lorca est au piano. La Argentina chante. Et les voilà tous deux engagés dans un tête-à-tête exceptionnel (malgré une qualité d'enregistrement laissant à désirer), à peine interrompu par le claquement des castagnettes. Aux dix chansons originelles, cette réédition, qui a pris le soin d'inclure un livret très complet (en espagnol, avec les paroles des chansons et un texte historique), a ajouté deux chansons du répertoire de la chanteuse, plus pompheuses, mais quelle présence !
1 CD Soniflex CDJ 105. Distribué par IHL.
V. Mo.

Fanny Mendelssohn, un livre, un disque
Romances avec paroles



Fanny Mendelssohn idéalisée par son mari, le peintre Wilhelm Hensel
encore, une sorte de télépathie relier la sœur au frère : « Je connaissais immédiatement la pensée qui te passait par la tête et savais par cœur tes nouvelles compositions avant même que tu les écrivies », écrit Fanny, sur le ton du regret, quand Felix décide de se marier sans même lui avoir présenté la fiancée. Il lui avait « déconseillé » de publier ses œuvres. Elle n'enlève rien sans culpabilité - l'interdiction qu'une année avant de mourir : « J'espère ne pas vous faire honte, je ne suis pas une femme libre », écrit-elle pathétiquement. Mais celle qui son frère surmonterait, par référence à Bach et par moquerie pour en leideur, « le Cantor aux noirs sourcils » n'en pensait pas moins en son for intérieur dans cette Allemagne intellectuelle dominée par Goethe (vraie divinité sur terre), par Heine (son chagrin d'amour en boudouille) et où la marche à pied, hobby des romantiques allemands, était interdite au sexe faible : « Que du reste votre respectable nature de femme vous soit rappelée, tous les jours, à chaque pas de votre vie, par les seigneurs de la création serait un point qui pourrait vous mettre en fureur et vous faire perdre toute féminité... »
ANNE REY

« FANNY est tombée dans un combat foudroyé et violent, qu'il serait un peu rapide de limiter au dur triomphe de l'idéologie bourgeoise. » Fanny (Mendelssohn) est l'une des principales victimes du dicton « La musique est femme, les compositeurs sont hommes », dont Evelyn Plietner examine les avatars dans un essai réjouissant : *Musique, Meestra*. Avec ce sous-titre, digne d'un roman de Jules Verne : Le surprenant mais néanmoins véridique récit de l'histoire des femmes dans la musique du XVIII^e au XIX^e siècle. (1)
La sœur aînée de Felix Mendelssohn y figure pour avoir commis, en substance, deux erreurs : être née femme et avoir vu le jour dans une riche famille juive. Pour la première raison, elle ne fut pas prise au sérieux comme compositeur. Pour la seconde, il lui fut refusé sans appel, par ses parents comme par son frère (il eut-il quelque intérêt personnel ?), d'être socialement autre chose que bonne épouse et bonne mère. Résultat : Fanny fut deux fois plus éclipée par son frère que Clara Wieck, épouse Schumann, le fut par son mari. Il fallait le faire.
Françoise Tillard est pianiste, accompagnatrice (de Christa Ludwig, de Katia Ricciarelli), chef de chant (pour Abbado, Karajan). Elle est aussi musicologue, spécialiste du XIX^e siècle allemand. Avec l'aide de France Télécom, dont le mécénat se polarise sur la musique vocale, elle publie, sous la forme d'une grosse biographie, une défense de Fanny Mendelssohn, et illustre simultanément par un disque compact épatant regroupant treize lieder jamais bannis, une romance sans paroles splendide, il n'y a pas d'autre mot, et un trio avec piano. Impéable comme du Schumann, modulant aussi hardiment que du Brahms, porté par un souffle mélodique large et passionné, ce Trio passe pour l'œuvre maîtresse d'une maîtresse femme dont Moscheles, « prince des pianistes » écrivait en 1824 : « Je crois qu'on peut à bon droit l'appeler « un bon musicien ». Honneur du masculin.
Felix et Fanny s'adoraient. La seconde mourut à quarante-deux ans en dirigeant de son piano une répétition de la *Nuit de Walpurgis* ; le premier ne lui survécut que six mois. Le même don extraordinaire pour le piano, la même science du contrepoint à l'ancienne, les mêmes goûts pour les grands maîtres artistiques allemands les unissaient indissolublement (Françoise Tillard nous apprend que, pour la résurrection de la Passion selon saint Matthieu, ils furent associés à égalité. Plus

(1) Édition Pléiade, 1992.
(2) Fanny Mendelssohn, une biographie de Françoise Tillard, Belfond, collection « Voix » 98 F. Fanny Mendelssohn, *Lieder et Trio*, par Donna Brown (soprano), Françoise Tillard (piano Erard 1843) et le Trio Bretonno, sur instruments d'époque (1 CD Opus 111). Un CD comprenant trois lieder de Fanny et un choix de ceux de Felix, par Barbara Bonney et Geoffrey Parsons, vient de paraître chez Teldec (2292-44946-2). Un enregistrement plus ancien (1991) par Fischer-Dieskau et Hartmut Hübner existe chez Clavis (CD 50-9009).

COLLECTION
Fondation Peter Stuyvesant

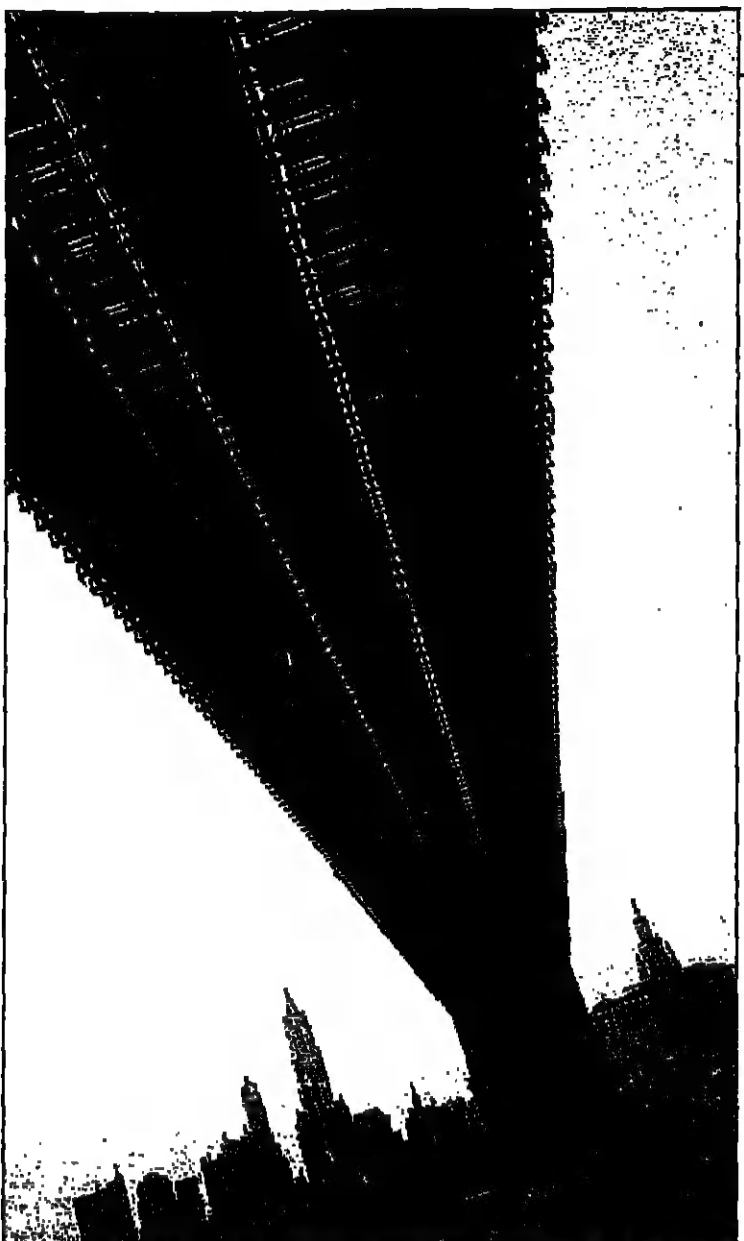
L'art dans l'usine :
30 ans de collection

Plus de 60 tableaux de la collection Peter Stuyvesant sont exposés à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts à partir du 21 octobre 1992. En 1960, la Fondation Peter Stuyvesant est créée dans le but d'acquiescer des œuvres d'artistes contemporains destinées à être exposées dans les usines et sur les lieux de travail. Aujourd'hui, la collection Peter Stuyvesant rassemble environ 1 000 œuvres d'artistes originaires de 37 pays différents. C'est une partie de ces œuvres qui seront exposées à Paris, à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts, poursuivant ainsi leur tour d'Europe des musées.

21 OCTOBRE - 20 DECEMBRE 1992
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DES BEAUX-ARTS
11, QUAI MALAQUAIS - PARIS 6^e
TOUS LES JOURS DE 13 H A 19 H
FERME LE MARDI

هكذا من الناحية

Des (17)
Apr
130
flor
Jean
cel
si
dég
s'ori
qui
et
bu
port
Mus
Jau
Fau
Jou
noct
men
14
ma
Fig
450
tenc
veni
clim
Berl
tout
ave
Sch
plus
tion
Mus
11
Tél
17
qu'
Pe
La
tro
d'e
sio
leu
leu
Par
Alp
Cai
con
do

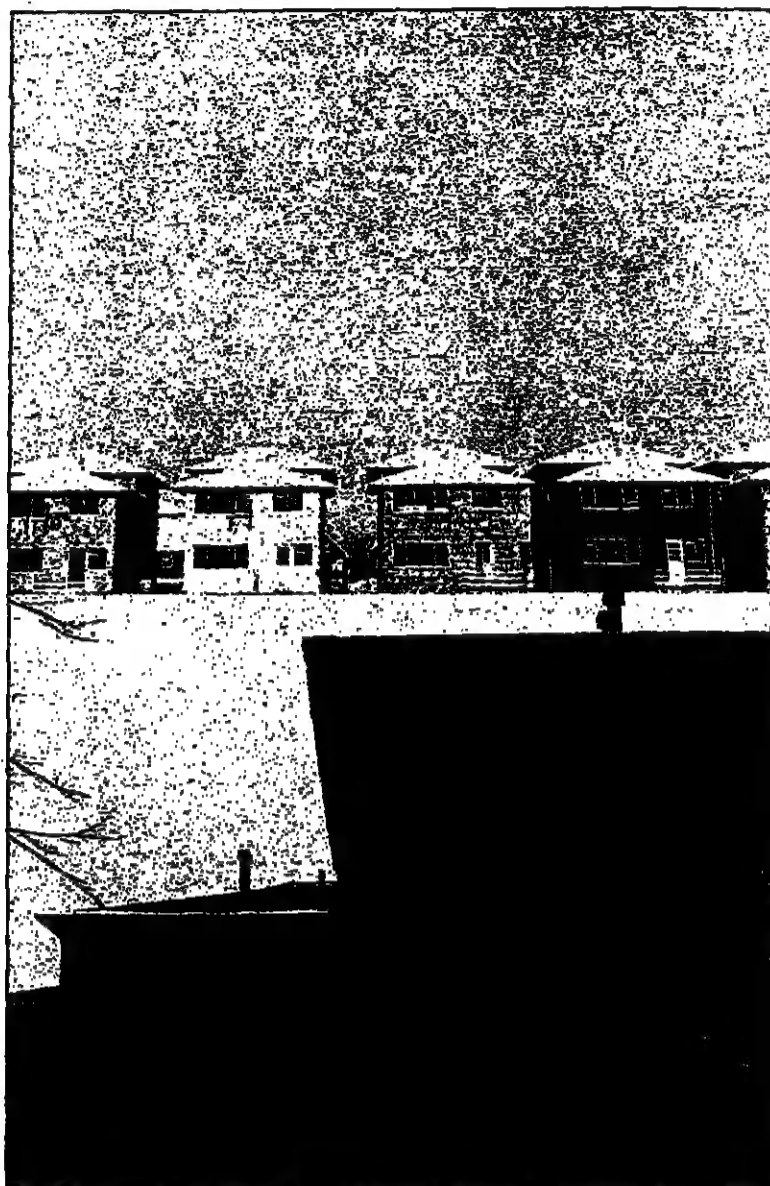


Walker Evans : « Le Pont de Brooklyn, New-York », 1929.

WALKER EVANS ET DAN GRAHAM
au Musée Cantini de Marseille

L'AMÉRIQUE A GRAND SPECTACLE

En travaillant aux frontières du document et de l'œuvre d'art, l'Américain Walker Evans (1903-1975) est un des plus grands photographes de l'histoire, certainement le premier des « modernes ». L'architecture urbaine, les façades, tous les signaux de la consommation américaine (vitrines, enseignes, sigles, publicités) et la façon dont les citadins évoluent dans cet espace, constituent son terrain de chasse aux documents. Walker Evans est encore un artiste confidentiel, et pourtant on ne compte plus les photographes et plasticiens qui se réfèrent à son œuvre. Parmi eux, Dan Graham, un artiste conceptuel proche du pop art, qui travaille sur le même « spectacle de l'Amérique ». Le Musée Cantini de Marseille les a rapprochés dans deux espaces distincts.



Dan Graham : « Alignement de maisons neuves dans un lotissement », Jersey-City, 1956.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

POUR illustrer la couverture de son livre consacré à Cuba, paru en 1933, le photographe Walker Evans (1903-1975) proposait à l'éditeur de choisir une peinture de La Havane, choix qu'il justifiait ainsi : « A la fois œuvre d'art et document ». La formule semble anodine, voire contradictoire, mais elle est déterminante tant elle résume l'ensemble du travail – paysages urbains, façades, portraits et scènes de rue – de celui que l'on peut considérer comme un des plus grands photographes de l'histoire.

Pendant les quatre-vingt premières années de son existence, la photographie n'a cessé de flirter avec les beaux arts, de poursuivre la peinture jusqu'à s'essouffler dans un mouvement académique, le pictorialisme, avec ses images floues et bucoliques aux matières picturales proches du lavis (*Le Monde* du 29 octobre). Les photographes se sont ensuite réconciliés avec le réel, ont fixé précisément la machine (Renger-Patzsch), se sont lancés dans des cadrages audacieux (le Bauhaus), ont fait des montages, grattages, collages (photo subjective). Aux États-Unis, Weston a été le chef de file de la « photographie pure » en magnifiant la matière brute d'un... bidet ou d'un poivron. Mais une fois de plus, selon le critique Gilles Mora, « c'est toujours au regard des autres arts visuels – la peinture en particulier – que la photographie se justifiait » (1).

Et voilà qu'un photographe américain rappelle, à l'aube des années 30, que la photographie est avant tout un document, balayant toutes les références et stéréotypes en vigueur. Idée folle ! « Ce dont je ne cesse de parler dégage une pureté, une rigueur, une simplicité, une immédiateté, une clarté qui s'obtiennent par absence de prétention à l'art, dans une conscience aiguë du monde. »

Donc, pas de géométrie chez Evans, à la différence des images de Cartier-Bresson (« Un certain mépris de l'équilibre stable », selon le bon mot de Gilles Mora). Pas de lyrisme, comme dans les paysages américains d'Ansel Adams. Pas de profondeur ou de recherches sur la matière et la lumière, comme chez Weston. Pas d'anecdotes, comme chez beaucoup de photographes humanistes. Pas d'effets, pas d'images en studio, juste la surface des choses et des gens décrits. Des photos pas vraiment « composées », au point de pouvoir facilement les recadrer, dont le sujet prend le pas sur la forme. Toujours Gilles Mora : « La réalité américaine convient à ce projet : utilitaire, sans profondeur métaphorique particulière. » Un document donc, mais qui, « à la longue, prouvera son intelligence », affirmait Walker Evans. C'est-à-dire sa valeur plastique. La beauté brute d'un mur publicitaire, d'une façade du New-Jersey, d'un intérieur victorien, d'un visage de l'Ouest, d'un studio ambulant de photographe, d'une boutique de légumes comme il en existe tant au bord des routes américaines. Et sans nostalgie aucune. Mais il est aussi un des premiers photographes à travailler sur les séries typologiques (façades, portraits dans le métro), qui donnent tout leur sens aux documents.

Le discours est trop radical pour emporter l'adhésion. Walker Evans finira par gagner son pari, mais la route sera longue. Sa notoriété ne dépasse pas un

carré de fidèles, et son nom s'aventure rarement en dehors des pages confidentielles des histoires de l'image fixe. Dans *Une histoire mondiale de la photographie*, livre dense et soigné (672 pages), de Naomi Rosenblum, Evans est noyé au milieu de « seconds couteaux ». Une partie du « milieu photo » fait un contresens sur l'œuvre en la considérant comme seulement « documentaire », ou ne reconnaît en lui que le photographe de la Farm Security Administration pour qui il a tiré le portrait des paysans touchés par la crise dans l'Amérique des années 30 (Evans était d'ailleurs rebuté par l'engagement de cette mission : « Mes images sont des documents, pas de la propagande. ») Aucune grande rétrospective, aucun livre majeur ne lui ont été consacrés de part et d'autre de l'Atlantique. La réparation viendra à l'automne 1993, avec une exposition à Paris et surtout la publication de la monographie définitive que Gilles Mora a réalisée à partir du fonds Evans (*La Solf du regard*).

Gilles Mora aura beaucoup écrit (quatre livres), beaucoup parlé pour faire reconnaître Evans comme « le premier photographe moderne ». Premier des modernes ? Pour s'en assurer, on peut s'amuser à énumérer ceux qui doivent quelque chose à Evans : les tenants du pop art qui ont repris les traces concrètes de la culture américaine qui envahissaient les cadres en noir et blanc d'Evans et que l'on retrouve dans les grands tableaux colorés de Warhol. Mais aussi le courant le plus novateur de la photo américaine des années 50-60 (Robert Frank, Lee Friedlander, Garry Winogrand, Diane Arbus), qui a été influencé par ses scènes de rue ou de métro.

Plus prêts de nous, les paysagistes antipécuniaires qui ont disséqué le territoire, de Lewis Baltz à Sophie Ristelhueber, citent ses paysages froids, ses intérieurs vides et ses photos de déchets en 1968. Les conceptuels comme Sherrie Levine ont questionné la notion même d'œuvre en rephotographiant des images de... Walker Evans. Enfin, le vaste mouvement de retour au documentaire chez les photographes plasticiens (Becher, Thomas Ruff, Thomas Struth) s'inscrit dans la lignée du maître américain.

Walker Evans est plus qu'une référence exemplaire ou une espèce d'étalon-photo qui permet d'établir des réflexions pointues sur l'art contemporain. Soixante tirages originaux sont rassemblés au Musée Cantini de Marseille, événement en soi. Son œuvre est plus large et complexe, dans la lignée d'un Eugène Atget. Walker Evans connaît trois « carrières » : de 1928 à 1935, il photographie seul, expérimentant le procédé, que ce soit au Leica ou à la chambre 8 x 10. De 1935 à 1938, il participe à la mission de la Farm Security Administration et produira ses images les plus connues, dont on retrouvera une partie dans le livre culte *Let's Now Praise Famous Men* (« Louons maintenant les grands hommes ») avec un texte de son ami, l'écrivain James Agee. De 1945 à 1965, il est le photographe attitré du magazine *Fortune*, pour qui il produira un cinquième de ses images. Il en reniera une bonne partie, mais on trouve également des perles (Chicago, 1946), car Evans imposait ses choix, jusqu'à la mise en page, au magazine. Ensuite, et jusqu'à sa mort en 1975, il enseignera la photographie à l'université Yale (New-Haven).

Cet intellectuel férù de littérature française (Proust, Flaubert, Baudelaire, mais aussi Joyce) a été un défi-

cheur qui, toute sa vie, n'a cessé d'explorer, d'innover : « Les possibilités de la photographie m'excitent d'un point tel que, parfois, j'en deviens presque fou », dit-il en 1931. Au choix : portrait, paysage urbain, natures mortes, sens du cadrage, redécoupage du négatif, sens donné aux images en séries (les formidables portraits de rue), photos au jugé (d'un train), intérieurs vides, cadrages en plongée ou contreplongée, recherches sur l'objet-monument (pinces, marteau ou canot de sauvetage), travail sur les lignes (poteaux électriques). Et quelques cadrages spectaculaires comme ce pont de Brooklyn, image-clé de l'histoire de la photographie.

Le premier des modernes, assurément. Mais aussi un travail qui dégage une sensibilité folle, et qui manque tant aux conceptuels qui ont utilisé la photographie. La sensibilité d'une femme fixant l'objectif dans le miroir. Ou à La Havane, en 1933 : un homme noir et immense, costume blanc, cravate et canotier, droit comme un prince.

Dans l'élégant espace du Musée Cantini, Jean-François Chevrier ose un autre rapprochement : Walker Evans-Dan Graham. « Walker qui ? », se demandera une bonne partie du milieu de l'art contemporain, sans savoir ce qu'elle doit au photographe. « Dan qui ? », ajouteront les amateurs de photos, sceptiques devant un nom jamais mentionné dans le sériel. Et pour cause : des couleurs plutôt glauques, des cadrages banalisés, des lumières sans relief, des sujets ingrats autour de l'architecture et de la vie urbaine américaine.

Dan Graham, cinquante et un ans, est un artiste conceptuel et théoricien qui a également réalisé des installations, des vidéos, des performances qui vont être présentées au Musée de Villeurbanne. Digne héritier du pop art, il s'est passionné, dans les années 60, pour la valeur d'information (ou de non-information) des clichés imprimés dans les magazines, le rapport au texte, à la mise en page. Il s'est interrogé sur la signification d'une œuvre d'art que peu voient *in situ* mais que beaucoup découvrent dans la presse. Dan Graham a ainsi « identifié l'objet d'art à sa production sociale », affirme Jean-François Chevrier.

Dan Graham privilégie l'idée sur l'image. D'une certaine façon, Walker Evans a été le premier à explorer cette voie. Graham l'a reconnu et a rendu hommage au photographe. Tous deux ont travaillé sur l'architecture, les modes de vie et la culture américaine, tous deux se retrouveraient dans la peinture de Hooper : « C'est là que réside la grande invention d'Evans dans les années 30, dont hérite Dan Graham (...) : il n'y a pas de peuple américain mais un spectacle de l'Amérique » (Chevrier). Tous deux préfèrent photographier les villes et les gens qui y vivent (« La nature m'ennuie à mourir », dit Walker Evans). Evans est « un des premiers photographes à accepter consciemment la valeur du désordre visuel propre à l'environnement américain », affirme Gilles Mora. Dan Graham ne fait que travailler dans le même sens avec ses *Homes for America*.

Tous deux travaillent la matière brute de l'image, Walker Evans par le ciseau, Graham en rapprochant deux images distinctes. Tous deux photographient sans effet aucun, sans fioritures. Histoire qu'on leur « foute la paix » avec les étiquettes, Graham se disait « photographe » et Evans « documentaire ». Les deux mentaient évidemment. Mais ce sont bien des inventaires, des typologies de bâtiments, façades de maisons, visages et modes de vie des gens qu'ils fixent, en dehors de toute sentimentalité, comme pour mieux en cerner le sens.

Jean-François Chevrier a eu la bonne idée de ne pas mélanger les photos, mais de les présenter dans deux espaces séparés. Et qu'importe si le travail de Dan Graham ne convainc pas, si le meilleur de sa production a été réalisé dans les années 60 – il ne connaissait alors pas Evans, – quand les images étaient portées par la fraîcheur de l'époque et par les films de Godard – qu'il admirait. Par la suite, Graham ne peut se départir d'images formalistes portées par un discours qui tourne à vide.

Qu'importe si Jean-François Chevrier a évacué les images d'Evans qui ne cadrent pas avec son propos. Son but n'est pas tant de rapprocher deux auteurs que de détacher un grand photographe du monde de la photo pour l'intégrer à celui de l'art contemporain (essentiellement américain, dans son esprit). Qu'importe s'il se dégage de Graham un certain mépris pour la photographie. Pour donner le ton, cette citation de Carl Andre en 1968, reprise dans le catalogue : « La photographie ment. Je crains que nous n'ayons accès à l'art, en général, qu'à travers de reproductions et de magazines, et je considère cela dramatique et contraire à l'art, puisque l'art est de l'ordre d'une expérience directe avec quelque chose, dans le monde, tandis que la photographie n'est qu'une rumeur, une espèce de pornographie de l'art. »

Peu importe la rudesse du propos et le déséquilibre entre les deux auteurs. Les passerelles entre la photographie et l'art contemporain sont trop rares, tout comme les choix affirmés et rigoureux, pour ne pas être salués. Le Whitney Museum de New-York ne s'y est pas trompé et a décidé d'accueillir cette exposition en 1994. Combien d'expositions créées ici ont-elles été reprises dans un grand musée américain ?

MICHEL GUERRIN

(1) Les citations de Gilles Mora sont extraites du *Photo Poche* numéro 43 consacré à Walker Evans. Centre national de la photographie, 1990. Gilles Mora a également publié : *Walker Evans*, collection « Les grands photographes », Belfond/Paris Audiovisuel, 1989 ; *Havana 1933*, (photos d'Evans à Cuba), Contrejour, 1989.

« Walker Evans-Dan Graham », Musée Cantini, 19, rue Cagnan-13006 Marseille. Tél. : 91-54-77-75. Jusqu'au 10 janvier.
« Dan Graham », Musée international d'art contemporain, 11, rue du Docteur-Dolard, 69100 Villeurbanne. Tél. : 78-03-47-00. Du 4 décembre au 28 février.